

# CAPÉCO AFRICA

Le magazine du développement économique de l'Afrique francophone

## À LA UNE

### Spécial Sénégal

#### FOCUS SUR LES GRANDS TRAVAUX AU SÉNÉGAL

- Macky Sall bâtisseur du Sénégal émergent
- Opportunités d'investissement
- Apix, un dispositif clé dans la mise en œuvre des grands projets
- Un *hub* économique sous-régional
- Diamniadio, une ville du XXI<sup>e</sup> siècle



## L'ÉMERGENCE DU SÉNÉGAL



### COUPE DU MONDE 2018

Tous derrière les Lions de la Teranga ! Les efforts mis en place pour faire des Lions une des meilleures équipes de football en Afrique

### EUROPE - AFRIQUE

Engagés ensemble sur le devenir de la jeunesse

### ÉCONOMIE

L'avenir économique du Maghreb indissociable des pays du sud

### VRAI/FAUX

Le système bancaire d'Afrique subsaharienne tient-il la route ?



The background features a stylized world map composed of a grid of dots, overlaid on a faint wireframe globe. At the bottom, there is a large, abstract graphic consisting of overlapping curved shapes in white, orange, and black, resembling a stylized wave or a modern architectural element.

## UNE AGENCE DE COMMUNICATION À VOTRE SERVICE

POUR VOTRE DÉVELOPPEMENT AU SÉNÉGAL,  
CONTACTEZ-NOUS ET NOS ÉQUIPES VOUS  
PROPOSERONT UNE COMMUNICATION  
GLOBALE ADAPTÉE À VOS BESOINS

COMMUNICATION • RÉGIE PUBLICITAIRE • ÉDITION

Résidence Waterfront - Fenêtre Mermoz - Route de la Corniche  
DAKAR - RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL  
Tél. : +221 77 464 82 39

# Édito

## Le Sénégal émerge

Ce mois-ci, *CAP ÉCO Africa* fait la part belle au Sénégal. Un choix qui s'explique par la propension du pays de la Teranga à se trouver au carrefour de quelques grands enjeux du continent, de l'économie à la sécurité. D'abord, dans sa politique de développement à l'horizon 2035, le pays a non seulement rempli ses premiers objectifs, mais aussi réussi à initier une croissance (6,8 % en 2017) à la fois inclusive, créatrice d'emplois et respectueuse de l'écosystème. Ce n'est pas là le moindre mérite de l'équipe mise en place par le Président Macky Sall, au pouvoir depuis six ans, et coordonnée par le Premier ministre Mahammad Boun Abdallah Dionne. Le Sénégal est devenu une « vitrine économique » du continent après avoir été longtemps une « vitrine démocratique » de l'Afrique de l'Ouest. Tous les secteurs commencent à recueillir les fruits de la croissance : le secteur bancaire opère sa mutation vers un soutien accru aux petites et moyennes entreprises, qui constituent le tissu économique du Sénégal, et généralise les moyens de paiement électroniques ; les grandes infrastructures comme l'aéroport Blaise-Diagne ou le futur train régional qui le reliera à Dakar sont en place ; et le pays, grâce à une politique volontariste d'aménagement du territoire, désenclave ses régions. Selon la Banque mondiale, le Sénégal est « l'une des économies les plus performantes de l'Afrique subsaharienne, grâce à une meilleure compétitivité, des progrès ponctuels dans

les réformes structurelles engagées et une conjoncture internationale favorable. Ce bon résultat s'explique aussi par la vitalité des exportations qui ont augmenté de près de 15 % en 2015 et de 13 % en 2016, soutenues par une diversification des produits agricoles, de pêche et du secteur extractif. » Pas étonnant donc que le dernier rapport Doing Business ait « upgradé » le pays de sept places.

Modèle de développement durable en Afrique, Le Sénégal est devenu un pivot de l'équilibre régional et international. Il serait long de faire la liste des conférences, symposiums et forums organisés à Dakar, qui drainent dans la capitale des participants venus du monde entier et boostent le tourisme d'affaires en même temps que les investissements. Il en va de même des rencontres du Président Macky Sall avec les hauts dirigeants du monde. Il suffit de mentionner que dans ce développement, l'Union européenne est un acteur incontournable. Ainsi Angela Merkel a-t-elle convié à Berlin le Président Macky Sall pour le programme « Compact with Africa » du sommet du G20 fin juin 2017. Quant au Président français Emmanuel Macron, il est venu en février constater de ses propres yeux le « miracle sénégalais » et apporter l'aide de la France sur tous les dossiers prégnants, de l'économie à la sécurité, de l'écologie à l'éducation. Ceci explique sans doute l'enthousiasme dont fait preuve la jeunesse de ce pays, vitalité dont nos contributeurs rendent compte dans ces colonnes.



Dimitri Friedman

Rédacteur en chef



**TRAIN  
EXPRESS  
REGIONAL  
DAKAR - AIBD**



► **Contributeurs**



© SHUTTERSTOCK - HAVE A NICE DAY PHOTO

**DIMITRI FRIEDMAN**

Journaliste, écrivain et rédacteur en chef du magazine *CAP ÉCO Africa*.

**CLÉMENT AIRAULT**

Journaliste spécialiste en relations internationales, il collabore au magazine *L'Essentiel des relations internationales*.

**OUMAR BALDÉ**

Journaliste sénégalais installé au Maroc. Il travaille pour le magazine marocain *Les Éco*.

**MARIE-ROGER BILOA**

Cette chroniqueuse est familière des plateaux télévisés et chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres. Sa plume est fine mais sait aussi parfois être acide.

**JULIETTE JAKUBOWICZ**

Journaliste web chargée des informations.

**PIUS MOULOLO**

Journaliste camerounais spécialisé dans les questions d'infrastructures et les grandes entreprises.

**ADAMOU PETOUONCHI**

Économiste et spécialiste en relations internationales, il s'est particulièrement penché sur la délinquance financière en Afrique.

**FLORE THUMM**

Possédant un double cursus en littérature et management politique, cette jeune journaliste est passionnée par la géopolitique de l'Afrique et de l'Asie.

Illustrateur

**GLEZ**

Caricaturiste franco-burkinabé. Directeur de publication à l'hebdomadaire *Journal du Jeudi*, il est également éditorialiste à *Jeune Afrique*.

# CARTE RÉSEAU

## LIGNES RÉGULIÈRES



**TUNISAIR VOUS RAPPROCHE**  
 DE PLUS DE 50 DESTINATIONS  
**À TRAVERS LE MONDE**



11

27



35



46



69



90

**CAP ÉCO Africa**  
Prestige Communication  
140, Boulevard Haussmann  
75008 Paris  
www.capecoafira.com

**Directeur de la publication et de la rédaction**  
Laurent Taieb  
ltaieb@prestigecommunication.fr

**Rédacteur en chef**  
Dimitri Friedman - dimitrifriedman@me.com

**Contributeurs**  
Dimitri Friedman, Clément Airault, Oumar Baldé,  
Marie-Roger Biloa, Stanislas Gaissudens, Juliette Jakubowicz,  
Pius Moulolo, Adamou Petouonchi, Flore Thumm  
Photos/illustrations : Glez

**Secrétariat de rédaction**  
Isabelle Thomas Rouchy - i.thomas@neuf.fr

**Rédaction graphique/maquette**  
Alicia Da Silva  
alicia@prestigecommunication.fr

**Directrice technique et planning**  
Ivelisse Taieb - itaieb@prestigecommunication.fr

**Directeur du développement**  
Laurent Bou Anich - lbouanich@prestigecommunication.fr  
Tél. : +33 6 20 53 17 93 / +242 06 88 40009

**Chargé du développement Cameroun**  
Aristide Foé Mbarga Atangana  
Tél. : +237 6 78 40 36 50

**Directrice financière**  
Alexandra Taieb - ataieb@prestigecommunication.fr

**Impression**  
Imprimerie Léonce Deprez - ZI Le Moulin - 62620 Ruitz  
France

**Crédits photos**  
Ambassade du Bénin, AFP, Pierre Barthe, CICAD, Dimitri  
Friedman, Cheikh Ndiaye, Shutterstock

**N° ISSN : 2556-5672**  
CAP ÉCO Africa est une marque déposée par Prestige Communication. Les articles  
publiés dans le magazine sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Aucun  
extrait de publication ne peut être reproduit sous quelque forme que ce soit sans  
l'autorisation de l'éditeur.

## Projecteur

**10. SUCCÈS**  
Leila Zerrougui  
Nouvelle patronne de la Monusco

**11. CONTROVERSE**  
Rougier Afrique International  
La chute d'un empire ?

**12. ZAPPING**  
News et quiz

## Paroles et portraits

**17. PREMIER CERCLE**  
Olivier Boko - L'homme du Président

**18. INCONTOURNABLE**  
Coumba Bâ, Ministre et femme  
engagée en Mauritanie

**20. TOP MANAGER**  
Youssef Omais, le roi  
de l'agroalimentaire au Sénégal

**22. PROVIDENTIEL**  
Ahmed Ouyahia, pour sortir  
l'Algérie de la crise

**24. NOVATEUR**  
Selim Azzabi, artisan du renouveau  
démocratique tunisien

## Opinions

**27. VRAI/FAUX**  
Le système bancaire de l'Afrique  
subsaharienne tient-il la route ?

**30. GRANDS TRAVAUX**  
Guinée - Les chantiers d'Alpha Condé

**32. POLITIQUE**  
Soumeylou Boubèye Maïga

## Investigation

**35. SÉCURITÉ EN AFRIQUE**  
Les initiatives du Sénégal

**40. COOPÉRATION**  
Europe-Afrique  
Quels engagements pour la jeunesse ?

**42. JEUNESSE**  
Macky Sall - Emmanuel Macron  
L'éducation en étendard

## Dossier

### Le Sénégal émergent Objectif : 2035 ?

**46. VOCATION**  
Macky Sall  
Le bâtisseur du Sénégal émergent

**50. CAPITAL**  
Attractivité - Les opportunités  
d'investissement au Sénégal

**54. CLIMAT DES AFFAIRES**  
Doing Business  
Le Sénégal tient son rang

**56. INVESTISSEMENTS**  
APIX - Un dispositif clé dans la mise  
en œuvre des grands projets

**60. AMÉNAGEMENT**  
Le Sénégal, un *hub* économique  
sous-régional

**62. AVENIR**  
Diamniadio - Une ville du XXI<sup>e</sup> siècle

**64. ENTRETEN**  
Entretien avec Abdou Karim Fofana  
Directeur Général de l'AGPBE

**66. AGRICULTURE**  
Le PDIDAS  
L'agribusiness au cœur  
des préoccupations

## Éclairage éco

**69. HYDROCARBURES**  
Sénégal  
Futur eldorado pétrolier et gazier

**72. GRAND RETOUR**  
Côte d'Ivoire  
Les entreprises françaises  
retrouvent des couleurs

**74. ÉNERGIE**  
Burkina Faso  
Un futur champion solaire ?

## Feuille de route

**77. ADHÉSION**  
Le Sénégal, le Maroc et la Cedeao  
Je t'aime, moi non plus ?

**80. GÉOSTRATÉGIE**  
Intégration - L'économie du Maghreb  
passe par la Cedeao

**82. COOPÉRATION**  
Côte d'Ivoire - Ghana  
Vers de nouveaux accords pétroliers

## Culture

**85. RÉSURRECTION**  
Saint-Louis du Sénégal sauvée  
des eaux ?

**88. DIPLOMATIE**  
Olivier Poivre d'Arvor  
Les mille et une vies  
d'un ambassadeur atypique

**90. SPORT**  
Football - Comment le Sénégal s'est  
offert une équipe de classe mondiale !

**93. SPORT**  
Entretien avec Khalifa Ndiaye, ancien  
journaliste sportif au quotidien *Le Soleil*

**94. CINÉMA**  
Entretien avec Rokhaya Niang,  
actrice et comédienne sénégalaise

**97. BILLET D'HUMEUR**  
« *Shithole countries* »

## ► Succès

# Leila Zerrougui

## Nouvelle patronne de la Monusco

Par Pius Moulolo, à Yaoundé.

Nommée le 27 décembre représentante spéciale et cheffe de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco), l'algérienne Leila Zerrougui prend les commandes de la plus importante opération de maintien de la paix au monde.

Leila Zerrougui remplace le nigérien Maman Sambo Sidikou, dont le mandat s'achève en janvier 2018. Diplômée de l'École nationale d'administration d'Alger en 1980, cette magistrate cumule une trentaine d'années d'expérience comme juge et enseignante en Algérie. Elle a débuté sa carrière internationale en 2000 comme experte et rapporteuse spéciale de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme des Nations unies.

Elle sera par la suite présidente du groupe de travail sur la détention arbitraire (2003-2008), représentante spéciale adjointe pour la RDC (2008-2012) puis représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies sur le sort des enfants en temps de conflit armé (2012-2016). Cette diplomate de 61 ans aura donc dorénavant la lourde charge de conduire l'une des missions les plus coûteuses de l'ONU, avec un

budget annuel de 1,14 milliard de dollars, 16 071 membres de personnel militaire, 1 368 policiers et 4 145 membres de personnel civil national et international.

### Mission impossible ?

La situation se révèle d'autant plus complexe que Leila Zerrougui prend ses fonctions dans un contexte politique et sécuritaire explosif. Le pays connaît une crise électorale depuis la fin du mandat du Président Kabila en décembre 2016. L'accord de la Saint-Sylvestre, qui prévoyait de nouvelles élections fin 2017, n'a finalement pas été respecté. La coalition de l'opposition, conduite par Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi, appelle au renversement de Joseph Kabila et à la formation d'un gouvernement de transition. La marche du 31 décembre a débouché sur une violente répression : huit morts et une centaine d'arrestations. S'ajoutent les enjeux sécuritaires



« Cette diplomate de 61 ans aura la lourde charge de conduire l'une des missions les plus coûteuses des Nations unies. »

à l'est de la RDC. Les attaques de la base opérationnelle de la Monusco du 7 décembre se sont notamment soldées par le décès de 14 Casques bleus tanzaniens et 5 soldats de l'armée nationale. La situation demeure également très tendue dans le Kasaï-Central, avec la disparition de deux experts onusiens depuis le 12 mars. Présente en RDC depuis 1999, la Monusco contribue à stabiliser ce pays de 2,345 millions de kilomètres carrés et 85 millions d'habitants, déchiré entre factions rebelles, milices armées et puissances étrangères. La RDC est plongée dans une instabilité chronique depuis le génocide rwandais de 1994 et les deux grandes guerres qui ont débouché sur le décès de Laurent-Désiré Kabila en 2001. La mission de Leila Zerrougui à la tête de la Monusco est d'autant plus importante que l'effondrement de la RDC entraînerait un chaos généralisé de la région des Grands Lacs. ■

## ► Controverse

# Rougier Afrique International

## La chute d'un empire ?

Par Pius Moulolo, à Yaoundé.

Victime de difficultés économiques et financières, le groupe français a annoncé son dépôt de bilan le 2 mars dernier. Une page se tourne ainsi après un demi-siècle de mainmise sur les forêts du bassin du Congo.

Le 20 mars 2018, Rougier a confirmé dans un communiqué qu'il ne renouvellera pas ses certificats de standard Forest Stewardship Council (FSC) de bonne gestion forestière pour sa filiale camerounaise. Le chiffre d'affaires du groupe, qui était de 149,4 millions d'euros en 2016, a connu une baisse de 7,5 % en 2017 du fait de « l'engorgement chronique au port conventionnel de Douala ». Ce qui a engendré des perturbations de trafic et contraint ses activités au Cameroun, au Congo et en RCA à une situation de chômage technique généralisé. Cette situation a provoqué « des tensions de trésorerie persistantes, accentuées par le retard des remboursements des crédits TVA des filiales opérationnelles africaines ».

Le tribunal commercial de Poitiers a placé le 12 mars 2018 Rougier Afrique International en procédure de redressement judiciaire pour une durée d'un an. Passé ce délai de restructuration, la faillite du groupe sera officiellement consommée. La situation se corse au moment où plusieurs ONG, réunies dans l'Organisation camerounaise pour



« Rougier doit désormais partager le marché avec la Chine, qui reçoit 75 % des exportations de bois africain. »

la protection de l'arbre (OCPA), viennent de déposer une plainte au tribunal de grande instance de Douala pour « exploitation anarchique et abusive des forêts camerounaises pendant 50 ans ».

### Et hop la concurrence !

Entreprise familiale fondée en 1923 et dirigée par Jacques Rougier, le groupe était jusqu'à leader incontesté de l'exploitation des forêts naturelles, de la transformation industrielle et du commerce international de bois. Présent en Afrique depuis 1952, Rougier contrôle quelque 2 340 000 ha de concessions forestières, possède 7 sites industriels et compte 3 000 salariés

répartis entre le Cameroun, le Congo, le Gabon et la RCA. Sa production de bois se chiffre à près de 650 000 m<sup>3</sup>/an, commercialisés dans plus de 50 pays dans le monde.

À l'exception du Gabon où le groupe a consolidé ses positions avec la signature en février 2017 d'un important contrat de fourniture de grumes avec la Zone économique spéciale de Nkok, Rougier doit désormais partager le marché avec la Chine, qui reçoit à elle seule 75 % des exportations de bois africain. Au Cameroun, la Compagnie de Commerce et de Transport (CCT) est devenue le premier exportateur de grumes avec l'acquisition en 2007 des concessions du groupe français Thanry. Au Congo, Rougier doit également batailler avec les compagnies chinoises, européennes, malaisiennes et singapouriennes. En RCA, la SEFCA des frères libanais Nesslerah et Jamal El Sahely contrôle 62 % des concessions forestières du pays. Jusque-là endormi du fait de son leadership naturel, Rougier est peut-être, à l'instar de plusieurs entreprises centenaires du pré carré, programmé pour mourir. ■

## ► Zapping Par Juliette Jakubowicz

### Top 10 des meilleurs pays africains pour faire des affaires en 2018

Le magazine américain *Forbes* a publié en décembre son classement « Best countries for business 2018 ». Cette liste des meilleurs pays pour faire des affaires a été réalisée en évaluant 153 nations sur 15 facteurs, notamment les droits de propriété, les innovations, les taxes, la technologie, la corruption, la liberté (personnelle, commerciale et monétaire) ou encore la bureaucratie. Les 10 premiers pays africains du classement sont (à l'échelle mondiale) :

- 1 - Maurice > 41<sup>e</sup>
- 2 - Afrique du Sud > 48<sup>e</sup>
- 3 - Botswana > 76<sup>e</sup>
- 4 - Rwanda > 79<sup>e</sup>
- 5 - Seychelles > 82<sup>e</sup>
- 6 - Ghana > 85<sup>e</sup>
- 7 - Namibie > 86<sup>e</sup>
- 8 - Sénégal > 89<sup>e</sup>
- 9 - Cap-Vert > 90<sup>e</sup>
- 10 - Kenya > 91<sup>e</sup>

Le premier pays de la CEEAC classé par *Forbes* est l'Angola. Il se trouve à la 26<sup>e</sup> place en Afrique et la 129<sup>e</sup> à l'échelle mondiale.

### Projet d'une technopole agro-industrielle au Cameroun

Ernest Gbwaboubou, Ministre camerounais des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique, a annoncé en janvier que le plan directeur d'une technopole agro-industrielle de 405 ha a été bouclé. Cette technopole a pour ambition de devenir le grenier des pays de la CEEAC et du Nigéria. « En configurant l'agro-industrie comme un sanctuaire, le Plan directeur d'industrialisation (PDI) adresse cette problématique pour relever le défi de la croissance démographique et de la sécurité alimentaire. Le développement des technopoles agro-industrielles a été retenu comme principale orientation stratégique dans ce sens », a déclaré le Ministre.



### 4<sup>e</sup> édition du concours de la Fondation Tony Elumelu

La Fondation Tony Elumelu (TEF) a lancé en début d'année la 4<sup>e</sup> édition de son concours qui soutient l'entrepreneuriat africain. L'organisme philanthropique, créé par l'homme d'affaires nigérian Tony O. Elumelu, va engager 10 millions de dollars dans la formation, l'encadrement et le financement de 10 000 entrepreneurs africains à l'horizon 2024. Pour l'édition 2018, 1 000 entrepreneurs seront sélectionnés. « Nous croyons que le secteur privé détient la clé de la libération du potentiel économique de l'Afrique », a indiqué le DG adjoint d'UBA-Gabon, Étienne Ramba, qui a en janvier dernier tenu une séance d'information sur le concours à Libreville. Pour participer, l'entreprise doit être basée en Afrique, être à but lucratif et avoir entre 0 et 3 ans d'existence. Les candidats doivent avoir au moins 18 ans et être résidents légaux ou citoyens d'un pays africain. Un formulaire est disponible en ligne sur [application.tonyelumelufoundation.org](http://application.tonyelumelufoundation.org). La date limite d'envoi des dossiers est fixée au 1<sup>er</sup> mars 2018.

### Samsung mise sur le marché africain



Le géant coréen Samsung prévoit de doubler la contribution annuelle de ses marchés africains, pour la mettre à 20 % de son chiffre d'affaires global d'ici les cinq prochaines années. « Nous pensons que l'Afrique est extrêmement importante pour l'avenir », a précisé Sung Yoon, patron de Samsung Africa, lors d'une conférence de presse à Nairobi en janvier dernier. Le constructeur électronique veut profiter de l'engouement croissant des utilisateurs africains pour les smartphones et les téléviseurs à grand écran. Ce marché intéresse également ses concurrents chinois, comme Huawei et Tecno. Ils restent moins chers, mais le patron de Samsung Africa estime ne pas pouvoir « sacrifier la qualité ».

### Une startup camerounaise distinguée au concours d'innovations EDF Pulse Africa

Les prix EDF Pulse Africa ont récompensé, en décembre dernier à Paris, trois startups africaines parmi les 97 entreprises candidates. « Ces trois startups, porteuses de projets d'avenir, vont participer activement au développement énergétique du continent », indique EDF dans un communiqué de presse. Le 1<sup>er</sup> prix a été décerné à l'entreprise kényane Majik Water, qui développe des générateurs d'eau atmosphériques alimentés par des panneaux solaires pour transformer l'humidité de l'air en eau. Le 2<sup>e</sup> prix a été remporté par la startup ivoirienne Lono. Elle travaille sur la transformation des déchets organiques en biogaz pour le combustible de cuisson et en biométhane pour la production d'électricité. La CEEAC a été représentée pendant cette 1<sup>re</sup> édition EDF Pulse Africa par le camerounais Yann Nkengue, qui a décroché le 3<sup>e</sup> prix. Avec son entreprise EduAir, il commercialise des boxes numériques donnant accès à des contenus digitaux sans connexion internet, réduisant ainsi la fracture numérique.



### L'innovation africaine au CES de Las Vegas

Plus grand salon international dédié aux innovations électroniques, la 52<sup>e</sup> édition du Consumer Electronics Show (CES) s'est déroulée en janvier dernier à Las Vegas avec, pour la première fois, la participation de six startups africaines. Elles étaient réunies par l'organisation Africa Tech Now qui souhaite, comme indiqué sur son site internet, « mettre en valeur l'écosystème high-tech africain » et « positionner le continent africain en tant que nouveau hub de l'innovation digitale ». Paiement mobile, réseau social 100 % vocal afin de pallier au problème du nombre important d'analphabètes ou encore énergie solaire, les six startups africaines ont présenté, pendant une semaine, leurs innovations pour accompagner la transformation digitale et l'essor économique de l'Afrique.

### UBA renforce son service d'e-banking

Le groupe bancaire nigérian United Bank for Africa (UBA) a annoncé le lancement de « UBA Chat Banking », un service qui permet à ses clients de gérer leur compte bancaire à partir de leurs réseaux sociaux. « La formulation de ce produit est cohérente avec la philosophie de la première clientèle de la banque, où nous faisons les choses pas comme nous l'entendons, mais en nous concentrant sur ce que les clients veulent, où ils le veulent et sur la plateforme qu'ils veulent », explique le DG d'UBA, Kennedy Uzoka, dans Financial Afrik. Avec ce service, les clients peuvent notamment ouvrir de nouveaux comptes, recevoir des notifications de la banque, transférer des fonds ou vérifier leur solde.

« L'Afrique a besoin d'une croissance plus inclusive mais elle doit procéder à une transformation structurelle, et veiller à se focaliser sur les domaines de productivité élevée. L'agriculture moderne est une voie à suivre. »

Akinwumi Adesina, président de la BAD (« Rapport sur les Perspectives économiques en Afrique pour 2018 »)



# Quiz

► 3. En moyenne, quel pourcentage d'individus de 15 ans et plus écoute chaque jour la radio en Afrique subsaharienne, selon Africascope ?

- A. 45 %
- B. 56 %
- C. 66 %

► 1. Dans quel pays africain la plus grande marque d'alcool chinoise, Kweichow Moutai, a-t-elle installé des bureaux fin 2017 ?

- A. Afrique du Sud
- B. Seychelles
- C. Cap-Vert

► 2. En quelle année a été créée l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ?

- A. 1953
- B. 1960
- C. 1970



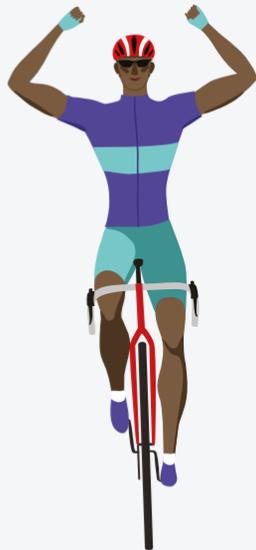
© SHUTTERSTOCK - BEBOY

► 4. Avec huit lauréats, dans quelle catégorie de prix Nobel retrouve-t-on le plus de personnalités africaines ?

- A. Prix Nobel de la Paix
- B. Prix Nobel de Littérature
- C. Prix Nobel de Médecine

► 5. Quel cycliste a remporté le tour africain Tropicale Amissa Bongo le 22 janvier dernier ?

- A. L'érythréen Natnael Berhane
- B. Le tunisien Rafaa Chtioui
- C. Le rwandais Joseph Areruya



© SHUTTERSTOCK - SHTONADO

► 6. Selon l'Institut supérieur d'économie maritime, combien de milliards de dollars ont été investis dans le secteur portuaire en Afrique subsaharienne entre 2007 et 2017 ?

- A. 10
- B. 35
- C. 50



© SHUTTERSTOCK - ZENUR BABAYEV

► 7. L'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote a été élu l'homme le plus riche d'Afrique par le magazine Forbes en janvier. Depuis combien d'années consécutives est-il élu ?

- A. 3
- B. 5
- C. 7

► 8. Quel taux de croissance prévoit la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne en 2018 ?

- A. 2,5 %
- B. 3,2 %
- C. 4,1 %

**Réponses**  
 1. A - Afrique du Sud ; 2. B - 1960 ; 3. C - 66 % ; 4. A - Prix Nobel de la Paix ; 5. C - Le rwandais Joseph Areruya ; 6. C - 50 ; 7. C - 7 ; 8. B - 3,2 % ;

# etax

**AVEC ETAX,  
 DÉCLAREZ ET PAYEZ  
 VOS REVENUS À DISTANCE,  
 ET EN TOUTE SÉRÉNITÉ**



REPUBLIQUE DU SENEGAL  
 Le Peuple - Un Dieu - Une Patrie  
 MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
 DES FINANCES ET DU PLAN

## Paroles et portraits

**P. 17** PREMIER CERCLE  
Olivier Boko  
L'homme du Président

**P. 18** INCONTOURNABLE  
Coumba Bâ, Ministre et femme  
engagée en Mauritanie

**P. 20** TOP MANAGER  
Youssef Omaïs, le roi  
de l'agroalimentaire au Sénégal

**P. 22** PROVIDENTIEL  
Ahmed Ouyahia – Pour sortir  
de la guerre d'Algérie

**P. 24** NOVATEUR  
Selim Azzabi, artisan du renouveau  
démocratique tunisien



## 16. Managers et politiques

Qu'ils soient dans l'ombre, dans la lumière, managers ou politiques – et parfois un peu des deux –, ces hommes et ces femmes s'engagent à réformer le système en modifiant l'orientation des prises de décision dans leur domaine. Leur méthode : établir des passerelles dans leur gouvernance. La preuve par Olivier Boko (Bénin), Coumba Bâ (Mauritanie), Youssef Omaïs (Sénégal) et Ahmed Ouyahia (Algérie). Portraits.

## ► Premier cercle

# Olivier Boko

## L'homme du Président

Par Stanislas Gaissudens, à Paris.

L'homme d'affaires Olivier Boko est le plus fidèle compagnon de route de Patrice Talon. *Businessman* talentueux, il est aussi le conseiller politique de l'ombre du Président du Bénin.

Les Béninois surnomment Olivier Boko le « Vice-Président ». S'il ne possède aucune responsabilité officielle, il joue en effet un rôle majeur auprès de Patrice Talon, depuis que ce dernier a accédé à la magistrature suprême. D'aucuns le voient déjà comme son potentiel dauphin. Mais Olivier Boko reste avant tout un entrepreneur de talent et ses conseils restent très précieux.

### Businessman avisé

Né le 2 octobre 1964 à Ouidah, Olivier Boko s'est lancé dans le commerce alors qu'il était encore lycéen. L'homme est un *businessman* avisé, et sait que les affaires nécessitent de disposer d'un solide réseau, qu'il a cultivé très tôt au sein de la Jeune chambre internationale (JCI) du Bénin. Il y a rencontré Francis Agbo, avec lequel il a fondé en 1997 la Société intercontinentale de commercialisation et de négoce (Sicone).



### En savoir +

La Sicone est devenue en 2001 la société anonyme Denrées et fournitures alimentaires (DFA).

Cette dernière a rapidement pris de l'ampleur, avec l'appui de personnalités politiques telles que Gani Saka Saley, alors Ministre du Développement

rural, et grâce à qui la Sicone a pu s'installer sur le marché des intrants agricoles, jusqu'alors dominé par... Patrice Talon. Ce fut le début d'une amitié solide entre les deux hommes.

### Conseiller de l'ombre

En 2012, lorsque Patrice Talon se brouille avec le Président Boni Yayi, Olivier Boko reste fidèle au premier et partage son exil à Paris. Ensemble, ils vont construire la victoire à la présidentielle de mars 2016.

Patrice Talon, une fois élu, conserve naturellement sa confiance envers son plus fidèle compagnon. Olivier Boko, aujourd'hui de tous les voyages officiels, conseille politiquement le Président et influencerait même sur les nominations ministérielles.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Patrice Talon, les affaires de ses proches n'ont jamais été aussi florissantes. Ses adversaires, eux, surnagent ou coulent, à l'image du roi de la volaille et adversaire politique Sébastien Ajavon, inculpé en octobre pour faux, usage de faux et escroquerie.

Officiellement, le Président béninois n'a plus aujourd'hui aucune participation dans la multitude de sociétés qu'il possédait avant son élection. Néanmoins, il est redevenu en avril dernier actionnaire majoritaire de Bénin Control, la société qui régit le Programme de vérification des importations (PVI) dans le port de Cotonou. Olivier Boko en est l'un des principaux administrateurs. ■

## ▶ Incontournable

# Coumba Bâ

## Ministre et femme engagée en Mauritanie

Par Pius Moulolo, à Yaoundé.

**Soutien inconditionnel du Président Mohamed Ould Abdel Aziz, la doctoresse Coumba Bâ s'impose depuis bientôt une décennie comme l'une des architectes d'une Mauritanie ouverte à la modernité. Sa nomination le 10 janvier 2017 comme Ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Modernisation de l'Administration a été perçue comme un signal fort envoyé à l'ensemble de la classe dirigeante.**

### En savoir +

La mauritanienne Aminetou Mint Al-Moctar a été proposée pour le prix Nobel de la Paix. Elle milite pour les droits des femmes au sein de l'Association des femmes chefs de familles (AFCF).

**N**ative de Kaédi, dans la région du Gorgol, Coumba Bâ a fait ses débuts comme chirurgienne dentaire vers la fin des années 1990 à la polyclinique de Nouakchott. En janvier 2005, elle intègre la Présidence de la République sous la casquette de conseillère en charge de la jeunesse, du sport et de la promotion de la femme. En septembre 2007, elle y officie comme chargée de mission, et elle est nommée Ministre de la Fonction publique en août 2009. L'aventure ne dure que huit mois avant qu'elle soit promue Ministre déléguée en charge des Affaires africaines, en mars 2010. Elle redevient en décembre 2010 chargée de mission à la Présidence de la République, puis Ministre de la Jeunesse et des Sports entre 2015 et 2017.

### Moderniser l'Administration

C'est sans doute l'une des missions les plus importantes de sa carrière : faire entrer la Mauritanie dans la mondialisation, dans une région de plus en plus concurrentielle et tournée vers les technologies de l'information et de la communication. Le premier acte fort de son Département ministériel est l'implémentation du système intégré

de gestion des personnels de l'État, adopté en janvier 2016. Dans cette quête de performance, plusieurs pistes sont explorées : le développement des guichets uniques pour la simplification des procédures administratives, la mise en place d'une démarche qualité, et le basculement vers une Administration électronique. Chaque ministère possède désormais son propre site internet en Mauritanie.

L'autre grand chantier amorcé par Coumba Bâ consiste à assainir la fonction publique, qui compte à ce jour plus de 85 000 fonctionnaires. Premier coup de balai, la mise en retraite de 1 668 fonctionnaires admis à faire valoir leurs droits à une pension à partir de décembre 2017. La lutte s'est poursuivie par une chasse aux fonctionnaires fictifs ou détenteurs de faux diplômes qui gangrèneraient l'administration publique.

Parmi les grandes victoires diplomatiques de la Ministre, on trouve aussi la signature le 15 juillet 2017 à Djeddah d'une convention bilatérale avec l'Arabie saoudite en matière d'emploi domestique. Les deux pays s'engagent à mettre fin aux pratiques esclavagistes de certains bureaux de recrutement saoudiens.

### Une femme engagée

À 47 ans, cette femme d'influence a réussi à bousculer les codes établis dans la société mauritanienne. Vice-présidente et figure de proue de l'Union pour la République (UPR), elle s'est particulièrement mobilisée en faveur du vote sur le référendum constitutionnel du 5 août 2017. Première personnalité politique féminine de la région du Gorgol, elle a su braver l'hostilité de certains hauts cadres du parti, notamment du Premier ministre Yahya Ould Hademine, de l'ex-Ministre de l'Emploi Dia Moktar Malal ou du maire de Kaédi Sow Moussa Demba.



« C'est sans doute l'une des missions les plus importantes de sa carrière : faire entrer la Mauritanie dans la mondialisation, par le biais des technologies de la communication. »

Coumba Bâ s'est également saisie du « Dossier du passif humanitaire en Mauritanie ». Plus de 10 000 Négro-Mauritaniens ont été déportés au Sénégal ou au Mali à la suite des purges ethniques commises par le régime du colonel Ould Taya entre 1989 et 1991. Il aura fallu attendre le 12 novembre 2007 pour qu'un accord tripartite entre la Mauritanie, le Sénégal et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés soit signé afin de permettre le retour de ces populations dans la dignité. La Ministre a créé une commission chargée de faciliter les opérations d'indemnisation et de réinsertion des travailleurs contraints à l'exil. Les anciens contractuels de la Société nationale pour le développement rural (Sonader) ont ainsi pu rentrer dans leurs droits le 13 juillet dernier.

### Bio express

Née le 28 février 1970 à Monguel, Coumba Bâ est titulaire d'un doctorat en chirurgie dentaire obtenu à la faculté d'odontostomatologie d'Abidjan. Surnommée la « Dame des missions difficiles », elle est de plus en plus perçue comme un modèle de réussite féminine, dans un pays toujours entravé par des pesanteurs sociologiques liées au sexe et à la religion. ■

## Le référendum constitutionnel du 5 août



**O**rganisé le 5 août 2017 sur la base de l'article 38 de la Constitution, le référendum a permis de réviser la Constitution du 20 juillet 1991. La Haute Cour de justice, le Haut Conseil islamique et le médiateur de la République ont été supprimés et intégrés au Conseil supérieur de la fatwa. Le Sénat a laissé place aux conseils régionaux élus. Quatre régions ont vu le jour suite au nouveau découpage administratif. La capitale politique, Nouakchott, a ainsi acquis le statut de collectivité territoriale régionale, tandis que Nouadhibou conserve ses compétences dans les limites de la zone franche. Les symboles nationaux tels que le drapeau et l'hymne du pays ont également connu d'importantes modifications, de même que la monnaie nationale (ouguiya). L'ensemble de ces amendements a pris effet en janvier 2018.

# Youssef Omaïs

## Le roi de l'agroalimentaire au Sénégal

Par Pius Moulolo, à Yaoundé.

Acteur économique de premier plan au Sénégal, Youssef Omaïs fait partie de ces rares entrepreneurs à tenir tête à des multinationales telles que Nestlé et Danone. Au travers de sa firme agroalimentaire Patisen, le magnat, qui cultive la discrétion, se positionne en bonne place dans le monde des affaires.

Les Sénégalais l'ont certainement constaté dans la guerre industrielle qui oppose Youssef Omaïs aux frères Choubassi du groupe agroalimentaire Sofiex : Youssef Omaïs a réussi un premier coup en détrônant, avec sa marque de chocolat « Chocolion », la société Chocosen du franco-sénégalais René Regnault, propriétaire de la marque « Chocoléca ». Devenu maître des rayons commerciaux dans le pays, il décide ensuite de s'attaquer à la chasse gardée des Choubassi, la très convoitée margarine. La provocation tourne très vite en une bataille rangée qui n'a pas manqué de secouer la zone industrielle de Bel-Air, avec joutes oratoires, tapages médiatiques et procès pour plagiat. Sofiex a décidé de s'allier à Chocosen afin de briser « Chocolion » et l'ensemble des produits Patisen.

Mais l'industriel sénégalais a plus d'une corde à son arc,



En savoir +

notamment avec « Adja ». La célèbre marque de bouillon demeure leader du marché, éclipsant ses principales concurrentes que sont « Jongué », du libanais Sofiex, « Jumbo », de l'espagnole Gallina Blanca, et « Maggi », du géant suisse Nestlé.

### L'aventure Patisen

« Les initiatives que nous avons prises reflètent la volonté de Patisen de s'imposer sur le marché

Patisen fait partie des 50 premières entreprises au Sénégal, avec un chiffre d'affaires de 24 646 milliards de francs CFA (la première place revenant au groupe de télécoms Sonatel SA).

des produits agroalimentaires, avec pour objectif à long terme de devenir leader incontournable en Afrique. [...] En développant de nouvelles gammes de produits et des modèles de croissance, nous avons pour ambition d'agrandir la taille de notre entreprise à l'international », déclare Youssef Omaïs, qui cumule 37 ans d'expérience dans l'agrobusiness. Créée en 1981, Patisen est spécialisée dans la production et la commercialisation de bouillons, margarines, pâtes à tartiner, boissons chocolatées et fruitées, et autres denrées alimentaires. En 2011 la Société financière internationale (SFI) décide d'entrer dans le capital de l'entreprise avec la signature d'un accord de financement de 11 millions d'euros, ce qui permet de développer les capacités de production et lancer de nouveaux produits sur le marché. L'industriel est alors présent sur toutes les chaînes de distribution agroalimentaires,



du grossiste à la ménagère. Objectif affiché : conquérir toute l'Afrique centrale et de l'Ouest. En 2017, le groupe, qui vole désormais de ses propres ailes, décide d'investir 100 milliards de francs CFA dans de nouvelles lignes de production. Ce qui lui permet, de l'avis de son patron, de monter « la plus grande usine de bouillon au monde, avec une capacité de plus de 1 200 tonnes de bouillon par jour ».

### L'incroyable ascension

Les choses n'ont pourtant pas toujours été aisées pour celui qui a été contraint en 1999 de vendre son activité de production de pâtes à tartiner au géant chocolatier suisse Barry Callebaut. « J'ai le niveau Bac, car j'ai vite rejoint les affaires familiales. Mais j'avais envie d'être autonome, j'ai donc monté mon entreprise », confiait déclarer Youssef Omaïs en 2011. L'homme, qui possède une parfaite connaissance des

## L'empire



### Denrées Patisen

- Bouillons : Adja, Doli, Ami, Mami, Nadia, Malaïka, Sira, Marie
- Margarines : Rita, Adja, Vital, Village, Margarita
- Pâtes à tartiner : Chocopain, Chocolion, Noiselia
- Boissons : Kangoo, Caoma, Rumba
- Autres denrées : mayonnaise (Maynès), pâte d'arachide (Dakaroise), arômes (Doli), spaghettis, huile, sucre, sel, farine et vinaigre (Adja)

### Patisen en chiffres

- Marques de produits : 35
- Employés : 3 500
- Sites de production : 15
- International : 30 pays

consommateurs, a toujours su rebondir. Simple négociant de matières premières agricoles dans les années 1980, il pèse aujourd'hui 300 milliards de francs CFA, et s'est hissé au sommet d'un conglomérat qui s'étend de la Côte d'Ivoire au Nigéria.

À 64 ans, Youssef Omaïs fait partie des 50 personnalités qui ont marqué l'année 2017 au Sénégal. Il est devenu aussi populaire que Mahammed Boun Abdallah Dionne, Ousmane Tanor Dieng, Aminata Touré, Yérim Sow, le maire de Dakar Khalifa Sall, le footballeur Sadio Mané ou le chanteur Youssou N'Dour. Son nom vient s'ajouter à ceux de Latfallah Layousse, Roland Dagher, Fayçal Sharara, Abdou Karim Bourgi, Abbas Jaber, Joseph Houry, Pierre Fakhoury, Abdul Fakhry, Hassan Hyjazi, Yasser Ezzedine, et tous ces hommes de talent qui ont bâti l'empire libanais de l'Afrique de l'Ouest. ■

## ► Providentiel

# Ahmed Ouyahia

## Pour sortir l'Algérie de la crise

Par Pius Moulolo, à Yaoundé.

Reconduit au poste de Premier ministre depuis le 15 août 2017, Ahmed Ouyahia bénéficie de la haute confiance du Président Abdelaziz Bouteflika. Serait-ce l'homme providentiel qui sortira l'Algérie de la crise qu'elle traverse depuis la chute des recettes pétrolières, en 2014 ?

Des circonstances ubuesques ont précipité le départ du prédécesseur d'Ahmed Ouyahia, Abdelmadjid Tebboune, relevé de son poste trois mois seulement après sa prise de fonction. Victime d'une « guerre de clans », ce proche d'Abdelaziz Bouteflika est tombé en disgrâce pour s'être attaqué au lobby des affairistes du puissant patron des patrons, Ali Haddad. En véritable joueur d'échecs, Ahmed Ouyahia, qui contrôle la deuxième force politique du pays, a su saisir la balle au bond. Surnommé « l'Exécuteur », il est porté à la tête du premier ministère pour la 4<sup>e</sup> fois depuis 1995.

Réputé inexorable, l'homme, originaire de la Kabylie, applique les sentences présidentielles sans états d'âme, et ne s'encombre pas du langage diplomatique. « Nous sommes solidaires avec le gouvernement. Si nos voisins s'émeuvent, tant pis pour eux, et tant mieux pour nous », répondait-il



En savoir +

L'Algérie est le 3<sup>e</sup> producteur de pétrole en Afrique, après le Nigéria et l'Angola. Sa production était estimée à 1,671 million de barils/jours en 2015.

en soutien au chef de la diplomatie algérienne Abdelkader Messahel, qui accusait le Maroc de blanchir l'argent du haschisch en Afrique par le biais de ses banques et de la Royal Air Maroc. Sa liberté de ton se dévoile encore plus avec la mise en place de son douloureux plan de relance économique.

### Réformer le modèle économique

Le 23 décembre 2017 s'est en effet tenue une réunion tripartite pour la signature de la Charte sur le partenariat sociétaire, avec le gouvernement, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et le Forum des chefs d'entreprise (FCE). Sur la table, l'épineuse question des privatisations. « Cette rencontre revêt une dimension particulière du fait des difficultés financières auxquelles le pays est confronté à travers la conjugaison d'un déficit budgétaire significatif avec un déficit sensible de la balance des paiements, l'équivalent de plus de 11 milliards de dollars à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2017. Il y a une érosion préoccupante des réserves de change, passées à 98 milliards de dollars en fin novembre 2017, contre 114,1 milliards de dollars à fin décembre 2016 », relevait Ahmed Ouyahia.

Les vagues de privatisations amorcées au début des années 2000 ont en effet placé les entreprises d'État dans une situation chaotique. Les choses se sont

« Surnommé "L'Exécuteur", Ahmed Ouyahia est porté à la tête du premier ministère pour la 4<sup>e</sup> fois depuis 1995. »

compliquées avec la chute des réserves pétrolières, qui représentent à elles seules 95 % des exportations, un tiers des recettes budgétaires et un tiers du PIB. Les importantes réformes envisagées permettront à terme de revitaliser certaines entreprises en déchéance. La pilule a cependant eu du mal à passer pour le Ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, qui a notamment rappelé qu'« aucune privatisation ou ouverture de capital des entreprises nationales ne sera faite sans l'accord [préalable] du Président de la République ». Après cet épisode, que plusieurs médias ont qualifié de « recadrage », le Président Bouteflika s'est finalement prononcé en faveur de ce processus, qui permettra de donner un souffle nouveau à l'économie.

### Sortir de la dépendance au pétrole

Le Premier ministre prend ses fonctions dans une situation de quasi-faillite de l'État, avec un Fonds de régulation des recettes pétrolières (FRR) totalement éventré. Il a donc décidé de recourir à la dangereuse option de la planche à billets. C'est l'objet de l'amendement de la Loi sur la monnaie et le crédit du 6 septembre 2017, qui a permis d'injecter quelque 570 milliards de dinars dans l'économie nationale. « Sans cette solution, qui permettra le recours au financement interne non conventionnel, nous n'aurions pas de quoi payer les fonctionnaires dès novembre », a-t-il justifié. À 66 ans, Ahmed Ouyahia a atteint le sommet de sa carrière politique avec la présidence du Rassemblement national démocratique (RND). Souvent impopulaire du fait de la nature de ses réformes, il est d'une redoutable efficacité. Il devra toutefois affronter l'adversité de certains piliers du Front de libération nationale

### Bio express

Ahmed Ouyahia est né le 2 juillet 1952 à Bouadnane (actuelle Wilaya de Tizi-Ouzou), en Kabylie, région berbérophone du nord de l'Algérie. Il est titulaire d'un Diplôme d'études supérieures en Sciences politiques de l'École nationale d'administration d'Alger. Secrétaire d'État aux Affaires africaines en 1995-1998, 2003-2006, 2008-2012, et depuis le 15 août 2017. C'est un grand connaisseur du « dossier Touareg » du Mali. Il a également été médiateur dans le conflit Éthiopie-Érythrée (1999-2000) et chef de mission de l'UA chargé de superviser les élections législatives du 23 novembre 2013 en Mauritanie.

(FLN), qui dirige le pays depuis 1962. Il s'agit entre autres du frère du Président, Saïd Bouteflika ; du Ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi ; du patron de l'armée, Ahmed Gaïd Salah ; et de plusieurs hauts cadres, tels qu'Abdelmalek Sellal, Abdelaziz Belkhadem, Chakib Khelil, Djamel Ould Abbès ou Mourad Medelci, tous potentiels prétendants à la succession du Président Bouteflika en 2019. ■

© AFP - BILLAL BENSELEMURPHOTO





# Selim Azzabi

## Artisan du renouveau démocratique tunisien

Par Stanislas Gaissudens, à Paris.

« Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années. » Cette phrase du *Cid* de Corneille convient parfaitement à Selim Azzabi qui, à moins de 40 ans, a déjà su prouver son audace.

**N**é en 1978, Selim Azzabi aurait pu rester un banquier talentueux mais anonyme. Tout l'y destinait. Ayant grandi à La Marsa, la plus huppée des banlieues de la capitale tunisienne, il a effectué ses études supérieures en France, d'abord à l'université de Toulouse, puis à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP) où il a suivi le programme des cadres dirigeants en stratégie et

finance. Brillant, le jeune diplômé ne tarde pas à trouver un emploi. Il débute sa carrière au sein de la Banque internationale arabe de Tunisie

(BIAT), puis chez l'allemande Dresdner Bank (acquise par Commerzbank en 2009). Rejoignant ensuite un cabinet d'actuariat de Paris, il multiplie les missions à l'étranger, et en particulier en Afrique, pour le compte de la Banque mondiale. Selim Azzabi conserve des liens forts avec son pays natal. Il est de retour à Tunis dès 2004, et y fonde un cabinet de conseils en finance. L'année suivante, il crée un fonds de capital-investissement dans le secteur des assurances, entièrement dédié à l'Afrique subsaharienne.

### Ascension politique express

Si Selim Azzabi n'a pas perdu de temps pour se faire un nom dans la finance, son ascension est encore plus rapide en politique. Sa carrière débute en 2011, dans la foulée des « printemps arabes » et sur les cendres du régime Ben Ali. Le jeune homme est de ceux qui contribuent avec entrain à la refondation de la démocratie tunisienne et à l'ouverture d'une nouvelle ère politique.

Il cofonde en 2012 Al Joumhourî, le grand parti de rassemblement tunisien (fusionnant plusieurs partis, dont Afek Tounes, le Parti démocrate progressiste ou le Parti républicain). Discret et restant éloigné des projecteurs, Selim Azzabi joue toutefois un rôle de premier ordre au sein du mouvement. Il en intègre le bureau exécutif et en devient naturellement le trésorier. Il choisit en 2013 de rejoindre Béji Caïd Essebsi au sein de Nidaa Tounes, parti politique créé l'année précédente, et s'impose rapidement au sein de la garde rapprochée de l'expérimenté homme politique, né en 1926, et qui a participé à toutes les étapes de la vie publique tunisienne depuis l'indépendance. Selim Azzabi est l'un des artisans de la victoire de Nidaa Tounes aux élections législatives de 2014, et le directeur exécutif (aux côtés de Mohsen Marzouk) de la campagne de Béji Caïd Essebsi pour la présidentielle.

Faut-il y voir une reconnaissance du Chef de l'État pour sa loyauté et son dévouement ? Toujours est-il qu'en janvier 2015, Selim Azzabi est nommé au poste de premier conseiller en charge du secrétariat général de la présidence. Le 1<sup>er</sup> février 2016, il remplace Ridha Belhadj en tant que Ministre - directeur de cabinet du Président de la République.

« Selim Azzabi sait maîtriser les incertitudes et les pertes financières ; n'est-ce pas là l'essence même de la fonction des hommes politiques ? »

### Éminence grise

Depuis deux ans, il œuvre aux côtés du Chef de l'État pour insuffler un nouvel élan dans le pays en proie aux tensions.

Chaque prise de décision est susceptible de déclencher la contestation, et nécessite en amont une mûre réflexion. Lorsqu'il était actuaire, Selim Azzabi a appris à maîtriser les incertitudes et à minimiser les pertes financières ; n'est-ce pas là l'essence même de la fonction des hommes politiques ? Alors que la Tunisie reste confrontée à d'importantes difficultés économiques et sociales, les compétences du Directeur de cabinet du Président sont bienvenues.

Selim Azzabi est en permanence aux côtés de Béji Caïd Essebsi, comme ce jour de décembre 2017, lorsque le Chef de l'État signe le décret présidentiel convoquant les électeurs au vote pour les élections municipales. De l'autre côté du bureau, son directeur de cabinet est seul face à lui.

Depuis son accession à la présidence de la République, Béji Caïd Essebsi a prouvé qu'il pouvait être à l'écoute des revendications de la jeunesse, que ce soit en annonçant l'élaboration d'un Code des libertés individuelles (ayant permis la création en août 2017 d'une Commission des libertés individuelles et de l'égalité, visant à réduire les inégalités entre les sexes), ou en décidant d'assouplir la très stricte loi 52 sur les stupéfiants. Dans ces deux cas, il est certain que le Chef de l'État a planché sur la question avec son directeur de cabinet. Ce dernier, en bon stratège, l'a certainement orienté vers la voie du progressisme, dont un exemple des plus frappants est l'annonce début janvier de la fin du consensus avec le parti islam-conservateur Ennahda.

Alors que la TVA a de nouveau augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, les Tunisiens ne sauraient accepter un État dispendieux. Béji Caïd Essebsi et Selim Azzabi l'ont bien compris. En novembre 2017, ce dernier présentait aux membres de la Commission de législation générale le budget de la présidence de la République pour 2018. Et, pour la première fois depuis cinq ans, celui-ci n'a pas changé. « La présidence de la République a pris en considération la situation financière difficile du pays et opté pour la rationalisation des dépenses », déclare-t-il alors. Dans une nation aux difficultés économiques prégnantes, et dont la jeunesse est à fleur de peau, Selim Azzabi est un atout majeur dont il serait malvenu de se passer. ■

### En savoir +

Selim Azzabi est le fils de Ridha Azzabi, handballeur professionnel qui a dirigé de longues années le Club africain, célèbre club omnisport tunisien. De par son parcours professionnel et sa perception personnelle, Selim Azzabi est un panafricaniste convaincu qui œuvre aussi au renforcement des échanges entre la Tunisie et l'Afrique subsaharienne. Son épouse a vécu notamment au Sénégal et parle le wolof.

## Opinions

## P. 27 VRAI/FAUX

Le système bancaire de l'Afrique subsaharienne tient-il la route ?

## P. 30 GRANDS TRAVAUX

Guinée  
Les chantiers d'Alpha Condé

## P. 32 POLITIQUE

Soumeylou Boubèye Maïga  
Un Premier ministre engagé



## 26. L'Afrique à venir

Dans bien des domaines, l'Afrique subsaharienne se construit un avenir. Que ce soit dans la finance avec l'accélération de la bancarisation, dans les grands chantiers comme en Guinée-Conakry, ou en politique avec la nomination de Soumeylou Boubéye Maïga, Premier ministre du Mali.

## ► Vrai/Faux

# Le système bancaire de l'Afrique subsaharienne tient-il la route ?

Par Adamou Petouonchi, à Yaoundé.



De la faible bancarisation et de la frilosité des banques commerciales pour accorder des crédits au secteur privé, à la surliquidité improductive de ces établissements, le fonctionnement des banques a entraîné une certaine méfiance envers l'intermédiation financière, au point de remettre en cause le modèle d'organisation et de développement du marché bancaire subsaharien.

**Le système bancaire subsaharien présente plusieurs éléments de fragilité qui biaisent son efficacité et son potentiel**

**Effectivement !** - Le niveau de développement financier sur le continent est faible. Son marché bancaire en général est anormalement structuré et très rigide, à l'exception de l'Afrique du Sud, du Nigéria, et dans une moindre mesure des pays d'Afrique du Nord. S'il est certes en forte croissance ces dernières années, avec l'augmentation du nombre de groupes bancaires et l'élargissement du réseau d'agences dans la zone, le secteur, en Afrique subsaharienne, demeure étroit, fragmenté et insuffisamment concurrentiel. Selon les données du FMI et de Proparco, une institution du groupe Agence française de développement (AFD), la somme totale des actifs bancaires en



circulation est inférieure à 300 milliards de dollars. Le secteur est faiblement développé avec des taux de pénétration et de bancarisation d'environ 15 à 30 %, soit deux à trois fois inférieurs à la moyenne des autres pays en développement hors Afrique. L'accès aux services bancaires reste très limité pour les populations, avec moins de cinq agences pour 100 000 habitants, ce qui est le taux

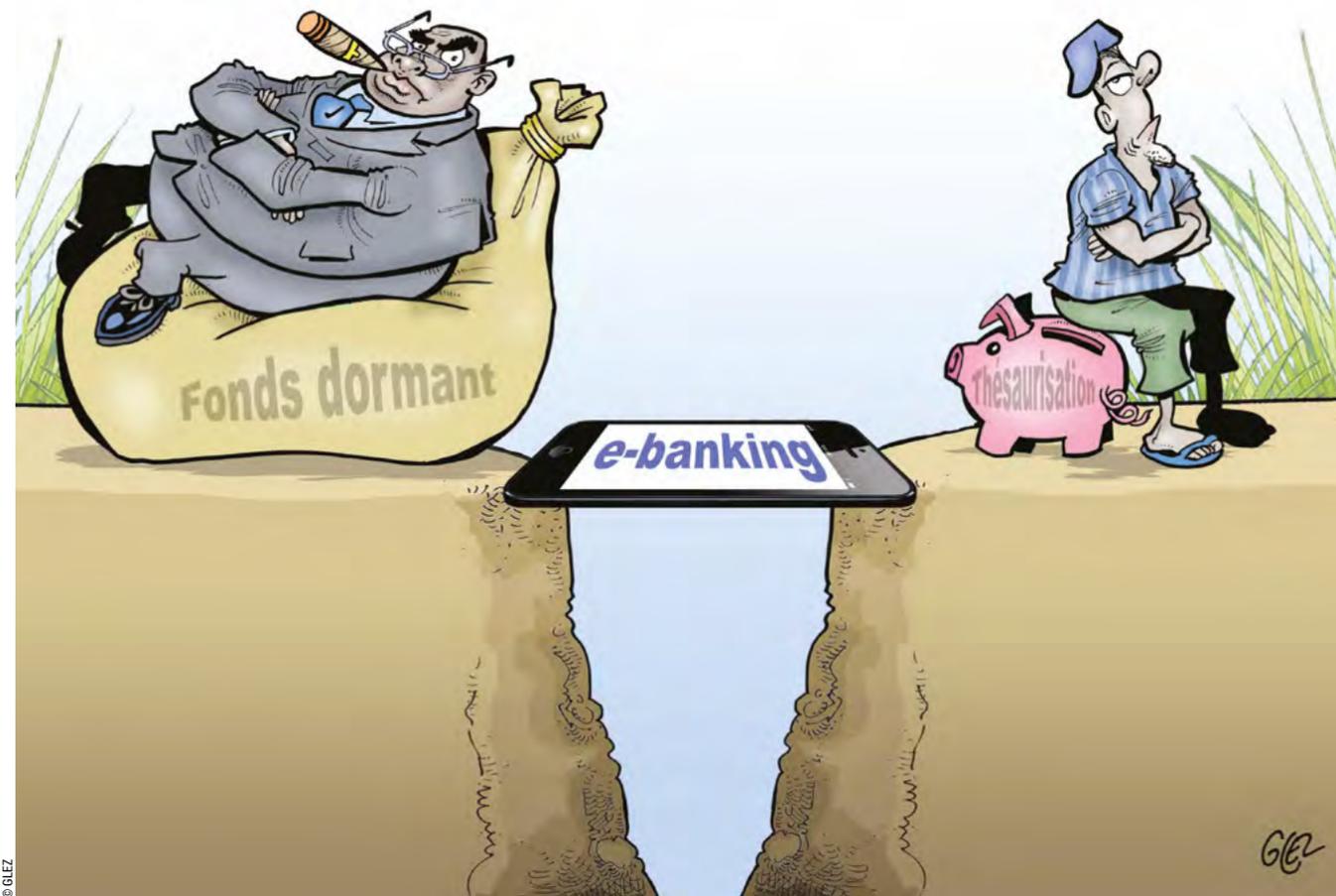
**« Selon le FMI et l'AFD, la somme totale des actifs bancaires en circulation est inférieure à 300 milliards de dollars. »**

de couverture le plus bas du monde. Les populations font de moins en moins confiance aux institutions financières et pratiquent encore dans une large proportion la thésaurisation.

**Le développement des établissements de microfinance est venu pallier les difficultés d'accès des populations aux services bancaires**

**Pas totalement** - Pensée pour couvrir et répondre aux besoins des populations exclues du circuit bancaire classique, la microfinance, au-delà de cet important rôle économique, s'est voulue plus proche des gens et moins exigeante, en adoptant une politique plus sociale. Toutefois, elle a nourri plus d'espoirs qu'elle n'a favorisé de réussites. Aujourd'hui encore, elle se cherche. La microfinance est de fait devenue une banque à >>>

Vrai/Faux



échelle réduite et les populations dénoncent des pratiques de taux usuraires, tout en remettant en cause l'indélicatesse de certains gérants parfois à l'origine de faillites et fermetures subites de ces institutions.

**L'innovation financière a permis à une plus grande partie de la population d'avoir accès aux services financiers formels de base**

**Vrai** - La technologie donne la possibilité aux systèmes financiers africains de compléter leurs modes de prestations traditionnels. On le voit partout en Afrique, l'offre de services financiers par les acteurs des secteurs des TIC a pris un envol considérable. Avec la forte

**En savoir +**

La banque africaine doit être une institution de mobilisation de ressources destinées à la création de richesse et permettant de doper le pouvoir d'achat des habitants, selon les recommandations des membres du *think tank* Economic and Financial Club.

pénétration de la téléphonie mobile, le développement du *mobile banking* et autres *fintechs* donne à l'Afrique une immense opportunité de financiariser son écosystème économique. Selon la Banque mondiale, le continent doit miser sur les possibilités offertes par l'innovation technologique pour accroître son inclusion financière et booster le taux de sa population bancarisée.

**Les économies d'Afrique subsaharienne sont caractérisées depuis plusieurs années par une situation de surliquidité des banques**

**Pas exactement** - Autant il est vrai qu'on peut, en regardant la structure de leur bilan, conclure

à l'existence de fonds dormants, autant il est aussi admis que leurs excédents de trésorerie ne doivent rien à l'activité de financement de l'économie. En effet, la plupart des secteurs bancaires africains disposent d'excédents de ressources qui, bien qu'elles soient élevées, ne peuvent pas être utilisées pour financer l'investissement à long terme du secteur privé. Plusieurs raisons sont généralement invoquées. Pour certains, cette situation est liée à la nature de l'épargne disponible, constituée majoritairement de dépôts à vue et de comptes courants. Ils sont susceptibles de subir des retraits à tout moment, à la discrétion de l'épargnant ou du

déposant. Ce qui laisse moins de flexibilité à la banque face aux contraintes d'exposition au risque de liquidité, élément déclencheur des ruées bancaires et des défaillances en cascade de plusieurs institutions bancaires. Pour d'autres, les disponibilités oisives sont induites par les contraintes réglementaires de liquidité qui s'appliquent aux banques. Celles-ci sont soumises à des ratios de liquidité élevés et contraignants. L'un des défis du secteur bancaire de l'Afrique subsaharienne consiste incontestablement à réduire la détention de liquidités oisives par les banques commerciales, en les réorientant vers des investissements productifs, moteurs de croissance et de développement économique.

**Le système bancaire ne finance pas vraiment l'économie**

**Triste réalité, mais vrai** - Partout dans le monde, l'essor du secteur privé et le soutien aux initiatives innovantes et entrepreneuriales sont assurés par l'industrie financière. Celle-ci soutient le financement des partenariats public-privé et les gros investissements à forte capacité capitalistique. Tout comme, par des prises de risques rémunérées et importantes, elle prend part au financement des PME-PMI et projets innovants. D'après les travaux de Robert Cull, de la Banque mondiale, sur l'état des lieux du système bancaire d'Afrique subsaharienne, plus de 80 % des dépôts sont des dépôts à vue ou des dépôts assortis d'une échéance inférieure à un an. Moins de 2 % des dépôts ont une échéance supérieure à dix ans. Près de 60 % des prêts ont une échéance

inférieure à un an. Moins de 2 % des prêts ont une échéance supérieure à dix ans. Cette répartition des échéances concorde avec le manque d'instruments financiers non bancaires à long terme, et notamment avec le développement limité des institutions d'épargne contractuelle, telles que les compagnies d'assurances, les fonds de pension ou les fonds communs de placement. Moins de la moitié des pays de la région disposent de marchés boursiers, et peu de ces marchés sont liquides. De ce fait, on assiste à un développement généralisé des prêts non performants et une renonciation tacite des banques pour l'activité de transformation d'échéances, qui fonde l'activité d'intermédiation financière, essence de leur existence.

**L'approfondissement du système financier de l'Afrique subsaharienne exige une adaptation de la banque aux traditions africaines**

**Justement !** - Plusieurs facteurs appellent à repenser le modèle bancaire africain. D'abord sa forte occidentalisation, qui rompt avec les habitudes locales. Les Africains ne se reconnaissent pas toujours dans le modèle bancaire actuel. Certains se sont bancarisés par exemple par contrainte (virement de salaires, création d'entreprises, transfert des fonds, voyages, etc.). Une réinvention de la relation clientèle doit prendre en compte le développement d'une culture bancaire africaine, plus mutualiste et portée par des principes de solidarité et des prêts au taux précompté. Il convient de capter la réelle capacité d'épargne avec des instruments financiers

**En savoir +**

Strategy, première agence de communication financière d'Afrique centrale, accompagne les établissements de crédit, les établissements financiers et les acteurs du marché financier dans la conception et l'élaboration de leur stratégie de communication. [www.strategyceac.com](http://www.strategyceac.com)

adaptés aux traditions financières africaines, en revoyant les réglementations et normes qui sont généralement transposées dans notre contexte sans tenir compte du modèle économique de nos institutions. Pour les solutions au problème du financement bancaire à long terme, les établissements de crédit devront développer des métiers de gestion d'actifs et d'ingénierie financière capables de proposer aux épargnants des produits attractifs. Et cela sera davantage porteur si les États mettent sur pied des fonds de garantie pour faciliter l'accès des PME-PMI aux marchés financiers. Il faudrait aussi envisager de desserrer les contraintes prudentielles auxquelles sont assujettis les établissements de crédit de l'Uemoa et de la Cemac. Au même titre que la finance islamique, les ingénieurs financiers africains doivent formaliser et proposer une « finance africaine ». Si les tontines prospèrent, ce n'est pas un hasard. Selon Antoine Ejengele, de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), « c'est à la finance de s'adapter aux réalités africaines et non l'inverse ». ■



## ► Grands travaux



# Guinée

## Les chantiers d'Alpha Condé

Par Pius Moulolo, à Yaoundé.

Du 16 au 17 novembre 2017 s'est tenue à Paris la réunion du groupe consultatif pour le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES), une table ronde des partenaires financiers qui a permis au Président Alpha Condé de vendre les opportunités d'investissement qu'offre la Guinée-Conakry.

Arrivé au pouvoir fin 2010 après une longue période d'instabilité politique, le Président Alpha Condé a œuvré à la restauration de la confiance et ramené la Guinée sur le chemin du développement. Avec la réforme du Code minier intervenue en avril 2013, le pays attire à nouveau les investisseurs étrangers. Le pays, de 12 millions d'habitants pour 254 857 km<sup>2</sup>, est un véritable « scandale géo-

logique ». Son sous-sol renferme par exemple plus des deux tiers des ressources mondiales de bauxite, et les plus grandes réserves inexploitées de minerai à haute teneur en fer.

Cet énorme potentiel n'a pas empêché la Guinée d'être frappée entre 2014 et 2015 d'une double crise : l'épidémie Ebola et la chute du cours des matières premières sur le marché international. Plusieurs projets d'explorations pétrolière et minière ont été gelés à la suite du retrait des bailleurs de fonds. Les principaux indicateurs économiques sont tombés dans le rouge, avec un taux de croissance qui avoisinait les 0 % en 2015. Les autorités de Conakry ont rapidement engagé des réformes en vue de diversifier l'économie et la rendre moins dépendante aux recettes minières.

### La Guinée, terre d'investissement

Lors de sa dernière mission d'évaluation du 31 juillet au 15 août derniers, le FMI s'est notamment félicité des avancées opérées en termes de reprise économique grâce à des réformes qui commencent à porter leurs fruits. Selon la cheffe de mission Georgia Albertin, « l'économie guinéenne a rebondi de l'impact négatif de l'épidémie d'Ebola et la croissance réelle de la Guinée est attendue à 6,7 % en 2017 ». Un signe de bonne santé qui s'est soldé par la conclusion en décembre 2017 d'un accord triennal de 650 millions de dollars avec le FMI, au titre de la facilité élargie au crédit, pour la période 2017-2020.

La table ronde de Paris a davantage permis de convaincre les bailleurs de fonds sur la nécessité de financer le PNDES, évalué au départ à 13,7 milliards de dollars. « Au travers de ce plan, nous ambitionnons d'atteindre un taux de croissance à deux chiffres en 2020 », expliquait Kanny Diallo, Ministre du Plan et de la Coopération internationale. Le Président Condé a finalement récolté 21 milliards de promesses de financements. Son objectif : faire de la Guinée un pays émergent au travers de 50 projets structurants dans les secteurs prioritaires que sont l'énergie, l'agriculture, les mines, l'urbanisme, l'aménagement du territoire, les transports et l'éducation.

### Mines contre infrastructures

En septembre 2017, le Chef de l'État prenait part en tant qu'invité au 9<sup>e</sup> sommet des BRICS à Xiamen, en Chine. En marge de l'événement a été signé entre Pékin et Conakry un accord-cadre de financement de projets d'infrastructures d'un montant de 20 milliards de dollars. « Nous n'avons pas hypothéqué nos mines, parce que je n'ai jamais accepté le troc argent contre mines. En aucun cas je ne permettrai que les ressources minières de la Guinée soient bazardees, mais je n'accepterai pas non plus que les ressources restent sous la terre », a déclaré le Président Condé. L'accord doit courir jusqu'en 2036. Parmi les sites miniers concernés fi-

gurent les blocs Boffa Sud et Boffa Nord exploités par Chalco, le projet bauxite-alumine de CDM Henan Chine et le projet bauxite-alumine de la SPIC.

En contrepartie, les banques chinoises s'engagent à mettre à disposition de la Guinée une enveloppe d'environ 1 milliard de dollars par an pendant 20 ans pour le financement de plusieurs projets d'infrastructures. Le Chef de l'État guinéen a également profité de cette rencontre pour promouvoir la région minière de Boké, élevée au rang de Zone économique spéciale (ZES). Elle recèle à elle seule plus de 25 milliards de tonnes de bauxite, soit un tiers des réserves de la planète ! La Chine s'est aussi montrée très intéressée par le potentiel énergétique du pays, notamment le barrage de Souapiti construit par la China International Water & Electric (CWE). D'une capacité de 515 MW, ce barrage doit être livré en 2020 et sera, à terme, l'un des plus grands de toute l'Afrique de l'Ouest.

Reste à sortir du « Simandou Gate », la saga juridico-médiatique qui oppose l'État guinéen au milliardaire israélien Beny Steinmetz au sujet du plus grand gisement de fer au monde. Plombé par la chute du cours des matières premières, le projet est paralysé depuis le retrait du géant anglo-australien Rio Tinto en juillet 2016. D'une capacité de 100 millions de tonnes de fer pour une durée d'exploitation de plus de 50 ans, le projet nécessite 20 milliards de dollars d'investissements. L'espoir repose désormais sur sa reprise en main par la compagnie publique chinoise Chinalco, qui pourrait faire entrer la Guinée dans le cercle très fermé des plus grands producteurs de fer de la planète. ■

« Au travers [du PNDES], nous ambitionnons d'atteindre un taux de croissance à deux chiffres en 2020. »

Kanny Diallo, Ministre du Plan et de la Coopération internationale.

### PORT AUTONOME DE CONAKRY

La Guinée n'est pas seulement un « scandale géologique », c'est aussi une plaque tournante du commerce maritime.

### En savoir +

Le 9 mai 2017 s'est tenue au Sheraton Grand Conakry la 5<sup>e</sup> édition du Symposium Mines Guinée (SMG). C'est le plus grand congrès minier d'Afrique de l'Ouest. L'évènement était placé sous le haut parrainage du Président Alpha Condé.

## ► Politique

# Soumeylou Boubèye Maïga

## Un Premier ministre engagé

Par Adamou Petouonchi, à Yaoundé.

Figure nationale et poids lourd du régime de Bamako, l'homme de 63 ans maîtrise parfaitement les rouages de la politique malienne. Il est, le 29 décembre 2017, devenu le 5<sup>e</sup> Premier ministre nommé par le Président Ibrahim Boubacar Keïta en quatre ans d'exercice du pouvoir. Les raisons d'un succès...

Il a le don de savoir placer et de faire passer ses idées. À la fois doux et rugueux, il est de ceux qui ne changent pas d'avis comme de chemise. Obstiné, certainement ; impliqué, résolument ; opiniâtre, décidément ; enthousiaste, absolument.

### Un homme à l'écoute attentive

Apôtre de la révolution démocratique malienne, exemple du journaliste d'opinion, emblème de l'élitisme républicain africain, défenseur des causes nobles, Soumeylou Boubèye Maïga sait écouter, arrondir les angles et chercher l'équilibre dans quelque situation que ce soit. Profitant des réseaux liés à sa formation traditionnelle, fédérant les opinions, fédérant les non-conformistes et les leaders des partis de l'opposition grâce à son goût du

paradoxe, le nouveau Premier ministre est devenu au fil des années un visage incontournable de la sphère politico-médiatique de Bamako.

De fait, sa voix et sa plume n'ont pas succombé à l'usure du temps et du jeu démocratique, qui ont fait apparaître et disparaître plusieurs figures politiques. Cette longévité est sans doute due à la reconnaissance d'une sagesse républicaine qui le ramène toujours devant les projecteurs. Pour lui, « on ne saurait être le maître des horloges dans une démocratie. L'autorité est une condition de réussite, mais l'autoritarisme une dérive du pouvoir concentré, rendant l'autorité investie sourde aux remuements et enfermée dans un confort d'invincibilité ». Juste philosophie de l'homme sur lequel le Président Keïta a porté son choix pour conduire le gouvernement et

### En savoir +

**Un homme de réseau**  
Le nouveau Premier ministre a été chef des services de sécurité maliens en 1993, et à ce titre a déjoué plusieurs coups d'États en préparation.

relever les défis aussi bien sécuritaires que politiques, diplomatiques ou socioéconomiques.

### Une réputation de « sécurocrate »

Fin stratège, le nouveau Chef du gouvernement est avant tout un spécialiste des questions de sécurité et de défense. Son expertise devrait être utile en cette période troublée. En effet, en dépit de la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale en juin 2015, la situation sécuritaire reste préoccupante, avec des attaques de rebelles à répétition. On note aussi des menaces persistantes sur l'intégrité du territoire et des difficultés à maîtriser les frontières, notamment dans l'espace sahélien où la faible représentation de l'État a ouvert la voie à la prolifération de groupes terroristes et du crime organisé, qui engendrent un chaos social et affectent la solidité des institutions.

La nomination de Soumeylou Boubèye Maïga soulève de fortes attentes. D'abord concernant le rétablissement de la sécurité ; il faut se rappeler que le Premier ministre cumule plusieurs années d'expérience à des postes

© AFP - HABIBOU KOUYATE



« Dans les idées comme dans les faits, Soumeylou Boubèye Maïga fait montre d'une sagesse républicaine qui le ramène toujours devant les projecteurs. »

## Du journalisme aux plus hautes fonctions politiques

Né le 8 juin 1954 à Gao, le nouveau Premier ministre a fait des études de journalisme au Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) de l'université de Dakar, au Sénégal, ainsi qu'en France où il a obtenu un Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) de diplomatie et administration des organisations internationales en 1986, à l'université Paris-Sud, et un diplôme de troisième cycle (DESS) en relations économiques internationales, à l'Institut international d'administration publique (IIAP) de Paris. Soumeylou Boubèye Maïga a débuté sa carrière comme journaliste, d'abord à *L'Essor*, puis au mensuel *Sunjata* - édité par l'Agence malienne de presse et de publicité (AMAP) -, dont il fut le rédacteur en chef de 1981 à 1990. Militant au sein du Parti malien du travail (PMT), il fut l'un des principaux artisans de la « révolution de mars

1991 ». Il entra au cabinet d'Amadou Toumani Touré, alors Président du Comité de transition pour le salut du peuple (CTSP), en qualité de conseiller spécial en avril 1991, jusqu'en juin 1992. Il devint ensuite chef de cabinet du Président de la République Alpha Oumar Konaré, avant d'être nommé en janvier 1993 directeur général de la Sécurité d'État.

En 2000, Soumeylou Boubèye Maïga entra dans le gouvernement de Mandé Sidibé en tant que Ministre des Forces armées et des Anciens combattants. Il est ensuite nommé Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dans le gouvernement de Cissé Mariam Kaïdama Sidibé en avril 2011, puis il reprend en septembre 2013 le portefeuille ministériel de la Défense et des Anciens combattants. Avant sa nomination à la tête du gouvernement, il occupait le poste de Secrétaire général de la Présidence de la République.

de responsabilité, l'ayant conduit tour à tour à la tête des services de renseignement et du ministère de la Défense. Ensuite, il jouit d'une bonne maîtrise des questions sécuritaires dans la zone de trois frontières (Burkina Faso, Niger et Mali) ; il est président de l'Observatoire sahélo-saharien de géopolitique et de stratégie (OSGS) et auteur d'un rapport sur la prévention des conflits. Enfin, sa proximité avec le régime algérien éclaircit l'horizon quant à la coopération entre Bamako et Alger, nécessaire si l'on considère le rôle important et majeur de l'Algérie dans la restauration de la sécurité, la préservation de la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du Mali. D'ailleurs, à peine nommé, le Chef du gouvernement s'est rendu à Alger rencontrer son homologue Ahmed Ouyahia et examiner les chantiers de la coopération entre les deux pays.

### Rassembler les Maliens et restaurer le calme

L'un des défis du nouveau gouvernement consiste, selon les instructions du Président Keïta, à établir une loi d'entente nationale. Le Premier ministre, qui n'a jamais caché ses intentions sur le sujet, aura sur ses épaules la lourde charge de conduire ce projet de reconstruction du vivre-ensemble malien, dans le respect de la pluralité et de la liberté du débat démocratique. En 2016,

on se souvient qu'il avait animé une conférence sur la sécurité et la gouvernance, au cours de laquelle il abordait les questions de réconciliation nationale. Il laissa entendre publiquement que la majorité avait failli à son devoir d'aller vers les autres en vue de composer avec toutes les forces vives du pays. On espère que la volonté politique de Soumeylou Boubèye Maïga, désormais installé à la tête de la majorité, portera ses fruits. ■

## Investigation

**P. 35 SÉCURITÉ**  
Dakar - Haro sur les problèmes sécuritaires

**P. 40 COOPÉRATION**  
Europe-Afrique : quels engagements pour la jeunesse ?

**P. 42 JEUNESSE**  
Macky Sall - Emmanuel Macron  
L'éducation en étendard



# 34. Ensemble

Sécurité, relations bilatérales, éducation, coopération auront été les maîtres mots des récentes visites successives du Président Macron et de ses Ministres. Manière de rappeler que pour lui, l'Afrique de l'Ouest n'est plus assujettie, mais, selon ses propres mots, « un continent central [...] où se télescopent tous les défis contemporains ».

## ► Sécurité

# Dakar

## Haro sur les problèmes sécuritaires

Par Dimitri Friedman, à Dakar.

Insécurité des entreprises, migrations incontrôlées, crises humanitaires, problèmes énergétiques... de plus en plus, les menaces qui pèsent sur la sécurité en Afrique s'étendent et se sophistiquent. En novembre 2017 se tenait le 4<sup>e</sup> Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique. Retour sur la nécessité de mettre en œuvre une politique commune, face à ces nouveaux défis.

Il y avait du beau monde pour cette 4<sup>e</sup> édition du Forum de Dakar, devenu un rendez-vous incontournable de hauts dirigeants, personnalités et chefs d'État francophones. En présence du Président de la République du Sénégal Macky Sall, de la Ministre des Armées françaises Florence Parly, du Ministre des Affaires étrangères français Jean-Yves Le Drian, du Président du Mali Ibrahim Boubacar Keïta, du Chef de l'État rwandais Paul Kagame (qui présidera l'Union africaine en 2018), du Premier ministre tchadien Albert Pahimi Padacké ou du Président de la Commission de l'UA Moussa Faki Mahamat, les participants ont eu tout le loisir dans leurs interventions et les différents ateliers et sessions de revenir sur les enjeux et les défis de la sécurité sur le continent, avec un credo majeur : trouver des solutions intégrées.



Tout de suite, le ton fut donné par le Président Macky Sall dans son discours d'ouverture : « La riposte militaire doit être solidaire et globale, pour ne laisser aucun sanctuaire aux groupes terroristes. » Bien sûr la focale reste, pour l'instant, en priorité réglée sur

la violence et les conflits armés où des groupes comme Boko Haram au Nigéria et au Nord-Cameroun, les milices shebab en Somalie, Aqmi et Ansar Dine au Sahel tiennent encore la dragée haute aux forces armées des États concernés. Ces États contrôlent mal leurs frontières, la richesse issue de l'exploitation pétrolière et minière est trop souvent détournée par une petite minorité. Ce tableau révèle avec acuité en toile de fond la grande question : l'extrémisme et la violence politique vont-ils se délocaliser du Moyen-Orient vers l'Afrique ? On sait que la pauvreté est un terrain fertile pour le recrutement de ces idéologies violentes. Or aujourd'hui, 37 % des Africains – 460 millions de personnes, 548 millions en 2030 du fait de l'accroissement démographique – vivent dans un état d'extrême >>>

Sécurité



pauvreté. Ajoutez à cela que le taux de croissance ne cesse de baisser en raison de la chute des cours des matières premières, qu'il a été revu à la baisse de 6 à 4 % alors qu'un taux stable de 7 % d'ici à 2030 serait nécessaire pour assurer l'objectif numéro 1 du programme de développement durable de l'ONU : éradiquer la pauvreté... et vous avez un tableau des périls à moyen terme.

**En savoir +**  
Téléchargez le rapport sur le Forum pour lire tous les discours, analyses de *think-tankers* et résultats des interventions dans les différents ateliers : [www.dakarforum.org](http://www.dakarforum.org)

Hormis les menaces déjà identifiées dans l'espace numérique – cybercriminalité, cyberterrorisme – et maîtrisées, ou provenant de l'activité des groupes armés, trois autres grands défis subsistent, qui nécessitent une réponse globale et commune des pays africains et de l'Union européenne.

**Risques migratoires**

Au premier rang de ces défis à relever, il faut compter le risque

migratoire et humanitaire dû aux conflits, à l'absence de perspectives économiques ou à la sécheresse endémique. Aujourd'hui, 50 % des Africains ont moins de 19 ans (l'âge médian en Europe est de 41 ans). Les récents développements sont inquiétants : on compte en effet une hausse du nombre de mineurs parmi les migrants et une multiplication des réseaux et filières de trafics illicites d'êtres humains. Les

chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2016, plus de 90 % des migrants dans les pays du Nord étaient d'origine africaine. Un chiffre qui ne tient pas compte de l'augmentation du nombre de migrants... Tout aussi préoccupants sont les flux migratoires liés à l'insécurité : sur les 65,5 millions de personnes déplacées dans le monde, 80 % le sont dans les pays du continent africain.

Face à ce phénomène qui hante les sociétés occidentales, deux types de réponses se mettent en place : nationales et régionales. Par exemple, le Niger apporte une réponse nationale intersectorielle et multidisciplinaire contre les trafics et contre les passeurs. Mais il est nécessaire de compléter ces mesures par des réponses régionales afin d'appréhender la totalité du problème (au niveau de la Cedeao, de l'Uemoa...).

Ainsi, l'UA a explicitement fait référence à la libre circulation des personnes comme moteur d'intégration régionale dans le traité d'Abuja signé en 1991. Celle-ci est inégalement respectée dans les différentes organisations régionales. En effet, le principe de la libre circulation est souvent entravé par les pays au gré des tensions interétatiques. Et ce, bien que, dans la déclaration commune au sommet de La Valette sur la migration en décembre 2015, les États européens et africains se sont engagés à respecter les droits de l'homme, améliorer les cadres de la migration légale, lutter contre les divers trafics liés aux migrations, mais aussi s'attaquer aux causes structurelles des migrations, dans leurs politiques de coopération au développement.

Cependant, des points de divergence significatifs restent à surmonter entre pays du Nord et pays du Sud. La déclaration de La Valette souligne l'importance d'agir en amont des migrations, en traitant les causes structurelles. L'exemple du Maroc est à ce sujet édifiant : depuis 2013, ce pays est essentiellement marqué par une approche fondée sur les droits humains. Le royaume essaie d'apporter une réponse globale, humaniste et respectueuse des droits fondamentaux des migrants. En

**« Au premier rang des risques sur la sécurité, il faut compter le risque migratoire et humanitaire dû aux conflits, à l'absence de perspectives économiques ou à la sécheresse endémique. »**

2014, le gouvernement a adopté sa Stratégie nationale d'immigration et d'asile. Elle se décline en 11 programmes qui portent sur l'éducation et la culture, la jeunesse et les sports, la santé, l'habitat, l'assistance sociale et humanitaire, la solidarité et le développement social, l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi.

Ceci va de pair avec l'amélioration de la gouvernance sur le continent et la résolution des crises humanitaires. L'Afrique est la zone du monde qui enregistre le plus de conflits armés – plus du tiers de ses 54 États en sont la proie. Selon une étude de l'Organisation internationale pour les migrations (OMI) basée à Genève, les pays du Sahel se classent au 3<sup>e</sup> rang du flux de migration clandestine pour l'Europe via l'Afrique du Nord et la mer. Cette institution intergouvernementale a d'ailleurs attiré

l'attention des médias internationaux en novembre dernier sur les « marchés aux esclaves » en Libye, pays où l'autorité de l'État s'est complètement délitée.

**Sécurité maritime**

Au second rang, il faut prendre en compte la sécurité maritime, important volet de la stabilisation des échanges entre les pays africains et européens, singulièrement dans le golfe de Guinée. Très souvent, les actes de piraterie dans cette zone visent les entreprises. Le vol et le soutage illicite de pétrole sont des fléaux. À titre d'exemple, les pertes dues au vol se situent pour le seul Nigéria entre 40 000 et 100 000 barils par jour. Par ailleurs, avec 40 % des prises annuelles de la région provenant, estime-t-on, des pêches illicites, non déclarées ou non réglementées, les eaux de l'Afrique de l'Ouest connaissent également le taux d'infractions le plus élevé au monde.

Du fait des risques courus par les navires, les primes d'assurance se sont envolées. On estime à environ 2 milliards de dollars les pertes des entreprises opérant dans les pays du Golfe du fait des actes de piraterie, de Lagos (Nigéria) à Cotonou (Bénin), de Lomé (Togo) à Tema (Ghana) ou à Abidjan (Côte d'Ivoire), où les mouillages des navires sont particulièrement vulnérables du fait de l'encombrement du trafic. Les vols, principalement de pétrole, vont de pair avec les kidnappings (plus de 1 800 personnes attaquées en 2013, dont 270 prises d'otages) et les ripostes armées des pirates aux patrouilles des États du Golfe.

En novembre 2017 s'est tenu à Dakar un symposium consacré à la sécurité maritime dans >>>

## Sécurité

le golfe de Guinée. Il a réuni les chefs d'état-major des marines de 17 pays riverains de cette zone, engagés dans une importante action de coopération initiée en juin 2013 à Yaoundé, au Cameroun. Confirmé l'an dernier lors du sommet de l'UA à Lomé, le processus de Yaoundé, qui vise à développer le travail commun et améliorer l'efficacité des États africains en matière de sûreté et de sécurité maritimes, implique aussi au niveau politique les grandes organisations régionales, Cedeao, CEEAC et Commission du golfe de Guinée (CGG). Issu d'une volonté politique commune de sécuriser la zone afin d'en assurer la prospérité, le processus a pour objectif de mettre en œuvre une stratégie régionale.

Le golfe de Guinée, qui compte plus de 6 000 km de côtes, voit transiter chaque année 140 millions de tonnes de marchandises rien que dans sa partie occidentale, soit un quart du trafic maritime africain. C'est l'une des principales zones de production pétrolière de la planète et elle abrite d'importantes ressources halieutiques. Mais la région doit faire face à de nombreux problèmes sécuritaires. Face à ces défis communs, les États riverains du golfe de Guinée ont donc décidé de s'unir et d'accroître leur coopération, avec, depuis trois ans, des résultats encourageants. Dès septembre 2014, un Centre interrégional de coordination (CIC) a été installé à Yaoundé afin de veiller, au niveau stratégique, à mettre en œuvre les actions du processus. Cela passe par la collaboration non seulement des armées – marines et garde-côtes en tête –,

**« Au second rang, il faut prendre en compte la sécurité maritime, important volet de la stabilisation des échanges entre les pays africains et européens, singulièrement dans le golfe de Guinée. »**

mais aussi des nombreux autres acteurs ministériels concernés par ces questions dans chaque pays, avec à chaque fois une dimension internationale.

La France est d'ailleurs engagée dans le processus de Yaoundé, soutenu par l'UE. À ce titre, elle a conclu un accord quadripartite en mai 2015 avec l'Espagne, le Portugal et le Danemark afin

d'accroître l'appui européen aux forces navales africaines, qui se sont considérablement modernisées. Le Golfe, réaffirmé comme une zone stratégique dans le dernier livre blanc sur la défense et la sécurité nationales, bénéficie depuis 28 ans d'une présence permanente de la marine nationale française dans le cadre de la mission Corymbe.

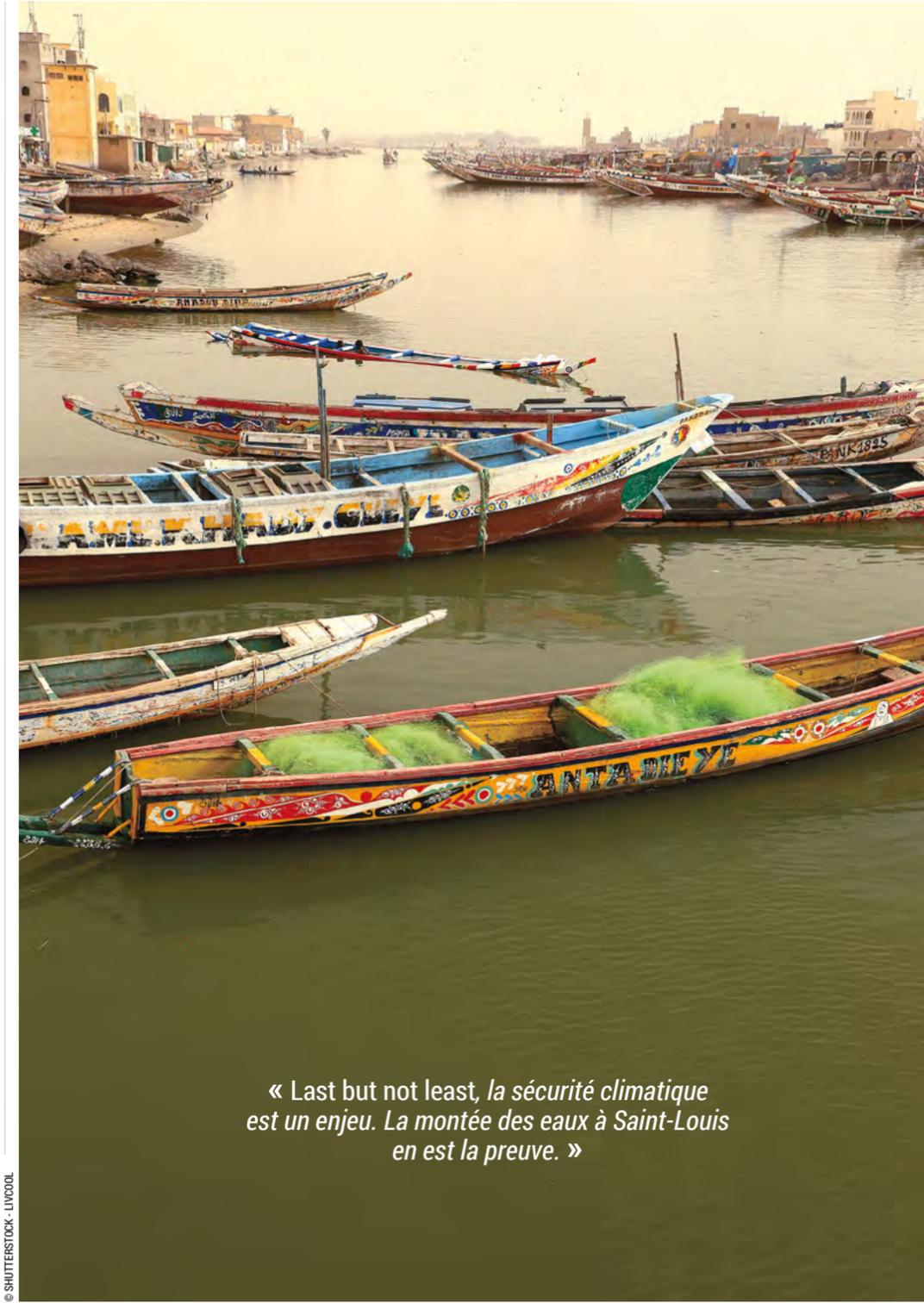
### Et le réchauffement climatique ?

*Last but not least*, la sécurité climatique est un enjeu qui se profile à l'horizon avec de plus en plus d'insistance. Exemples ? Des villes comme Saint-Louis au Sénégal sont déjà en butte aux conséquences du réchauffement climatique et pourraient bien voir disparaître une partie de leurs écosystèmes et de leur activité économique structurante – comme la pêche – sous leurs formes actuelles. La cité historique d'Agoué au Bénin est menacée, tout comme la baie de Pointe-Noire au Congo. Or, le poisson représente 18 % de la consommation de protéines animales des Africains.

Les analyses ne sont pas encourageantes. À l'horizon 2050, plusieurs scénarios indiquent que la région du Sahel connaîtra une augmentation des températures comprise entre 2° et 6°. Quant aux précipitations, les spécialistes s'accordent sur les risques d'une augmentation des variabilités interannuelles et inter-décennales. Ces paramètres conduisent à des incertitudes croissantes dans l'évaluation des périodes de sécheresse ou de la fréquence et la répartition des pluies.

Par ailleurs, l'élévation du niveau de la mer, l'érosion des côtes et les phénomènes d'inondation de plus en plus fréquemment observés vont eux aussi avoir des conséquences sur l'économie, le tourisme et la sécurité de certains pays d'Afrique. Selon la Banque mondiale, les prises de pêche – un secteur qui emploie 12 millions de personnes –, d'ici à 2050, pourraient baisser de 26 % en Afrique de l'Ouest (jusqu'à 53 % au Nigéria) ! Les conséquences, parmi lesquelles figurent le chômage, la baisse des revenus ou l'augmentation des importations, constituent une véritable bombe à retardement. D'où la priorité d'élaborer sur le continent une vraie politique d'énergies renouvelables. L'évolution des conditions climatiques est de nature à remettre en cause les interventions militaires des États, et leur capacité à faire face aux catastrophes naturelles.

Pour répondre à ces défis, plusieurs pistes existent. Le recours à l'écoconception peut à la fois permettre de limiter l'impact environnemental des infrastructures et du matériel militaire tout en préservant les performances opérationnelles. La réduction de la consommation d'énergie est également un enjeu majeur pour les armées. Pour les bâtiments par exemple, l'une des pistes est de renforcer l'isolation afin de dépenser moins d'énergie. À cela doivent être couplés des efforts en termes de performances énergétiques grâce à des systèmes intelligents. On le voit, tous les problèmes impliquant la sécurité en Afrique sont étroitement imbriqués et réclament des solutions globales et intégrées. ■



**« Last but not least, la sécurité climatique est un enjeu. La montée des eaux à Saint-Louis en est la preuve. »**

## Le Forum de Dakar, un Sommet de plus en plus couru



Impulsé par la France lors d'un sommet de l'Élysée tenu dans la foulée de l'opération française Serval au Mali, le Forum de Dakar est devenu en quatre ans un rendez-vous annuel incontournable. Qu'on en juge : 300 participants étaient présents durant la 1<sup>re</sup> édition, près de 1 500 en novembre 2017. Même si les Chefs d'État d'Afrique anglophone boudent encore cet événement, paraissant moins intéressés par ces échanges informels d'où ressortent des analyses de think tanks plus que des décisions stratégiques, ce Forum permet d'éclairer les futures lignes stratégiques de la lutte contre les menaces qui pèsent sur la région.

► **Coopération**

# Europe-Afrique

## Quels engagements pour la jeunesse ?

Par Stanislas Gaissudens, à Paris.

La jeunesse constituait le thème central du 5<sup>e</sup> sommet UE-UA ayant eu lieu en novembre dernier à Abidjan. Pour améliorer l'emploi et l'éducation des jeunes, l'Europe a promis de mobiliser de nouveaux investissements.



**En savoir +**

Plus de 1 000 représentants d'entreprises africaines et européennes ont participé au 6<sup>e</sup> Forum des affaires UE-Afrique qui s'est tenu en novembre 2017.

« **D**'ici à la moitié du siècle, un quart de la population mondiale sera africaine. Mais nous ne pourrions récolter les fruits de ce dividende démographique que si nous investissons de manière intelligente », déclarait le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, le 30 novembre dernier, à l'issue du 5<sup>e</sup> sommet Union européenne (UE) - Union africaine (UA) à Abidjan (Côte d'Ivoire). Faire de la jeunesse le thème central du Sommet n'était, de fait, pas dénué de sens.

**Des propositions concrètes**

Le 4<sup>e</sup> sommet Afrique-Europe de la jeunesse a réuni 120 jeunes à Abidjan, du 9 au 11 octobre. Afin de soumettre des recommandations dans la perspective du Sommet de novembre, 36 jeunes des deux continents ont travaillé dans le cadre de la Youth Plug-In Initiative (YPII, cf. encadré) jusqu'au 29 novembre pour pouvoir proposer aux dirigeants

un programme pour la jeunesse incluant des actions dans six domaines prioritaires : éducation et compétences ; entreprises, création d'emplois et esprit d'entreprise ; gouvernance et inclusion politique ; paix et sécurité ; culture, sports et arts ; environnement et changement climatique.

Il semble, ces derniers temps, que l'Europe ne communique avec l'Afrique qu'au travers du seul prisme de la crise migratoire. Construisons des passerelles plutôt que des murs, clament aujourd'hui les jeunes des deux continents. Elles proposent, dans leur déclaration d'Abidjan, « que les fonds des institutions de l'UA et de l'UE soient consacrés dans le cadre du partenariat Afrique-UE et du programme Erasmus+ [...] à renforcer de vraies opportunités de partenariat et d'échange ». Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, est également favorable à la création « [d']opportunités significatives de migration légale pour stopper ce qui se passe en Méditerranée ».

**Promesses européennes**

Un Forum des affaires UE-Afrique s'est tenu le 27 novembre en marge du Sommet. Tous les participants se sont interrogés sur la manière de stimuler l'investissement afin de créer de l'emploi pour les jeunes. Les discussions se

sont concentrées sur les secteurs d'avenir, tels que l'agrobusiness, les énergies renouvelables et l'économie digitale. « Nous allons investir dans l'éducation, les infrastructures, la paix et la sécurité, ainsi que dans la bonne gouvernance ; tous ces investissements amélioreront le climat des affaires et généreront des emplois et de la croissance, bien nécessaires », a précisé Jean-Claude Juncker.

Trouver des « perspectives économiques pour les jeunes » est l'un des quatre domaines prioritaires du partenariat UE-Afrique. Le président de la Commission européenne rappelait le 13 septembre l'importance du fonds fiduciaire de l'UE sur l'Afrique adopté à La Valette en 2015. Grâce à ce dernier, l'Europe doit investir dans le développement d'infrastructures sociales et économiques durables ainsi que dans les PME, de manière à générer de l'emploi.

Un nouveau plan d'investissement extérieur de l'UE a été présenté aux dirigeants lors du

sommet d'Abidjan. Il prévoit de mobiliser 44 milliards d'euros en Afrique d'ici à 2020 afin de créer de nouvelles perspectives d'emploi pour les jeunes sur l'ensemble du continent. Cette annonce peut laisser dubitatif, lorsque l'on sait que depuis La Valette, les États membres de l'UE n'ont apporté que 150 millions d'euros au fonds fiduciaire, qui doit atteindre 1,8 milliard d'euros d'ici 2020. Il convient d'accélérer les versements...

L'emploi des jeunes est prioritaire, car le manque de perspectives d'avenir est le premier facteur d'émigration clandestine. Mais il est également nécessaire d'investir pour l'épanouissement culturel et éducatif de la jeunesse africaine. « Notre tâche, en tant que dirigeants, est de prendre des décisions qui offriront un avenir plus sûr et plus prospère à tous nos jeunes, tant en Afrique qu'en Europe », assurait Donald Tusk, président du Conseil européen, lors de l'ouverture du Sommet. Maintenant, place aux actes. ■

« 60 % de la population africaine a moins de 25 ans. »

### Ils font bouger le continent : trois portraits

Trente-six jeunes Européens et Africains ont été sélectionnés pour faire partie de l'YPII. Voici trois d'entre eux.

**Feben Tamrat, Éthiopie**



Elle est l'une des voix de la jeunesse africaine les plus impliquées dans la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. Feben Tamrat est cofondatrice de l'Agenda de la jeunesse pour 2063 (« Youth for Agenda 2063 »), qui soutient la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA en faveur du développement, de la paix et de la sécurité.

**Hilda Nambili Liswani, Namibie**

Cette jeune professionnelle du développement a cofondé deux entreprises sociales en Namibie. Depuis, elle met ses compétences à disposition de réseaux internationaux tels que l'Unaoc, la Fondation Mo Ibrahim ou la Fondation Tony Elumelu. Après avoir lancé #NotSoDifferent, elle a été nommée membre exécutif du Conseil consultatif jeunesse de l'UA.



**Arnold Aganze, RDC**



Arnold Aganze a connu la guerre avant de quitter son pays pour poursuivre ses études à Kampala (Ouganda). Son premier long métrage, *NGO - Nothing Going On*, sorti en 2016, a été salué par la critique et a reçu de nombreux prix dans les festivals. Le cinéaste y dénonce le *business* et l'hypocrisie des ONG en Afrique.

► Jeunesse



# Macky Sall - Emmanuel Macron

## L'éducation en étendard

Par Clément Airault, à Paris.

**Le Président de la République française et son homologue sénégalais ont coprésidé le 2 février dernier à Dakar la conférence de financement du Partenariat mondial pour l'éducation. Tous deux ont à cœur d'améliorer l'accès à l'éducation des jeunes générations.**

Dans le monde, environ 264 millions d'enfants ne peuvent aller à l'école. Emmanuel Macron a fait de l'accès à l'éducation son cheval de bataille, lui qui affirmait en septembre dernier à la tribune de l'assemblée générale des Nations unies à New York qu'il était primordial de gagner cette « bataille [...] contre l'obscurantisme », « qui est aujourd'hui en train de faire basculer des pays, des

régions entières, en Afrique comme au Proche et Moyen-Orient ». Dans la foulée, il appelait « la communauté internationale à être au rendez-vous en février 2018 à Dakar » pour la grande conférence sur le financement du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), une initiative décidée conjointement avec Macky Sall. Le Chef de l'État français était au rendez-vous, le 2 février, dans

**En savoir +**

Le Sénégal s'engage fortement pour l'éducation : 17 nouveaux collèges vont être bâtis à Dakar, ainsi qu'une université sénégalaise-française, et un campus scientifique.

la capitale sénégalaise, pour coprésider avec Macky Sall la conférence dite de « reconstitution des fonds » du PME. Étaient présents à leurs côtés une dizaine de Chefs d'État africains, ainsi que l'ambassadrice du PME, la chanteuse Rihanna.

**Levée de fonds record**

Présent au Sénégal pour 48 heures, Emmanuel Macron n'a pas eu une minute de répit. Il a été accueilli, avec son épouse Brigitte, sur le tarmac de l'aéroport par Macky Sall et son épouse, et les deux Présidents ont discuté plus d'une demi-heure dans le pavillon de réception de l'aéroport de Dakar. Ils ont ensuite signé une série de contrats, dont la

vente de deux Airbus à la compagnie Air Sénégal pour un montant de 214 millions de dollars (171 millions d'euros), avant de visiter le chantier du futur Train express régional (TER) de Dakar, auquel participent des entreprises françaises. L'échange a aussi porté sur le réchauffement climatique, en particulier l'érosion côtière, un sujet sensible au Sénégal.

Mais c'est l'éducation qui était au centre de ce déplacement. Macky Sall, comme Emmanuel Macron, milite pour l'amélioration de ce secteur. Ensemble, ils ont inauguré le 2 février un collège situé dans la banlieue de Dakar, qui a été entièrement rénové grâce au soutien financier de l'Agence française de développement (AFD).

Complices, les deux Chefs d'État se sont retrouvés à la tribune de la conférence de reconstitution des ressources du PME. Emmanuel Macron assurait à l'automne 2017 avoir « de grandes ambitions » pour le PME, et espérait « mobiliser 3,1 milliards de dollars sur trois ans, de 2018 à 2020 » (contre 2 milliards

### Partenariat mondial pour l'éducation (PME)

Le PME a été créé en 2002. Il s'agit d'une plateforme de financement destinée à accompagner les pays en développement dans leurs efforts pour l'éducation. Il collabore actuellement avec 65 d'entre eux, dont 39 se situent en Afrique.

Le PME a de multiples partenaires publics et privés, à commencer par 21 pays donateurs. S'y ajoutent des organisations internationales, des membres du secteur privé, ainsi que des fonds philanthropiques.

Son plan stratégique pour la période 2016-2020, appelé GPE 2020, vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Au cours des 16 dernières années, cette structure a permis à 72 millions d'enfants d'accéder à l'école primaire.

il y a trois ans). Cet objectif, pour le moins ambitieux, semble atteignable, puisque la totalité des dons annoncés à l'issue de la conférence avoisinait 2,7 milliards de dollars, tout en sachant que plusieurs pays ne s'étaient pas encore déclarés, à l'image de l'Allemagne et des Pays-Bas.

### La France renforce son engagement

Jusqu'à présent, la France était, malgré des discours volontaristes, en retrait concernant les financements alloués à l'éducation. Depuis la création du PME en 2002, elle n'a contribué qu'à hauteur de 2,3 % du budget, quand la Grande-Bretagne en a fourni plus de 22 %.

Lors de son intervention à la tribune des Nations unies, Emmanuel Macron avait fait de l'éducation dans les pays en développement une question prioritaire de la politique étrangère française. Des engagements ont été pris à Ouagadougou en novembre dernier. Dans cette continuité, le Président français a prouvé à Dakar que la France allait renforcer sa contribution à l'éducation pour tous dans le monde, en annonçant un versement de 200 millions d'euros au PME (contre 17 millions en 2014), et 100 millions en aides bilatérales. La réussite de cette conférence est indéniable, mais l'accès à l'éducation pour tous est loin d'être un combat gagné. ■

**P. 46** VOCATION

Macky Sall – Le bâtisseur du Sénégal émergent

**P. 60** AMÉNAGEMENT

Le Sénégal, un *hub* économique sous-régional

**P. 50** CAPITAL

Attractivité – Les opportunités d'investissements au Sénégal

**P. 62** AVENIR

Diamniadio  
Une ville du XXI<sup>e</sup> siècle

**P. 56** INVESTISSEMENTS

APIX – Un dispositif clé dans la mise en œuvre des grands projets de Son Excellence Monsieur Macky Sall

**P. 64** ENTRETIEN

Entretien avec Abdou Karim Fofana, Directeur général de l'Agence de gestion du patrimoine bâti de l'État du Sénégal

# Le Sénégal émergent

Objectif : 2035 ?



Comme le montre ce dossier que nous consacrons au développement du Sénégal, l'émergence, c'est maintenant. Et sous la houlette du Président Macky Sall qui a fait de cet objectif sa mission ! En témoigne la modernisation de toutes les grandes infrastructures du pays : routes, rail, aéroports, villes nouvelles, agribusiness, restauration du patrimoine... L'amélioration de l'environnement des affaires provoque un véritable appel d'air pour les investissements nationaux et étrangers. Le pays tire désormais partie de sa position géographique qui en fait un véritable *hub* régional et un pivot incontournable sur la route des échanges entre l'Afrique et le reste du monde.

► **Vocation**

# Macky Sall

## Bâtisseur du Sénégal émergent

Par Pius Moulolo, à Yaoundé.

Héritier d'un pays économiquement déficient, Macky Sall accède à la magistrature suprême le 25 mars 2012. Porté par la coalition Benno Bokk Yakkar, il devient ainsi le 4<sup>e</sup> homme d'État à présider aux destinées du Sénégal, après Léopold Sédar Senghor, Abdou Diouf et Abdoulaye Wade. Son programme ? Faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035.

Six ans après la prise de fonction de Macky Sall, les perspectives économiques du pays sont durablement bonnes. C'est du moins la conclusion du rapport semestriel « Africa's Pulse » 2018 de la Banque mondiale, présenté le 18 avril à Washington par l'économiste Albert Zeufack. Il classe en effet le Sénégal parmi les rares pays d'Afrique de l'Ouest à présenter un bon risque pour les investisseurs. Outre la soutenabilité de sa dette extérieure, « le taux de croissance du PIB [qui était de 1,7 % en 2011] devrait s'établir au-dessus de 6 % pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, une première au Sénégal au cours des 40 dernières années ». Jouissant d'une stabilité politique et sociale particulière, Dakar a bénéficié d'une conjoncture internationale favorable, portée par la chute des cours du baril de brut. Les performances macroéconomiques enregistrées ces

### En savoir +

Dakar abritera la Cité des affaires de l'Afrique de l'Ouest. Fruit d'une coopération entre le Sénégal et le Maroc, elle sera bâtie sur le modèle de la Casablanca Finance City.

dernières années sont surtout imputables aux grands projets d'infrastructures mis en œuvre dans le cadre du Plan Sénégal émergent (PSE).

### Le challenge des infrastructures

Le 9 mai 2016, le Président Macky Sall procédait en effet au lancement des projets structurants dits de deuxième génération au Pôle urbain de Diamniadio. Ce chantier pharaonique fera certainement du Sénégal l'un des pays les plus modernes et les plus attractifs d'Afrique. La mise en œuvre du plan d'actions prioritaires s'est poursuivie avec la construction de l'autoroute Diamniadio-AIBD-Sindia, l'échangeur de l'Émergence, la 2<sup>e</sup> autoroute à péage et la 3<sup>e</sup> section de la Voie de dégagement nord (VDN). La politique de développement du rail vise quant à elle à construire 3 000 km de lignes ferroviaires afin de contribuer à l'exploitation

des potentialités économiques des régions intérieures du pays. La nouvelle ligne ferroviaire Dakar-Tambacounda, de 460 km, permettra de développer davantage cette région qui accueille l'essentiel des industries minières du Sénégal.

Le 7 décembre 2017 fera partie des grandes dates du renouveau avec l'inauguration de l'Aéroport international Blaise-Diagne (AIBD). Était présent à cette cérémonie un important panel, constitué des Chefs d'État gabonais Ali Bongo Ondimba, gambien Adama Barrow, bissao-guinéen José Maria Vaz et santoméen Patrice Trovoada. Le projet de construction de cette mégastructure remonte à décembre 2007. Les travaux ont toutefois pris de l'ampleur à partir d'avril 2016 avec le transfert de la maîtrise d'ouvrage de la compagnie Saudi Binladin Group (SBG) au groupe turc Summa-Limak.

« Six ans après la prise de fonction de Macky Sall, les perspectives économiques du pays sont durablement bonnes. »

© AFP - MICHAEL KAPPELER

Bâti sur le site de l'ancien aéroport de Diass, l'AIBD a vocation à devenir un véritable hub sous-régional. Il bénéficiera de nouvelles infrastructures connexes à la périphérie de Dakar. Il s'agit entre autres de l'autoroute Ilaa-Touba, du port multifonctionnel de Ndayane, du port minéralier

de Bargny-Sendou et du Train express régional (TER) qui entre dans sa phase opérationnelle.

### Le train de l'avenir

Présenté comme le plus grand projet du PSE, le TER, qui doit relier Dakar à l'AIBD, a officiellement été lancé par Macky

## Macky Sall : de l'énergie à la Présidence

**2000-2001 :** Directeur général de la Société des pétroles du Sénégal (Petrosen) et conseiller spécial auprès du Président de la République chargé de l'Énergie et des Mines.

**2001-2002 :** Ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique.  
**2002-2003 :** Ministre d'État, Ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique.

**2003-2004 :** Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

**2004-2007 :** Premier ministre.

**2007-2008 :** Président de l'Assemblée nationale.

## Vocation

Sall le 14 décembre 2016. Plus qu'une révolution technologique, il s'agit, selon le Président, de « réaliser un chemin de fer à traction électrique, moderne, rapide, et à écartement standard, le premier en Afrique de l'Ouest ». Le montant global de l'investissement est estimé à 568 milliards de francs CFA. La première phase s'étend de Dakar à Diamniadio (36 km) et doit être livrée en janvier 2019. Le consortium constitué des entreprises françaises Engie, Thales et Alstom a été désigné pour conduire les travaux, pour un montant de 225 millions d'euros. Un protocole d'accord a également été signé avec la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) et la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en vue de la mise en exploitation du projet. La deuxième phase, de

Diamniadio à l'AIBD (19 km), est prévue pour durer 15 mois. À terme, le projet permettra de relier la banlieue de Dakar au nouvel aéroport en environ 50 minutes, avec une vitesse de

**« Présenté comme le plus grand projet du PSE, le TER, qui doit relier Dakar à l'AIBD, a officiellement été lancé par Macky Sall le 14 décembre 2016. »**

pointe de 160 km/h. D'une capacité de 500 places, le TER pourra desservir 14 gares et transporter jusqu'à 115 000 passagers par jour. Il permettra ainsi de désengorger la métropole de Dakar qui connaît une forte expansion. Le projet du TER sera complété par le réseau de transport de masse BRT, des bus rapides sur voies réservées, qui ralliera le nord et le sud de Dakar en moins de 45 minutes.

### À l'heure du numérique

À l'instar du Next Einstein Forum qui met la révolution scientifique au cœur du développement africain, Macky Sall caresse le rêve d'un « Sénégal numérique en 2025 ». C'est tout le sens donné à « la mise en place de l'Université virtuelle du Sénégal, la facilitation des inscriptions au niveau des universités avec la plateforme Campusen, le projet "un étudiant, un ordinateur", l'accompagnement des jeunes filles dans les TIC avec plus de 1 000 filles formées, l'installation de salles multimédias dans les écoles et les daaras (écoles islamiques, ndlr), la mise en place d'incubateurs pour accompagner les jeunes entrepreneurs, mais aussi la facilitation de l'accès à internet », relevait-il lors du Forum du numérique du 15 mars dernier.



© AFP - SIA KAMBOU

Il a fallu attendre l'arrivée de ce visionnaire pour que plusieurs projets, somnolents sous la présidence précédente, sortent de terre. Il en est ainsi de la gratuité des soins de santé des enfants de 0 à 5 ans à travers la Couverture maladie universelle (CMU), la gratuité de l'hémodialyse, de la césarienne et des antirétroviraux. À 57 ans, Macky Sall a réussi le pari de faire du Sénégal une destination prisée des investisseurs. En créant un environnement des affaires particulièrement incitatif, il s'est fixé pour but de faire figurer le pays au top 100 du Doing Business 2018. Sorti victorieux des batailles politiques qui l'ont opposé à son prédécesseur, Abdoulaye Wade, et au maire de Dakar, Khalifa Sall, c'est un Président serein qui prépare la prochaine échéance électorale du 24 février 2019. Conforté par les récentes découvertes pétrolières et gazières, Macky Sall active d'ores et déjà les forces démocratiques qui feront du Sénégal l'un des plus importants pôles économiques d'Afrique de l'Ouest. ■

## Le second port de Bargny-Sendou

Les travaux de construction ont été lancés le 27 novembre 2017 par le Premier ministre Mohammed Boun Abdallah Dionne. Bâti sur 500 ha, le futur port est situé à 32 km de Dakar, entre la baie de Gorée et la Zone économique spéciale (ZES) de Bargny. En plus d'être un port minéralier et vraquier, Bargny-Sendou permettra de désengorger le Port autonome de Dakar (PAD). Avec un tirant d'eau de 18 m et une capacité d'accueil de navires de 120 000 tonnes, le port sera l'un des plus profonds de toute la côte ouest-africaine. Il disposera d'un terminal

minéralier, d'un dépôt pétrolier et d'une zone industrielle. Le coût global du projet est estimé à 290 milliards de francs CFA. La réalisation a été confiée au groupement Sénégal Port Minergy, constitué d'investisseurs privés nationaux et internationaux. Le projet doit être livré en mars 2019, avec une capacité de traitement de 7 millions de tonnes dès sa mise en exploitation et 12 millions de tonnes à partir de 2021. À terme, ce port deviendra un pôle industriel de référence en Afrique de l'Ouest.



© DR

## ▶ Capital



# Attractivité

## Les opportunités d'investissements au Sénégal

Par Adamou Petouonchi, à Dakar.

**Le Sénégal de Macky Sall améliore en permanence sa compétitivité et accroît son attractivité. Avec les projets majeurs du PSE dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture, des mines, du tourisme, des TIC et des services, le pays fourmille d'opportunités.**

Investir au Sénégal ? C'est maintenant ! Finies les lenteurs et inerties administratives, finies les rigidités fiscales et l'insécurité juridique de l'environnement des affaires, finis les goulots d'étranglement de

la bureaucratie improductive et de la vétusté de l'offre infrastructurelle. Le Sénégal est désormais l'un des cinq pays les plus réformateurs en Afrique subsaharienne. L'Africa Investment Index et le classement Doing

Business de la Banque mondiale indiquent tout simplement qu'il est propice d'aller faire des affaires au pays de la Teranga. La raison ? Le gouvernement a mis en œuvre plusieurs réformes courageuses et incitatives : dématérialisation des procédures administratives et fiscales, assouplissement des cadres juridiques, simplification des dispositions fiscales, renforcement de la protection des investisseurs... Et ce n'est pas tout. Le pays est en plein chantier et regorge d'opportunités dans plusieurs secteurs, tout en offrant un large spectre de potentialités de développement des partenariats.

**La course est lancée et chacun y trouve son compte** Sénégalais, Français, Canadiens, Chinois, Néerlandais, Indiens, Américains, Russes, Portugais, Marocains ne s'y trompent pas... les investisseurs viennent des quatre coins du monde. Si la France a longtemps été le pays d'origine d'une bonne moitié des investissements au Sénégal, la dynamique actuelle, tournée vers la diversification

des partenariats, offre un paysage économique étoffé, ouvert et compétitif, où de nombreux acteurs trouvent leur compte dans une saine émulation. La ruée observée actuellement n'est pas anodine. C'est bien parce que le pays est un « bon risque » qu'il suscite l'intérêt des investisseurs.

Mountaga Sy, directeur général de l'Agence nationale de promotion des investissements et des grands travaux (APIX), assure aux investisseurs qu'ils ont de bonnes raisons de s'intéresser au Sénégal. Pour lui, dans le contexte de mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE), qui consacre la transformation structurelle de l'économie sénégalaise, l'inclusion sociale et la bonne gouvernance, le pays est devenu une destination incontournable sur la carte du continent africain. De plus, les indicateurs macroéconomiques sont bons, avec un taux de croissance tournant autour de 6 % en moyenne ces dernières années, malgré un ralentissement général à l'échelle mondiale.

**« Afin de renforcer les flux d'IDE au Sénégal, les autorités étatiques ont consenti des efforts financiers pour le développement des entreprises. »**

### En savoir +

Pendant trois jours, du 19 au 21 avril derniers, Dakar a accueilli une mission d'hommes d'affaires néerlandais venus prospecter le marché sénégalais.

### Les atouts ne manquent pas

Le Sénégal présente d'énormes avantages et incitations qui conduisent naturellement les investisseurs à choisir ce pays plutôt qu'un autre. Parmi les éléments incitatifs : une position géographique stratégique ; un coût de production bas et compétitif ; une main-d'œuvre bon marché et qualifiée ; une économie saine et compétitive ; un cadre juridique et fiscal rénové ; un accès privilégié aux marchés régionaux et internationaux. « Nous sommes la porte d'entrée de l'Afrique de l'Ouest. Nous avons une forte tradition de stabilité politique, avec des changements de régime dans la paix. Nous avons une économie dynamique, compétitive et diversifiée », plaide Mountaga Sy lors de ses missions de prospection en direction des investisseurs. L'attrait du Sénégal est certain du fait de la facilité à s'y installer

et à conduire des affaires. Les procédures sont dématérialisées et en six heures, on peut créer son entreprise. Les démarches pour l'obtention d'un permis de construire sont ramenées à 21 jours. En outre, en 10 jours seulement l'investisseur obtient son agrément pour opérer en toute sécurité. Pour lui faciliter davantage la tâche, le gouvernement a défini une liste des secteurs d'investissements prioritaires bénéficiant de mesures incitatives conséquentes, auxquelles s'ajoutent l'amélioration constante de l'APIX, le Comité national d'appui aux partenariats public-privé (CNAPPP), la Haute Autorité de la zone économique spéciale (Hazes) et le renforcement de la protection des investisseurs.

Concernant ce dernier aspect précisément, le tout nouveau tribunal de commerce de Dakar, outil d'amélioration du climat des affaires au Sénégal, est opérationnel depuis le 23 février. Toutes les décisions de cette juridiction spécialisée sont prises en moins de 90 jours à compter de la première audience. Et une

## Capital

phase de conciliation est obligatoire dans toutes les procédures. Le tribunal fonctionne avec des juges professionnels et des juges consulaires, ces derniers étant désignés par la Chambre de commerce et d'industrie, et nommés pour un mandat déterminé. Ils sont issus du monde de l'entreprise et leurs connaissances des réalités de terrain sont un gage de « réduction des délais et des coûts pour faciliter l'exécution plus efficace des contrats ainsi que la protection plus efficiente des investisseurs et des opérateurs économiques », estime le Garde des Sceaux, Ismaïla Madior Fall, qui voit dans la mise en place de cette institution un signal pouvant rassurer les investisseurs. Et cela porte ses fruits : le pays est en effet le 2<sup>e</sup> récepteur en Afrique de l'Ouest des Investissements directs étrangers (IDE). Et plusieurs délégations d'hommes d'affaires étrangers frappent à la porte.

« Le Sénégal est une terre d'accueil, ouverte et résolument engagée pour les IDE. Notre pays est un bon risque à prendre par tout investisseur pour faire fructifier ses investissements et participer à la dynamique de développement lancée par le Président de la République Macky Sall », argumente de son côté Amadou Bâ, Ministre de l'Économie.

### D'innombrables richesses à explorer et à capitaliser

Lorsque l'agriculture va bien, le Sénégal respire. Le Président Macky Sall l'a très bien compris. Dans le PSE, qui comporte plus de 27 projets, ce secteur occupe une place capitale. Il contribue d'après les chiffres gouvernementaux pour 17 % du PIB. Ce pays au sol richement

## Une promotion des investissements efficace

Le réaménagement du gouvernement du 6 juillet 2014 a été marqué, entre autres, par la création du ministère de la Promotion des investissements, des Partenariats et du Développement des télé-services de l'État. Le décret n° 52014-888 du 22 juillet 2014 définit ses attributions. Au titre des investissements et des partenariats, il est chargé de :

- mettre en œuvre des stratégies adaptées pour attirer les investissements nationaux et étrangers au Sénégal, que ce soit sous forme d'investissements directs ou de placements financiers ;
- veiller à la compétitivité de l'environnement des affaires et le rendre favorable aux initiatives privées ;
- identifier et mettre en œuvre les réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- veiller à la facilitation des procédures d'investissement, de production et de commerce ;

- identifier et négocier, en relation avec les ministères concernés, des partenariats public-privé équilibrés entre l'État et les investisseurs privés, nationaux et étrangers, portant sur des programmes et projets d'intérêt stratégique national ;
- effectuer les études nécessaires pour rendre plus attractif le cadre législatif et réglementaire de promotion des partenariats public-privé ;
- conduire des réflexions sur les voies innovantes de coopération avec les partenaires au développement, impliquant un recours plus prononcé aux mécanismes de marché ;
- participer au suivi des projets d'infrastructures.

Au titre des télé-services de l'État, le ministère veille à la mise en œuvre d'une politique de promotion de l'Administration électronique et assure, à cet effet, la tutelle de l'Agence de l'informatique de l'État (ADIE).



fertile et doté d'un climat favorable au développement d'une agriculture mixte (tropicale et tempérée) dispose de 4 millions d'hectares de terres cultivables, et plus de 60 % de sa population œuvre dans le secteur rural. Mais la productivité est très faible, comme dans tant d'autres domaines. Ce qui représente d'importantes opportunités d'investissements à saisir, par exemple dans les appareils de conditionnement et d'alimentation, la transformation de produits agricoles, la fabrication de matériel agricole, la technologie médicale ou encore les énergies renouvelables. Le PSE, outil de pilotage de l'action gouvernementale, comprend un programme d'investissement dans les infrastructures, l'agriculture, le logement social, le tourisme et l'exploitation



© DR

### En savoir +

Le Sénégal dispose de 4 millions d'hectares de terres cultivables, 700 km de côtes, 25 sites classés au Patrimoine mondial de l'Unesco, des gisements non encore exploités de pétrole et de gaz.

« L'attrait du Sénégal est certain du fait de la facilité à s'y installer et à conduire des affaires. Les procédures sont dématérialisées et en six heures, on peut créer son entreprise. »

mobile du Sénégal, Tigo (il prévoit d'injecter une enveloppe d'environ 70 milliards de francs CFA, soit 106,7 millions d'euros, dans un projet industriel ambitieux afin de renforcer le réseau mobile du pays). C'est encore le cas avec Alstom, qui vient d'annoncer le succès du lancement sur son site de Reichshoffen (France) des essais du premier train Coradia Polyvalent destiné au Sénégal. Les trains Coradia Polyvalent font partie du projet de Train express régional (TER), un élément clé du PSE. Ils seront mis en service sur la nouvelle ligne qui reliera le centre de Dakar à l'AIBD.

Fort de ses atouts, de la richesse de son sol et de son sous-sol (avec la découverte récente de pétrole et de gaz), et de sa position stratégique de hub régional, le Sénégal représente à la fois une grande usine de production et un vaste marché de consommation et de transit. Le développement et l'amélioration de ses infrastructures productives (énergie, transports...) et sociales créent un effet d'entraînement sur l'ensemble des autres secteurs d'activité. L'accroissement de l'offre énergétique conforte l'essor des tissus industriels, touristique, agroalimentaire, des TIC et des services. ■

## ► Climat des affaires

# Doing Business

## Le Sénégal tient son rang

Par Dimitri Friedman, à Dakar.

Sept places de gagnées ! Le rapport Doing Business 2018, publié fin octobre, a été pour le Sénégal la confirmation étincelante que la politique du Président Macky Sall avait porté ses fruits. Désormais à la 140<sup>e</sup> place (sur 190), le pays affiche ses ambitions de devenir aussi une vitrine économique de l'Afrique de l'Ouest.

Qu'est-ce qui explique cette performance, se demandent à juste titre les analystes ? Amadou Bâ, Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan, a quant à lui une réponse : « Cette performance atteste de la volonté politique du Président de la République Macky Sall à améliorer les conditions pour la réussite des affaires au Sénégal. » Normal, dirait-on, puisque ce proche du Président est l'argentier en chef du pays et tient en mains les rênes des cinq réformes que demandait le Doing Business, à savoir les domaines de la création d'entreprise, de l'obtention de prêts, du transfert de propriété, du paiement des taxes et impôts et de l'exécution des contrats. Mais au-delà de l'autosatisfaction légitime, Amadou Bâ peut tout à loisir égrener quelques

indices de cette réussite, ce qu'il a fait lors de la présentation du dit rapport en octobre dernier : « Le gouvernement ne ménage aucun effort pour maintenir le rythme des progrès pour la facilitation des affaires dans notre pays. [...] Notre classement dans le top 5 des meilleurs réformateurs africains intervient à un moment où le Sénégal est également dans le peloton de tête des pays du continent ayant les taux de croissance économique les plus forts. Nous attendons un taux de croissance de 6,8 % pour cette année 2017, après deux années de croissance supérieure à 6 % en 2015 et 2016. Nous projetons d'atteindre 7 % de croissance en 2018. À cette croissance projetée s'ajoute le renforcement de mesures sociales, si importantes que l'année 2018 est qualifiée "d'année sociale" », a-t-il ajouté.

### En savoir +

Le Sénégal se trouve parmi les cinq pays les plus réformateurs d'Afrique subsaharienne, aux côtés du Malawi, de Djibouti, de la Zambie et du Nigéria. Il se positionne également parmi les 13 pays au monde à avoir mis en œuvre au moins cinq réformes significatives cette année. Rapport Doing Business 2018 à télécharger sur le site : <http://français.doingbusiness.org/>

### Facilitation des affaires

Le grand mot est lâché. Le Chef de l'État accorde une importance particulière aux conditions de réalisation des affaires. Comme le dit le Ministre de l'Économie, « cette question occupe une bonne place dans le Plan Sénégal émergent ». Ce Plan comporte 17 réformes clés, notamment le Programme de réforme de l'environnement des affaires et de la compétitivité (Preac). La phase II de ce programme est entrée en vigueur en 2017 et est dotée d'un budget prévisionnel de 4,815 milliards de francs CFA. Le Preac ambitionne d'inscrire le Sénégal parmi les pays les plus attractifs en Afrique afin de générer des investissements privés de qualité à fort impact économique et social. Il doit permettre de résoudre les contraintes liées au développement des entreprises et des investissements, et d'améliorer leur productivité. Bref, de rendre le Sénégal compétitif dans la course aux investissements directs étrangers. La feuille de route du Preac II est orientée, pour les 12 premiers mois, vers l'achèvement des réformes structurelles et sectorielles. Il s'agit du foncier, des procédures de collecte et de paiement de taxes, de la



© SHUTTERSTOCK - JACOB LUND

systematisation et de la professionnalisation du règlement à l'amiable des contentieux économiques, de l'implantation d'un tribunal de commerce, de la simplification du système de tarification et des barèmes liés à l'investissement et au commerce, de la législation du travail – en plus du passage à la dématérialisation des procédures liées à l'investissement et au commerce. Courant 2017, l'approfondissement du Preac a permis la réduction des coûts des facteurs de production, notamment des prix de l'électricité (10 %) et de transfert de propriétés (de 22 % à 8 % de la valeur des biens), et le renforcement du cadre juridique avec la création des tribunaux de commerce. D'autres chantiers concourant à la maîtrise ou à la baisse des

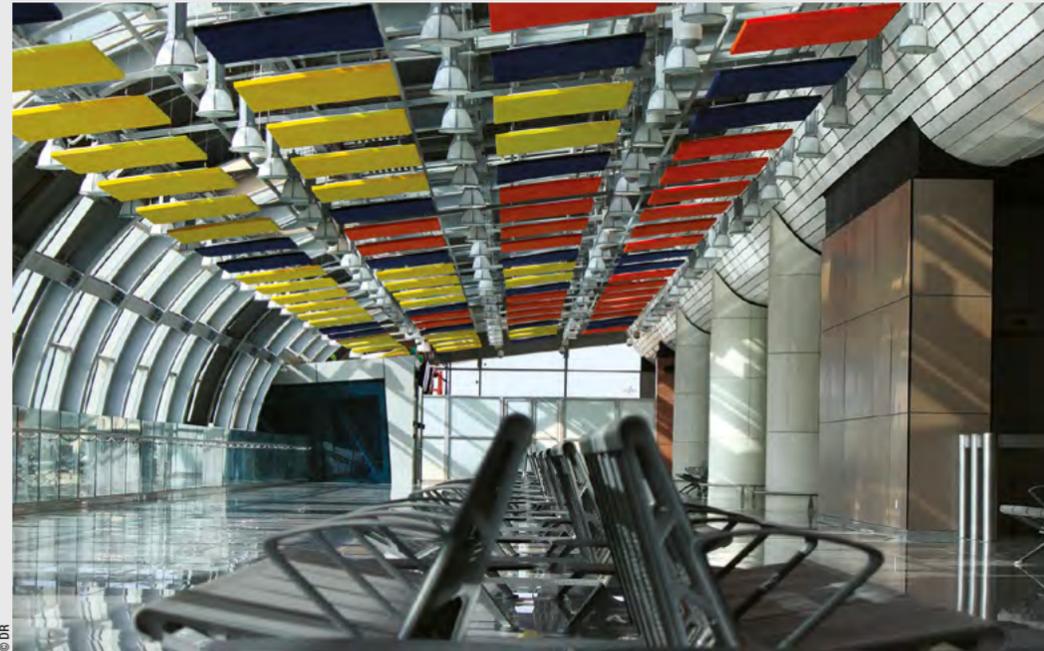
« Nous attendons un taux de croissance de 6,8 % pour cette année 2017, après deux années de croissance supérieure à 6 % en 2015 et 2016. Nous projetons d'atteindre 7 % de croissance en 2018. »  
Amadou Bâ, Ministre de l'Économie

coûts des facteurs de production et d'intermédiation devront être finalisés dans le courant de cette année (logistique, irrigation, électricité, formation professionnelle, financement, interconnexion et connectivité avec les pays frontaliers...). Sans parler de la mise en place de zones compétitives sous forme de zones économiques, de pôles de croissance et d'agropoles. Ce qui devrait conduire, à terme, à l'apparition d'un secteur privé fort et compétitif, moteur de la croissance et créateur d'emplois. D'autres mesures moins directes expliquent également cette performance : la production accrue à coût réduit d'énergie grâce aux investissements dans ce domaine, la réforme des finances publiques suivant les nouvelles directives de l'Uemoa...

### Un engagement pour les réformes

Sept places, donc. C'est bien. Mais, mieux encore, le Sénégal fait partie des cinq meilleurs pays réformateurs d'Afrique. Les réformes les plus probantes concernent la baisse du coût de création d'entreprise, la réduction des mutations d'immeubles au profit des PME, avec une diminution des émoluments notariaux (prix forfaitaire de 500 000 francs CFA pour le transfert d'immeubles dont la valeur est inférieure à 40 millions), la fin des coupures d'électricité... tous les domaines, où une jeune génération de dirigeants arrivés dans le sillage de Macky Sall est aux responsabilités, sont concernés. Preuve s'il en faut que la vitrine démocratique de l'Afrique de l'Ouest, en phase avec ses jeunes élites, peut viser haut dans le domaine de l'efficacité économique. ■

## ► Investissements



# APIX

## Un dispositif clé dans la mise en œuvre des grands projets de Son Excellence Monsieur Macky Sall

Par Flore Thumm, à Paris.

Après 18 années d'activité, l'APIX est autant connue pour ses missions de promotion de l'investissement que pour son ingénierie dans les grands travaux. Elle mène ces domaines de compétence (Promotion des investissements, Grands Travaux, Environnement des affaires) dans un but unique : mettre la vision du Président de la République en œuvre pour que l'investissement s'adosse à des infrastructures de développement. L'APIX est devenue ainsi, année après année, une machine unique dans le dispositif des réalisations présidentielles.

L'Agence de Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX) œuvre au service du Plan Sénégal émergent (PSE), le référentiel unique en termes de politique économique et sociale au Sénégal. Ce plan vise à créer les conditions d'une croissance soutenue et durable et de promouvoir le secteur privé, l'emploi et l'émergence économique à l'horizon 2035. L'existence d'un

secteur privé fort et dynamique constitue le principal vecteur des investissements et le socle de la création de richesses et d'emplois dans le PSE.

Et les missions de l'APIX s'inscrivent dans cette optique. Créé en juillet 2000, ce dispositif vise en effet plusieurs objectifs. En outre, il assure la maîtrise d'ouvrage des grands travaux au niveau des infrastructures nationales.

### Dynamiser l'attractivité du pays : restructurer et valoriser

Porter le taux de croissance du PIB sénégalais à 7 % dès 2017 en encourageant les investissements privés nationaux et étrangers était un des buts du PSE, et l'APIX a largement contribué à l'atteinte des objectifs de performance.

Pour assurer l'exécution correcte du Programme de Réformes de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité (PREAC), l'APIX a participé à la mise en

œuvre de l'harmonisation du cadre juridique et fiscal des affaires, mais aussi à la simplification des textes et des procédures liés à l'investissement et au commerce, dont la création des tribunaux de commerce et l'adoption de nouvelles lois régissant les zones économiques. Pour ne citer que quelques exemples, le Code des douanes, le Code général des impôts et le Code de procédure civile ont été révisés. En outre, un travail de valorisation de l'attractivité économique du Sénégal a été réalisé grâce à la promotion de l'investissement à fort impact et de zones compétitives. Toutes choses égales par ailleurs, la première participation d'une délégation sénégalaise, au sein de laquelle était présente l'APIX, au Consumer Electronics Show, rend palpables les avancées en termes d'attractivité économique du Sénégal. Ce salon mondial de l'innovation, qui

« En outre, un travail de valorisation de l'attractivité économique du Sénégal a été réalisé grâce à la promotion de l'investissement à fort impact et de zones compétitives. »

présente des technologies innovantes au grand public, a eu lieu à Las Vegas du 9 au 12 janvier 2018.

Ainsi, courant 2017, l'approfondissement du PREAC a permis la réduction des coûts des facteurs de production, notamment la baisse des prix de l'électricité (10 %) et des transferts de propriétés (passant de 22 % à 8 % de la valeur des biens), et le renforcement du cadre juridique. Les chantiers et les réformes sectorielles concourant à la maîtrise et à la baisse des coûts des facteurs de production et d'intermédiation (logistique, irrigation, électricité, formation professionnelle, financement, interconnexion et connectivité avec les pays frontaliers, plateformes d'investissement) ont aussi été poursuivis et finalisés pour asseoir et renforcer la compétitivité et la position de *hub* du Sénégal dans la sous-région ouest-africaine. >>>

## Investissements

### Mettre à niveau les infrastructures

L'APIX s'est positionnée en structure-catalyseur dans le développement d'infrastructures structurantes. Elle est ainsi chargée de la préparation, de la coordination et du suivi de la mise en œuvre des grands projets de l'État. À ce titre, des mécanismes de financement public-privé ont été mis en place dans le financement et la réalisation de projets structurants. La loi CET, relative aux contrats de construction, a par exemple été remplacée par une loi sur les partenariats public-privé.

Et les projets confiés à l'APIX sont d'ampleur. L'autoroute à péage entre Dakar, Diamniadio et l'Aéroport international Blaise-Diagne (AIBD) s'est vue décerner le Prix de l'innovation 2009 par la Banque mondiale. L'Agence a également mis en œuvre le projet de protection, de restauration et d'entretien des plages de Saly dans le cadre de la lutte contre l'érosion côtière, pour y protéger les investissements et relancer le tourisme. De plus, depuis la loi de 2017, elle est l'administrateur de l'ensemble des Zones économiques spéciales (ZES) du Sénégal ; ce qui concrétise son accompagnement des investisseurs dans des zones incitatives et performantes.

À ce propos, la mise en place d'infrastructures de normes et de standards internationaux est également une composante importante de la stratégie de développement du Sénégal. Administrées par APIX SA, les ZES sont des espaces géographiquement définis, destinés à l'accueil d'activités économiques et industrielles, et ayant pour vocation d'offrir un ensemble d'infrastructures, d'équipements et de services qui assurent aux



entreprises nationales et internationales qui souhaitent s'y installer les meilleures conditions d'exercice de leurs activités. Les entreprises installées au sein des ZES bénéficient d'un cadre fiscal et douanier incitatif tel que défini par les lois et décrets.

Le Sénégal s'est lancé dans la construction d'une ville du futur, un pôle urbain s'étendant sur 1 600 ha. Le pôle urbain de Diamniadio, déjà fonctionnel, offre un hub de recherche scientifique et technique, un centre d'affaires de classe mondiale, une ZES, un écosystème de services, des cités résidentielles de normes internationales, etc.

De plus, l'APIX, principale porte d'entrée des investisseurs, assure la maîtrise d'ouvrage déléguée du plus grand projet initié depuis le Sénégal indépendant : le Train Express Régional (TER), entre Dakar, Diamniadio et l'AIBD, actuellement en construction. L'ouverture du premier tronçon est prévue pour le début de l'année 2019.

### Présentation du projet

Le Train express régional (TER) est l'un des projets phares du PSE, initié par le Président de la République, Son Excellence Monsieur Macky Sall. Il reliera le centre-ville de Dakar au nouvel Aéroport International Blaise-Diagne (AIBD), situé à 55 km, en 30 à 45 minutes.

Articulé avec d'autres modes de transport par un système de rabattement intelligemment pensé, le TER constituera l'épine dorsale du transport dans la capitale sénégalaise.

Le projet sera réalisé en deux phases : une première phase allant de Dakar à la gare emblématique de Diamniadio (36 km), et une seconde phase allant de Diamniadio à l'AIBD (19 km).

### Le TER, un projet structurant

À la mise en service de la phase 1, le TER transportera jusqu'à 115 000 passagers par jour et desservira 13 gares et haltes entre la banlieue de Dakar et la nouvelle ville de Diamniadio. La quatorzième (14<sup>e</sup>) gare, celle de l'AIBD, sera desservie à la fin des travaux de la phase 2.

Avec une fréquence de 6 trains par heure (un train toutes les 10 minutes) et une vitesse de pointe de 160 km/h, le TER s'inscrit comme un transport de masse qui respecte les standards



© DR

internationaux en termes de mobilité urbaine.

C'est dans ce contexte que l'État du Sénégal a commandé 15 rames automotrices bimodes (électrique-diesel) de type Coradia Polyvalent au groupe Alstom.

Chaque rame peut accueillir jusqu'à 565 passagers.

Le TER de Dakar et les systèmes ferroviaires associés sont conçus selon les normes internationales UIC. L'écartement standard des rails offre une stabilité accrue au train. La fluidité du transport sera assurée avec les deux voies UIC (une voie par sens) et la voie métrique dédiée au fret.

Une signalisation automatique de type ERTMS-2 permettra de localiser et de sécuriser les trains.

Par ailleurs, plusieurs commodités sont offertes à travers le confort d'une 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup> classes, ainsi que d'une couverture WIFI à bord.

Le TER a à cœur le bien-être des voyageurs, et donc dispose naturellement d'espaces aménagés pour les bagages, de liseuses en 1<sup>re</sup> classe ainsi que de prises électriques pour les ordinateurs et téléphones portables. En plus de toutes ces facilités, les rames du futur TER sont conçues pour

accueillir les personnes à mobilité réduite, avec des espaces larges qui leur sont dédiés ainsi que des comble-lacunes pour l'accueil de ces personnes en situation de handicap moteur.

Voyager à bord du TER de Dakar est un moment adéquat pour joindre l'utile à l'agréable, et en toute sécurité !

Afin de préserver l'héritage culturel ferroviaire du Sénégal, les gares historiques de Dakar et de Rufisque seront rénovées et réhabilitées à neuf.

**Avec le TER, c'est le temps de l'action ! ■**

## ► Aménagement

# Le Sénégal

## Un hub économique sous-régional

Par Pius Moulolo, à Yaoundé.

Situé au carrefour des routes maritimes transcontinentales, le pays jouit d'une ouverture stratégique sur l'océan Atlantique. Les chantiers entrepris par Macky Sall permettent de briser le monopole de la Côte d'Ivoire, et le Sénégal pourrait devenir la plaque tournante des échanges en Afrique de l'Ouest.



© DR

### En savoir +

Dakar fait partie du top 10 des villes les plus attractives du continent africain. Le plan de modernisation de ses infrastructures est estimé à 1 800 milliards de francs CFA.

Lors de la 3<sup>e</sup> édition de la Foire internationale de Kaolack (FIKA) qui s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 14 février dernier, le gouvernement sénégalais a décidé de faire de la région frontalière de la Gambie un hub économique sous-régional. Au vu de ses énormes ressources halieutiques, agropastorales et touristiques, Kaolack constitue un levier incontournable du Plan Sénégal émergent (PSE). À la lisière des corridors transfrontaliers Dakar-Banjul (transgambien), Dakar-Bamako et Dakar-Conakry, le gouvernement envisage de construire d'importantes infrastructures afin de sortir la région de son enclavement. Il s'agit entre autres de l'autoroute Mbour-Kaolack (120 km), du port fluvial, du terminal à hydrocarbures et du pont de Foundiougne, qui sera à terme l'un des plus longs du continent.

Durant l'inauguration de la route Fatick-Kaolack le 19 février, le Président Macky Sall a déclaré souhaiter « conforter la continuité territoriale » de ce poumon de l'économie nationale. De l'avis du Premier ministre Mahammed Boun Abdallah Dionne, « toutes ces infrastructures devront permettre de mieux exploiter la position géographique de Kaolack et faire de cette région un hub commercial et de services pour toute la sous-région ouest-africaine ». Plusieurs autres projets d'envergure contribuent également au rayonnement international du Sénégal. C'est notamment le cas de l'Aéroport international Blaise-Diagne (AIBD), du Port autonome de Dakar (PAD) et du chemin de fer Dakar-Bamako.

### Gagner la bataille du ciel

C'est pour pallier aux carences de l'ancien Aéroport international Léopold-Sédar-Senghor (AILSS) de Dakar qu'a été créé un nouvel aéroport de classe internationale à Diass. Limité par une capacité d'accueil d'à peine 2 millions de passagers par an, l'AILSS s'est vite fait ravir la vedette par l'Aéroport international Félix-Houphouët-Boigny (AIFHB) d'Abidjan. Principale zone de transit des vols directs Abidjan - Paris CDG via Air France, l'AIFHB a signé un partenariat avec le géant africain Ethiopian Airlines pour ses vols internationaux à destination de l'Aéroport international John-F.-Kennedy de New York. La création de l'AIBD relève donc de la volonté du Sénégal de s'imposer comme un hub aérien sous-régional.

Bâti sur 4 500 ha, cet aéroport ultramoderne est constitué d'une nouvelle aérogare, de 30 parkings avions et de 6 passerelles télescopiques. Sa piste rénovée est capable d'accueillir des gros-porteurs de type Airbus A330 Neo, répondant ainsi aux standards de l'aviation civile internationale. L'obtention prochaine de la certification Transportation Security Administration (TSA) lui permettra de s'ouvrir davantage aux opportunités du vaste marché américain. Avec une capacité d'accueil actuelle de 3 millions de passagers par an, l'AIBD compte battre tous les records de compétitivité en atteignant un trafic de 10 millions de passagers d'ici 2035. Son activité atteindra sa vitesse de croisière avec la

création de la Cité des affaires de Diamniadio et l'entrée en service du Train express régional (TER). Ce joyau architectural prendra véritablement son envol avec une compagnie Air Sénégal relookée.

### Carrefour des échanges maritimes

Alors que la bataille des ports fait rage en Afrique, les autorités sénégalaises souhaitent contrecarrer la montée en puissance du port d'Abidjan qui a engagé d'importants travaux d'élargissement du canal de Vridi. C'est dans cette optique qu'un protocole de partenariat a été signé le 2 mars entre le PAD et le Port d'Anvers, 2<sup>e</sup> port européen après Rotterdam. L'évènement s'est déroulé au Terrou-Bi Hôtel de Dakar, en présence du Premier ministre belge Charles Michel et du directeur général du port d'Anvers Kristof Waterschoot. « L'engagement du port d'Anvers de réhabiliter le môle Cheikh-Ahmadou-Bamba pour en faire un terminal polyvalent est plus qu'une aubaine. [...] Il rejoint notre ambition de faire de Dakar, à l'horizon 2021, le port le plus compétitif de la côte ouest-africaine », a déclaré Aboubacar Sadikh Beye, directeur général du PAD. Les autorités sénégalaises ont engagé des travaux pour l'approfondissement du mur de quai de 10 à 12 m, la réhabilitation du hangar des entrepôts maliens au Sénégal, et la totalité des terre-pleins du môle Hamassiré-Ndour. Financée à hauteur de 18 milliards de francs CFA par la coopération japonaise, la réfection du PAD doit débuter en août 2018 pour une durée de 27 mois. « À mon avis, cette infrastructure constitue un levier stratégique pour le maintien du leadership du PAD sur le transit des marchandises maliennes, qui font l'objet d'une rude concurrence entre les ports de la sous-région. Cette réhabilitation va fouetter les échanges sénégal-maliens », déclarait Amadou Ka, président du conseil d'administration du PAD, lors de sa visite de chantier du 19 janvier. Deux nouveaux ports viendront renforcer cette course de positionnement : celui de Ndayane et le port minéralier et vraquier de Bargny-Sendou.

### Dakar-Bamako Ferroviaire

En octobre 2003, le Sénégal et le Mali ont décidé de rénover le chemin de fer vieux de 74 ans qui les reliait. La société Transrail SA a pour cela été créée et placée sous la concession du groupe Advens, du libanais Abbas Jaber. Long de 1 286 km, le corridor Dakar-Bamako voit transiter plus de 3,5 millions de tonnes de marchandises par an, un enjeu vital du développement économique des deux pays. Les opérations de transit vers le Mali constituent près de 30 % des activités du PAD, ce qui fait de ce dernier un concurrent de poids face aux ports d'Abidjan et de San Pedro.

En 2010, les autorités sénégalaises et maliennes ont toutefois constaté une gestion chaotique de cette coentreprise, avec des voies ferrées et des locomotives vétustes, ainsi qu'un personnel vieillissant. Le 7 mars 2016, les deux États ont décidé de dénoncer la concession de Transrail et de créer un organe de gestion transitoire, dénommé Dakar-Bamako Ferroviaire (DBF). Placé sous la direction de Joseph Gabriel Sambou, il reçut pour mission de reprendre le contrôle du rail en attendant la signature d'un partenariat public-privé définitif. Mais le projet de réhabilitation de cet axe stratégique peine à démarrer, le coût des infrastructures étant estimé à plus de 1 500 milliards de francs CFA. Plusieurs pistes ont été évoquées pour y parvenir. Elles impliquent Bolloré, la China Railway Construction Corporation (CRCC), le consortium turc Tasyapi, le groupement brésilien Rift Valley Railway, et enfin le nigérian Dangote. L'enjeu pour le Sénégal consiste donc à repenser le modèle économique du projet afin de relancer l'activité ferroviaire, qui sera à terme la clé de voûte du leadership sous-régional. ■

« Il rejoint notre ambition de faire de Dakar, à l'horizon 2021, le port le plus compétitif de la côte ouest-africaine. »

## Air Sénégal prend son envol



© PIERRE BARTHÉ

Dans une déclaration du 26 avril dernier, la Ministre des Transports aériens Maïmouna Ndoye Seck a annoncé le démarrage imminent des vols domestiques de la nouvelle compagnie Air Sénégal. Créée en avril 2016 sur des bases viables, elle compte une flotte initiale de deux turbopropulseurs ATR 72-600, en plus d'un gros-porteur Airbus A330 Neo qui doit être livré dans les prochains jours. Son capital est de 40 milliards de francs CFA. La compagnie est dirigée depuis septembre 2017 par le français Philippe Bohn. Ce dernier compte faire oublier les échecs successifs d'Air Sénégal International (2001-2009) et de Sénégal Airlines (2009-2016). L'État a débloqué une enveloppe de 100 milliards de francs CFA pour la modernisation de cinq aéroports régionaux : Saint-Louis, Ziguinchor, Kédougou, Tambacounda et Matam. Cette opération permettra à Air Sénégal d'étoffer son réseau national et de conquérir des parts de marché à l'international. Seize ans après la mort d'Air Afrique (2002), le Sénégal compte redevenir le hub aérien sous-régional par excellence.

# Diamniadio

## Une ville du XXI<sup>e</sup> siècle

Par Adamou Petouonchi, envoyé spécial à Dakar.

Située à 30 km du centre-ville de Dakar, la nouvelle ville de Diamniadio affiche fière allure et est célébrée pour son architecture futuriste. Pleins phares sur les chantiers pharaoniques que le Président Macky Sall considère déjà comme étant son « *legs pour les générations futures* ».

Demandez à un Sénégalais de vous parler de Diamniadio et vous aurez droit presque immédiatement à une comparaison avec Dakar. À peine sortie de terre, la nouvelle ville de Diamniadio est déjà dans l'opinion en rivalité avec la capitale politique du pays, une sorte de relation schizophrène empreinte d'envie et de jalousie réciproques. Un peu comme Yaoundé et Douala, Abidjan et Yamoussoukro, Durban et Johannesburg, Rabat et Casablanca, ou encore New York et Washington, Milan et Rome... Il faut dire que, lancée le 25 mai 2014, la nouvelle ville de Diamniadio est un gigantesque projet étalé sur un espace de près de 1 700 ha – soit quatre fois le centre-ville de Dakar. « *C'est la première fois dans l'histoire du Sénégal qu'un projet d'une telle envergure soit entrepris. Au départ, personne n'y croyait* », s'enthousiasme Nana Mané Sob, en service à l'ambassade du Sénégal au Cameroun. Avant de déclarer que le Président Macky Sall

démontre, avec cette réalisation, qu'avec l'audace on réussit tout.

### Diamniadio : futur hub urbain de l'Afrique de l'Ouest

L'ambition est une attitude noble au Sénégal et le Président Macky Sall le démontre par l'action. Si le Plan Sénégal émergent (PSE) retrace sa vision stratégique, l'exécution des chantiers sur le terrain apporte de la lisibilité sur la méthode du gouvernement sénégalais. Après l'infrastructure futuriste de l'Aéroport international Blaise-Diagne (AIBD), Diamniadio est aujourd'hui le symbole le plus abouti de ce qu'un pays entreprend pour affirmer son leadership et garder la mainmise sur son destin.

Plus encore, avec cette nouvelle ville, le Sénégal ambitionne de se positionner comme le futur hub urbain de l'Afrique de l'Ouest. La plateforme, qualifiée de « ville du millénaire », compte plusieurs infrastructures conçues selon les standards les plus élevés en matière d'architecture. On y trouve une nouvelle université (l'université Amadou-Mahtar-M'Bow), un parc

### En savoir +

Lors de sa visite officielle les 12 et 13 avril 2017 au Sénégal, le Président portugais Marcelo Rebelo de Sousa avait laissé entendre, avec une certaine émotion, chaleureuse et palpable, que Diamniadio était un rêve fou devenu réalité. Un véritable tournant dans l'histoire du Sénégal qui correspond à une nouvelle page de la vie économique et urbaine du pays.

industriel international, une usine de traitement des eaux usées avec un hangar de 5 000 m<sup>2</sup>, un institut de recherche en santé, de surveillance épidémiologique et de formation, des résidences universitaires, une cité administrative et d'importantes infrastructures culturelles et touristiques. Et ce n'est pas tout : Diamniadio, c'est aussi le Centre international de conférences Abdou-Diouf (Cicad), un temple de classe mondiale de 14 700 m<sup>2</sup> de surface fermée. Selon le gouvernement, un quartier résidentiel de 40 000 « logements économiques » est en construction dans cette ville, ainsi que dix hôtels, des espaces verts, des « équipements sociaux de base », des lieux de culte, un centre commercial, un stade international et un hippodrome.

### Le génie des lieux attise la curiosité

Du fait de sa situation géographique avantageuse, la nouvelle ville de Diamniadio se positionne comme une zone de transit, un carrefour majeur pour

le développement des voies de communication (aéroport, voie ferrée, autoroute, voie maritime, etc.), et va abriter un savant mélange d'architectures intelligentes. Située sur l'autoroute à péage qui relie l'AIBD et le centre-ville de Dakar, la ville lumière de Diamniadio, dans le département de Rufisque, se destine à concentrer l'essentiel de l'activité économique du pays. Sa position de carrefour routier lui fait bénéficier d'importantes implantations d'unités économiques. L'on y assiste à un vaste mouvement de déploiement de la métropole dakaroise, pour des contraintes spatiales ou pour des exigences de localisation sur un point stratégique.

Quand vous visitez les lieux, vous vous rendez vite compte que c'est tout l'imaginaire architectural de demain en matière d'urbanisme qui se trouve cristallisé dans cette localité. « *À Abidjan, quand nous essayons de décrire la ville de Diamniadio à nos amis, nous leur disons que c'est un peu comme si tous les*

« *Diamniadio va bouleverser les résultats des enquêtes récompensant les plus grands centres urbains africains, elle possède tout un attirail qui lui permettra de caracoler en tête de classement et de talonner d'autres grandes métropoles africaines.* »

grands hubs urbains occidentaux que nous admirions jalousement à la télé, parce qu'on les trouve souvent supermodernes et bien à vivre, se trouvaient sur un seul endroit, Diamniadio », nous glissent des enquêtes récompensant les plus grands centres urbains africains. Elle possède tout un attirail qui lui permettra de caracoler en tête de classement et de talonner d'autres grandes métropoles africaines. Le génie des lieux attire la curiosité, et il n'est pas exagéré d'avancer que c'est l'une des villes les plus modernes du continent qui est en train de sortir de terre.

### L'État sénégalais a mis le paquet pour un des projets les plus ambitieux d'Afrique

La qualité se paie, l'État du Sénégal l'a bien compris. Il a mis une enveloppe conséquente pour financer ses ambitions.

Par exemple : pour un train électronique reliant Diamniadio à Dakar, près d'un milliard d'euros ; l'autoroute, 350 millions d'euros ; une zone industrielle, un quartier d'affaires et d'habitations, une cité ministérielle... Soit une ville à 2 milliards d'euros. La transformation structurelle qualitative de l'économie dakaroise est en marche, avec à la clé des niches d'emplois et de richesses à capitaliser.

Le gouvernement compte faire de Diamniadio un centre d'affaires et de tourisme. Avec la métropolisation dakaroise, le dynamisme économique escompté sur l'urbanisation de Diamniadio est porteur de changements sociaux, spatiaux et administratifs profonds. C'est donc une nouvelle page de la vie économique, urbaine, culturelle, universitaire et administrative qui prend corps, et sur laquelle le Président Macky Sall a écrit son nom en lettres d'or. « *Ceci est mon legs pour les générations futures* », estime-t-il. ■



### Le Centre international de conférences Abdou-Diouf

Situé à Diamniadio et inauguré en 2014 lors du 15<sup>e</sup> sommet de la Francophonie, le Cicad est doté d'une salle principale d'une capacité de 1 500 personnes, de 6 salles VIP de 100 m<sup>2</sup> chacune, de 8 boîtes (cabines) de traduction simultanée, d'un centre d'exposition utilisant les dernières technologies audio-vidéo-média, d'un restaurant VIP de 210 places, d'un restaurant public de 250 couverts, d'un centre média de 120 places et d'un parking de 200 emplacements.

## ► Entretien

« On a estimé à 300 000 m<sup>2</sup> le déficit en espaces de bureaux de l'administration sénégalaise. »

## Entretien avec

**Abdou Karim Fofana**

Directeur général de l'Agence de gestion du patrimoine bâti de l'État du Sénégal (AGPBE)

Abdou Karim Fofana présente les enjeux de la politique immobilière récemment mise en place par l'État sénégalais.

Propos recueillis par Flore Thumm, à Paris.

**CAP ÉCO Africa :** Monsieur le Directeur général, pouvez-vous nous faire part de la politique immobilière de l'État, et de la modernisation de la gestion de son patrimoine ?

**Abdou Karim Fofana :** En 2012, le Président de la République a initié quelques réformes, qui notamment ont touché le patrimoine immobilier public ; mais depuis 1960, l'État a géré son patrimoine de façon administrative. Aujourd'hui, nous avons mis en place une politique immobilière de l'État autour de trois axes. Tout d'abord la connaissance du patrimoine, avec la mise en place d'une commission de recensement avec les impôts ainsi que le patrimoine bâti. Ensuite, la politique de rénovation, pour laquelle des crédits additionnels et spécifiques ont été mis en place. Enfin, le développement du parc immobilier de l'État. Il était nécessaire, car on a estimé à environ 300 000 m<sup>2</sup> le déficit en espaces de bureaux de l'administration sénégalaise.



**Quels sont vos principaux défis pour désenclaver Dakar, tout en réussissant à en faire une capitale attractive ?**

Le principal problème de Dakar est que sur moins de 1 % de la surface nationale habite 30 % de la population et se concentre 60 % de l'activité économique. La majeure partie de la classe moyenne dakaroise n'arrive plus à être propriétaire d'un logement car les terres sont rares, et les biens immobiliers très chers. Donc le Président a décidé de mettre en place une politique d'extension de Dakar, et des pôles urbains ont été créés à l'entrée de la capitale. Celui de Diamniadio est le plus important. L'objectif de l'État est de proposer aux Dakarois de devenir propriétaires de logements moitié moins chers qu'à Dakar. Dans la capitale, un 100 m<sup>2</sup> vaut 50 millions de francs à peu près, soit 75 000 euros. L'enjeu était donc de créer une extension de la ville avec des aspects qualitatifs forts. À Diamniadio, le même appartement vaut moins de

20 millions de francs, soit 30 000 euros. Le défi part donc de problématiques qui sont aussi économiques, sociales et démographiques.

**Le Président de la République a procédé le 2 mai dernier à l'inauguration d'une des sphères ministérielles de Diamniadio, qui constitue le plus important projet immobilier public mis en œuvre depuis l'indépendance du pays. En quoi consiste ce projet, et comment a-t-il été financé ?**

Entre 2006 et 2016, l'État du Sénégal a payé 130 milliards de loyers soit 200 millions d'euros de loyers pour loger ses services. Le Président a fait faire des études qui ont démontré qu'entre 2017 et 2026, si on ne change pas la tendance, on aurait peut-être 300 millions d'euros à payer. C'est la raison pour laquelle on a voulu développer notre patrimoine, et profiter du développement de nouveaux pôles urbains pour créer un flux contraire à Dakar. On a cherché des modèles innovants, étudié le Code des marchés, le code du domaine de l'État, le Code de la construction, le Code de l'urbanisme, et on s'est rendu compte que l'État pouvait faire de la location et de la vente comme n'importe quel particulier. Pour ce projet, les loyers bonifiés permettent à l'État de devenir propriétaire sur une durée de six, huit ou dix ans.

**Vous allez fêter prochainement votre 3<sup>e</sup> année à la tête de cette Agence. Quel bilan tirez-vous de vos actions au sein de cette institution, et quels sont vos grands projets ?**

La plus grosse fierté, c'est d'avoir pu mettre en place des projets qui permettent de résilier des contrats de location de l'État, et de mettre des bâtiments modernes à disposition des services publics. Une autre fierté est la modernisation du patrimoine bâti. Nous nous efforçons d'initier une répartition équitable entre Dakar et les régions, et des crédits pour aider à la rénovation. Il y a aussi le rajeunissement de l'équipe : on a mis en place un programme de training où on internalise



**« Entre 2012 et 2017, le PIB par habitant du Sénégal a gagné 100 dollars. »**

des stagiaires pendant deux ou trois ans avant de les intégrer aux équipes, pour qu'ils comprennent mieux comment fonctionne l'immobilier. Enfin, on a pour projet de limiter les loyers de l'État ; ce n'est pas facile mais nous nous battons.

**Vous faites partie de la nouvelle génération de dirigeants sénégalais, et êtes engagé politiquement au sein de l'APR pour la commune « Fann Point E – Amitié » ; comment percevez-vous l'évolution politique de votre pays, et quelles sont selon vous les plus grandes réalisations politiques et sociales du Chef de l'État ?**

Je pense que l'une des promesses fortes du Président en 2012 était de booster l'économie sénégalaise, pour créer

d'autres moteurs de croissance. Des progrès considérables ont été réalisés en matière d'agriculture, de production énergétique, d'éducation, de couverture maladie, d'accès à l'eau et l'électricité, et enfin d'équité territoriale. Et cerise sur le gâteau, déjà entre 2012 et 2017, le PIB par habitant du Sénégal a gagné 100 dollars, alors que sur 2000-2012, l'État du Sénégal n'avait gagné que 120 dollars en dix ans. Les engagements financiers de nos partenaires techniques et financiers s'élevaient à 3 800 milliards de francs entre 2000 et 2010, et à 7 000 milliards entre 2012 et 2017, ce qui montre la confiance accordée au Sénégal, mais aussi le bon usage qui est fait de ces concours internationaux, qui nous ont permis de porter notre économie à ce niveau-là, mais aussi d'en faire un usage judicieux entre investissement pour l'avenir, lutte contre l'injustice sociale et la réduction de la fracture territoriale. ■

# Le PDIDAS

## L'agribusiness au cœur des préoccupations

Sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), le PDIDAS, Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agribusiness au Sénégal, est actif depuis 2014 dans neuf communes de Louga et Saint-Louis. Il s'est engagé à développer un agribusiness compétitif, inclusif et durable, et permet de mettre en évidence les chaînes de valeur de l'horticulture.

### Un projet original et ambitieux

Le PDIDAS réalise des investissements dans des infrastructures, et offre une assistance technique aux institutions publiques clés. Un appui est aussi apporté au secteur privé, y compris pour les petits exploitants agricoles. Le PDIDAS a d'autre part fourni un soutien à la réforme foncière, et promeut l'investissement privé en agribusiness auprès des investisseurs. Un autre objectif du Projet est la mise en œuvre d'une agriculture inclusive grâce à une gestion durable des terres et de l'eau.

### Des avancées principalement bénéfiques aux communautés

Les bénéficiaires directs sont estimés à plus de 10 000 personnes, et comptent plus de 65 % de femmes puisqu'elles constituent la principale force de travail utilisée dans les exploitations agricoles. Mme Ndèye Coura Mbaye Diop affirmait, à l'occasion du Salon International de l'Agriculture (SIA) de Paris qui a eu lieu fin février dernier, que le Projet, qui doit générer 100 000 tonnes de produits horticoles et 9 500 emplois, n'est pas dédié exclusivement aux investisseurs étrangers,

### Ndèye Coura Mbaye Diop, coordinatrice du PDIDAS



Elle est la première femme agronome formée au Sénégal. Depuis 2001, elle a fait plusieurs projets financés par la Banque mondiale, notamment le Projet Fonds de Développement Social (FDS) et le Projet de Développement des Marchés Agricoles du Sénégal (PDMAS). Elle coordonne le PDIDAS depuis 2014.



« PDIDAS, un processus innovant et opérationnel d'attribution des droits d'utilisation des terres, de sécurisation des exploitations familiales et des investissements privés. »

mais accorde une place de choix au secteur privé national.

### Quelques réalisations clés

#### Une contribution à la sécurisation foncière...

- Mise à disposition volontaire de près de 20 000 ha de terres par les communautés.
- 9 bureaux fonciers mis en place.
- Près de 2 000 acteurs clés touchés par des actions de renforcement des capacités en procédures foncières.
- Appui aux services du Cadastre.

#### Des aménagements en infrastructures d'irrigation...

- 200 hectares de terres aménagées.
- Signature d'un contrat avec l'entreprise chargée de réaliser le premier lot de travaux de remise en eau du Ngalam.

#### Un accompagnement des communautés...

- 24 organisations de producteurs.
- 19 GIE ont terminé l'instruction du financement pour 1 727 demandeurs. ■

#### Contacts

E-mail : [pdidas@pdidas.org](mailto:pdidas@pdidas.org)  
Site web : [www.pdidas.org](http://www.pdidas.org)  
Facebook : @pdidas



# CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DU SÉNÉGAL



Agriculteurs



Professionnels



Entreprises



Particuliers



Un service complet de banque  
**La Banque qui partage vos réalités**

INFORMATIONS

Standard : +221 33 839 36 36  
Serveur Vocal : 88 828 15 28

WWW.CNCAS.SN

## Éclairage éco

### P. 69 HYDROCARBURES

Le Sénégal  
Futur eldorado pétrolier et gazier

### P. 72 GRAND RETOUR

Côte d'Ivoire – Les entreprises  
françaises retrouvent des couleurs

### P. 74 ÉNERGIE

Burkina Faso  
Futur champion solaire ?



# 68. Énergie et coopération

Le Sénégal regorge de gaz et de pétrole, le Burkina Faso se lance dans le solaire, la Côte d'Ivoire fait de nouveau appel aux sociétés françaises... Où l'on réalise que l'énergie et la coopération maîtrisée avec de grandes multinationales sont, plus que jamais, les pivots du développement.

## ► Hydrocarbures

# Sénégal

## Futur eldorado pétrolier et gazier

Par Pius Moulolo, à Yaoundé.

En janvier 2016, la compagnie américaine Kosmos Energy découvrait l'un des plus importants gisements gaziers d'Afrique de l'Ouest, dont les réserves sont estimées à plus de 450 milliards de mètres cubes. Selon le Président Macky Sall, le Sénégal a suffisamment de ressources pétro-gazières pour devenir à cet égard l'égal d'un émirat.

« L'exploitation prochaine de cette ressource ouvre de belles perspectives dans la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent », publiait le Chef de l'État dans son compte officiel Twitter. Classé pendant de nombreuses décennies dans le camp des Pays africains non producteurs de pétrole (PANPP), Dakar s'investit depuis 1950 dans l'exploration pétrolière. La création en 1981 de la Société nationale des pétroles du Sénégal (Petrosen) avait pour but de restaurer la position du Pays de la Teranga. À l'exception des champs de Gadiaga et Diamniadio, les quelque 140 puits forés à ce jour n'ont pas porté de fruits. Plus de 500 milliards de francs CFA ont ainsi été dilapidés dans un secteur qui coûte environ 10 % du PIB. Il a fallu attendre 2014 pour que les méga-gisements Sangomar



et Grand-Tortue livrent enfin leur précieux sésame. « Aujourd'hui, il est établi que nous avons des ressources énormes en gaz. Nous avons aussi du pétrole. Nous attendons seulement les derniers développements pour avoir des évaluations. Ce qui est évalué est suffisant pour faire du Sénégal un eldorado gazier », a déclaré

« La production cumulée de pétrole et de gaz pourrait générer plus de 40 milliards de dollars par an à partir de 2021. »

Macky Sall lors d'une rencontre avec des promoteurs économiques en mai 2017. Grâce au travail titanesque abattu par les multinationales, le pays peut aujourd'hui se relever des humiliations subies depuis le choc pétrolier de 1973.

### Des découvertes en cascade

C'est en effet le 7 octobre 2014 que la compagnie écossaise Cairn Energy a annoncé avoir trouvé du pétrole au puits FAN-1, à 100 km des côtes sénégalaises. À 1 427 m de profondeur, dans le bloc Sangomar profond, le champ offre des réserves estimées à plus de 250 millions de barils de brut. Le 11 novembre, une 2<sup>e</sup> découverte était faite au puits SNE-1, pour un potentiel de plus de 150 millions de barils. En juillet 2017, Cairn s'est satisfaite du 10<sup>e</sup> succès enregistré sur >>>

## Hydrocarbures

## La Société nationale des pétroles du Sénégal (Petrosen)

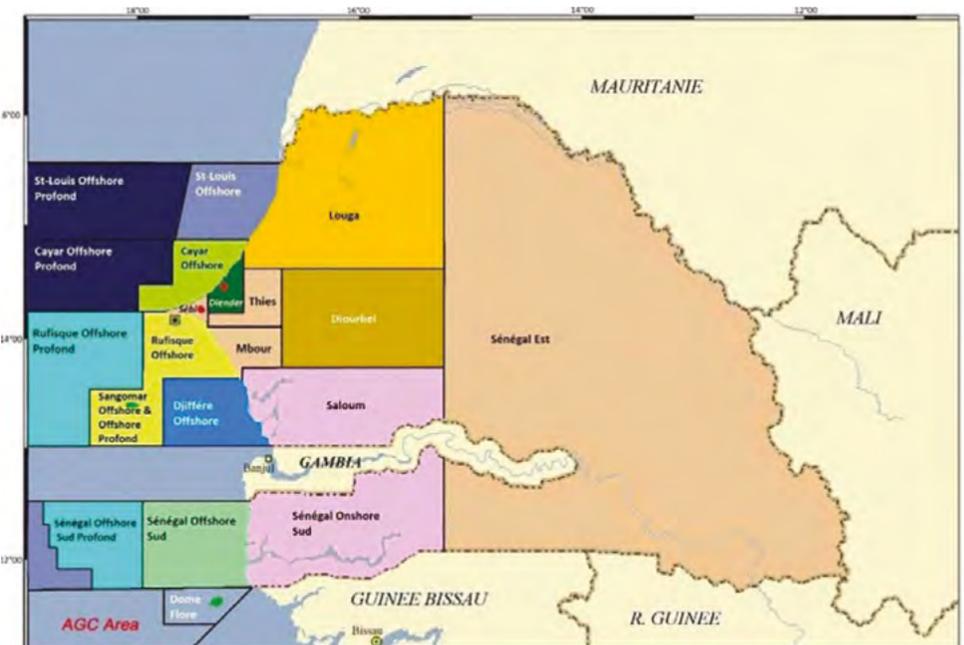


Créée en 1981 à la veille du 2<sup>e</sup> choc pétrolier, la Petrosen est une société à capitaux publics détenue à 99 % par l'État sénégalais et 1 % par la Société nationale de recouvrement (SNR). Elle a pour but de gérer les intérêts de l'État en ce qui concerne la recherche et l'exploitation des ressources en hydrocarbures du sous-sol, le

raffinage, le stockage, la commercialisation et la distribution des produits pétroliers, ainsi que le transport et les activités industrielles se rapportant au secteur. Elle s'évertue à promouvoir le potentiel énergétique du Sénégal à travers le monde. La structure est dirigée par le très charismatique Mamadou Faye.

l'ensemble du bloc Sangomar. « Sur la base des estimations préliminaires, il s'agit d'une découverte à potentiel commercial qui ouvre un nouveau bassin sur les rives de l'Atlantique. [...] Nous croyons que nous avons découvert un bassin de classe mondiale avec un potentiel estimé à plus d'un milliard de barils de brut », annonçait son DG Simon Thomson. Présente au Sénégal depuis 2013, la compagnie exploite les blocs Sangomar profond, Sangomar et Rufisque, dont elle détient 40 %, contre 35 % pour l'américain ConocoPhillips, 15 % pour l'australien FAR et 10 % pour Petrosen.

L'exploration pétrolière prend de l'ampleur au Sénégal à partir de mai 2017, avec l'arrivée du groupe français Total. Une arrivée fracassante, ponctuée par le limogeage du Ministre de l'Énergie Alassane Sall, accusé de surfacturer le ticket d'entrée du géant mondial des hydrocarbures. Le 2 mai, Total a en effet signé deux contrats d'exploration et de partage de production sur le bloc Rufisque offshore profond (ROP), couvrant une superficie de 10 357 km<sup>2</sup>. Le groupe est présent au Sénégal depuis 1947 dans le raffinage et



## En savoir +

L'Institut national du pétrole et du gaz (INPG) a ouvert ses portes au Sénégal en octobre 2017, à Diamniadio. L'école travaille en partenariat avec l'Institut français du pétrole (IFP) pour former des ingénieurs spécialisés dans les hydrocarbures.

la distribution de produits pétroliers. Il y détient un réseau de 174 stations-service. Total est principalement concurrencé par la compagnie nationale chinoise CNOOC qui a obtenu son permis fin mars 2017 sur le bloc AGC profond, à cheval sur le Sénégal et la Guinée-Bissau. Selon les estimations des experts, les premières gouttes d'or noir jailliront entre 2021 et 2023, pour une production attendue de 100 000 à 120 000 barils par jour.

## Sénégal-Mauritanie : main dans la main

En janvier 2016, Kosmos Energy a découvert un mégagisement de 450 milliards de mètres cubes de gaz au puits Guembeul-1, dans le bloc Saint-Louis offshore profond. « Nous sommes heureux [de cette] découverte majeure avec notre 1<sup>er</sup> puits d'exploration au large des côtes du Sénégal. Guembeul-1 confirme la présence d'une ressource de gaz de classe mondiale qui traverse le Sénégal et la

Mauritanie », déclarait son P-DG Andrew G. Inglis. Situé de part et d'autre de la frontière sénégal-mauritanienne, le complexe gazier Grand-Tortue/Ahmeyim (GTA) recèle à lui seul 17 000 milliards de pieds cubes de gaz. Ce qui en fait le plus important de toute la côte ouest-africaine. La nouvelle a rapidement aiguisé les appétits des deux États. Après des querelles sur la redistribution de la manne gazière, le Président Macky Sall et son homologue Mohamed Ould Abdel Aziz ont rappelé les liens historiques qui unissent les deux pays. L'Agence de presse sénégalaise rapportait le 9 février 2016 que Mamadou Faye, le DG de Petrosen, évoquait des négociations très poussées concernant la gestion commune de ces ressources et le site de production devant accueillir les infrastructures de liquéfaction du gaz naturel. La rencontre tripartite du 8 novembre 2016 à Paris a permis de choisir la frontière maritime commune pour l'emplacement des dites infrastructures.

La production, qui doit démarrer en 2021, nécessitera plus de 7 milliards de dollars d'investissement. D'où la signature en décembre 2016 d'un partenariat entre Kosmos Energy et BP. Le géant britannique s'engage ainsi dans la production et la commercialisation de ce gisement transfrontalier, en contrepartie de 49,99 % des licences de Kosmos au Sénégal et en Mauritanie.

## Faut-il craindre la malédiction du pétrole ?

L'année 2018 commence donc sous de bons auspices pour le Sénégal. L'ensemble des



réserves découvertes à ce jour sont estimées à 473 millions de barils de brut, et 700 milliards de mètres cubes de gaz naturel. La production cumulée de ces deux ressources pourrait générer plus de 40 milliards de dollars par an à partir de 2021. Outre son fort potentiel en hydrocarbures, le Sénégal s'impose également comme

« Après de récentes découvertes en Mauritanie, au Libéria, au Ghana et en Côte d'Ivoire, le Sénégal devient le 5<sup>e</sup> eldorado pétro-gazier d'Afrique de l'Ouest. »

## Les champs pétroliers du Sénégal (cf. carte ci-contre) :

- Saint-Louis offshore profond
- Cayar offshore profond
- Rufisque offshore profond
- Rufisque offshore
- Sangomar offshore profond
- Sangomar offshore
- Djiffere offshore
- Sénégal offshore Sud profond
- AGC profond
- Dôme flore

- Complexe gazier Grand-Tortue, entre la Mauritanie et le Sénégal.

puissance minière en devenir. Son sous-sol recèle des ressources naturelles d'une richesse inégalée. Le pays est en effet 3<sup>e</sup> producteur mondial de zircon. On trouve du titane à Djiffere, du phosphate à Matam, du cuivre dans la zone de Bakel, ainsi que des gisements d'ilménite et de rutile aux environs de Diogo.

Après de récentes découvertes en Mauritanie, au Libéria, au Ghana et en Côte d'Ivoire, le Sénégal devient le 5<sup>e</sup> eldorado pétro-gazier d'Afrique de l'Ouest. Reste à espérer, avec le Président Macky Sall, que « ces ressources feront l'objet d'une gestion rigoureuse et transparente, pour le bénéfice des générations actuelles et futures », afin de ne pas tomber dans le piège de la malédiction du pétrole. ■

# Côte d'Ivoire

## Les entreprises françaises retrouvent des couleurs

Par Clément Airault, à Paris.

La Côte d'Ivoire est l'un des principaux partenaires économiques de la France en Afrique de l'Ouest. Les entreprises hexagonales, qui y sont bien implantées, renforcent leur présence, grâce au soutien de l'État français.

« **L'**économie ivoirienne est l'une des plus fortes en Afrique. Nous voulons accompagner son dynamisme. » La phrase n'est pas d'Emmanuel Macron, mais de Manuel Valls, alors Premier ministre, lors de sa visite à Abidjan fin octobre 2016. Le 21 novembre 2017, l'actuel Président français réaffirmait que la Côte d'Ivoire était « un partenaire de tout premier plan pour la France ».

### Eldorado

Depuis la fin de la guerre civile, la Côte d'Ivoire a renoué avec la croissance, dont le taux était de 7,8 % en 2017 selon le FMI. Abidjan, sa capitale économique, est en ébullition : pas un coin de la ville qui ne soit en chantier. Ce sont autant de marchés à conquérir pour les entreprises françaises, historiquement très implantées sur le territoire, et qui contribuent pour moitié aux recettes fiscales du pays. L'Hexagone y est

le premier investisseur étranger (avec un stock d'IDE de 2,6 milliards d'euros fin 2015). Dans un reportage diffusé au journal télévisé en octobre 2015, France 2 présentait la Côte d'Ivoire comme un « *eldorado pour les entreprises françaises* ».

Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre ces dernières années afin de mieux les valoriser, à l'image du dispositif « Créative France » déployé à Abidjan en octobre 2016, ou du récent « Club Agro » qui rassemble les acteurs français des secteurs agricole et agroalimentaire. Car malgré leur implantation et leur dynamisme, plusieurs sociétés françaises ont essuyé des déconvenues à la suite d'appels d'offres sur des grands chantiers d'infrastructures, souvent conquis par des entreprises coréennes. À titre d'exemples, Hyundai a remporté en 2011 le marché d'extension de la centrale d'Azito, au détriment d'Alstom, et deux

### En savoir +

Le consortium coréen STAR, évincé de la construction du métro d'Abidjan, sera indemnisé à hauteur de 9,7 millions d'euros.

ans plus tard, Kepco a gagné le chantier d'extension de la centrale de Ciprel.

### L'État français à la rescousse

Avec le chantier de construction de la Ligne 1 du train aérien d'Abidjan (métro), les entreprises françaises avaient à cœur de prendre leur revanche... Il s'agit sans doute du projet actuel le plus ambitieux de Côte d'Ivoire. Long de plus de 37 km, il doit relier Anyama (dans le nord de la capitale économique) à l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny (dans la commune de Port-Bouët, au sud), et desservir une vingtaine de gares. Il transportera à terme 530 000 personnes par jour. Les travaux sont estimés à près de 984 milliards de francs CFA (1,5 milliard d'euros).

Après de multiples reports, les travaux du chantier vont finalement débuter dans les prochains mois. Le consortium français, mené par Bouygues (pour le

© AFP - ISSOUF SANOGO



génie civil), et réunissant Keolis (pour l'exploitation) et Alstom (pour le matériel roulant), a finalement gagné l'appel d'offres, au détriment de Sud-Coréens, chez qui la perte de ce contrat laisse un goût amer.

En effet, jusqu'au début de l'été 2017, il restait convenu que le consortium STAR, composé de Hyundai Rotem et Dongsan Engineering, soit chargé de la construction du premier tronçon de la Ligne 1 du train urbain. C'était avant qu'il ne soit éjecté du projet par les Français au début de l'automne 2017. Pourquoi Alstom, qui avait été écarté en 2015, l'a-t-il réintégré deux ans plus tard ? Le soutien du Président français a sans doute beaucoup pesé dans la balance.

Lors de sa rencontre avec Alassane Ouattara le 11 juin dernier à Paris, Emmanuel Macron aurait évoqué la possibilité d'un accompagnement financier du chantier, dans le cas

« **L'économie ivoirienne est l'une des plus fortes en Afrique. Nous voulons accompagner son dynamisme.** »

Manuel Valls, octobre 2016.

## Entreprises françaises en Côte d'Ivoire : aperçu du tissu économique

Selon Bercy, 90 % des investissements français sont orientés vers les branches suivantes :

- Finance (BNP Paribas, Société générale, Axa, Allianz France)
- Hydrocarbures (Total, Bouygues)
- Électricité et eau (ECP, Axa)
- BTP (Bouygues, Fayat, Vinci, Veolia)
- Industrie (Air Liquide)
- Agro-industrie (Castel, Cemoi, Michelin, Compagnie fruitière, Bel, Danone)
- Transports (notamment maritimes) (Bolloré, CMA CGM, EGIS, Air France)
- Distribution (Carrefour, CFAO, Super U)
- Télécommunications et audiovisuel (Orange, Bolloré)

où des entreprises françaises seraient choisies. Il a confirmé cette hypothèse le 29 novembre à Abidjan, précisant que l'Hexagone financerait en intégralité la construction du métro d'Abidjan, par le biais de prêts concessionnels de l'AFD, de la BPI et du Contrat de désendettement et de développement (C2D). « Avec 1,4 milliard d'euros, cette offre constitue l'effort le plus important que la France ait jamais réuni au démarrage d'un projet de transport urbain à l'étranger », s'enthousiasmait Emmanuel Macron lors de son discours.

Par cet acte historique, la France a prouvé à la Côte d'Ivoire qu'elle supportait sa stratégie de développement, et à ses propres entreprises qu'elle les soutenait. Rien ne dit cependant qu'elles soient associées au projet de Ligne 2, déjà élaboré, qui reliera Yopougon (ouest) à Bingerville (est) d'ici la fin de l'année 2022. ■



« Le développement des centrales solaires, bien qu'étant encore embryonnaire, suscite beaucoup d'espoir et présente un potentiel inestimable. »

© AFP - 2017 ANADOLU AGENCY

## Burkina Faso

### Un futur champion solaire ?

Par Adamou Petouonchi, à Yaoundé.

**Le Burkina Faso est en train de faire un bond en avant dans l'accès à l'énergie solaire, comme il en a fait un avec la démocratie. Une révolution destinée à remodeler le secteur de l'énergie en prenant l'option claire de la transition vers les énergies renouvelables.**

**D**ans un contexte de réforme globale du secteur, le gouvernement burkinabé affiche son ambition d'accroître l'efficacité énergétique du pays. Depuis quelque temps, le Burkina Faso, conduit par le Président Kaboré, ne cache plus l'intérêt qu'il porte à l'énergie solaire. Le pays s'est lancé dans un ambitieux programme photovoltaïque, inscrit dans le cadre du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020, et qui a pour objectifs de réduire la fracture énergétique du pays, accroître l'offre pour les populations à partir du solaire, et faire de l'accès à l'énergie un levier de développement économique et social.

#### Des projets ambitieux

Plusieurs projets sortent de terre. Le plus emblématique est sans conteste la centrale de Zagtouli, qui a coûté 30 millions d'euros. Elle fait partie des engagements pris par le Burkina Faso pendant la

conférence de Paris de 2015 sur le climat (COP21). Lors de cette rencontre, la délégation burkinabée avait précisé son objectif : développer le photovoltaïque, une énergie électrique produite par la capture du rayonnement solaire au moyen de panneaux ou cellules, pour que 30 % de la consommation électrique nationale soit tirée de l'énergie solaire à l'horizon 2025-2030. En sus de la centrale de Zagtouli, le PNDES 2016-2020, dont le financement a été bouclé en décembre 2016, prévoit, avec l'assistance technique et financière de la BAD et de l'AFD, la construction de cinq centrales solaires photovoltaïques d'une puissance cumulée de 80 mégawatts-crête (MwC, mesure de la puissance électrique dans des conditions optimales). Le développement des centrales solaires, bien qu'étant encore embryonnaire, suscite beaucoup d'espoir et présente un potentiel inestimable.

Pour comprendre l'engouement des autorités burkinabées pour ce virage énergétique, il faut mettre en avant les gains et le soulagement que le solaire apporte sur les terrains de la productivité et de la paix sociale. Or, l'énergie solaire peine encore à se développer en Afrique. Près de la moitié des pays subsahariens sont très en retard par rapport au reste du monde en matière d'accès aux énergies renouvelables. En février 2017, dans un rapport sur l'état de l'énergie en Afrique, la Banque mondiale annonçait que plus d'un demi-milliard de personnes étaient toujours privées d'électricité de qualité, soit les deux tiers de la population africaine. Au Burkina Faso, moins de 20 % de la population y a accès.

#### Le solaire et la réduction des déséquilibres socioéconomiques

L'électrification est un défi énorme au Burkina, qui est totalement dépendant de ses voisins en matière d'énergie. De plus, l'électricité thermique coûte très cher. La Société nationale d'électricité du Burkina Faso (Sonabel) facture le kWh autour de 135 francs CFA. Plus dommageable encore, le pays se trouve parfois contraint d'importer du pétrole pour alimenter ses centrales thermiques. Les données de l'AFD établissent entre 30 % et 40 % la proportion d'électricité importée de Côte d'Ivoire. Une situation critique qui aggrave le déficit commercial, sans réduire le déficit énergétique. Celui-ci occasionne des coupures intempestives d'électricité, surtout en période chaude. Avec l'énergie solaire, c'est un nouveau schéma qui se dessine. Un vent d'enthousiasme traverse aujourd'hui le « pays des hommes intègres ». La raison : il a inauguré fin novembre 2017 la centrale photovoltaïque

de Zagtouli, qui produira une énergie coûtant 35 francs CFA le kWh, soit presque quatre fois moins que l'énergie thermique !

#### La centrale de Zagtouli : un chantier inédit

130 000 panneaux installés sur une surface de 55 ha : c'est le chantier gigantesque de la centrale solaire de Zagtouli, que le Président Kaboré contribue à faire sortir de terre. D'une capacité de 33 MW – un potentiel de production équivalant à 5 % de l'électricité du pays –, elle est pour l'heure la plus grande centrale solaire d'Afrique de l'Ouest. L'édification de cette infrastructure (cofinancée par l'AFD) imaginée il y a sept ans a connu, avec l'arrivée des nouveaux visages en politique, un tournant décisif. En moins d'un an et avec des financements moins importants que prévus, les habitants de Zagtouli, à une vingtaine de kilomètres de Ouagadougou, la capitale, ont vu émerger les installations de la centrale. Avec une telle réalisation, le Burkina Faso entend prendre son destin énergétique en main.

Parvenir à l'autosuffisance est une volonté du Président Kaboré. Le pays compte donc désormais se tourner vers le photovoltaïque, cette énergie ayant l'avantage d'être inépuisable et disponible gratuitement en très grande quantité. L'équation à résoudre est d'apporter une réponse au déficit structurel de l'offre et de réduire, à terme, les coûts de production indispensables au développement. D'après le P<sup>r</sup> Alfa Oumar Dissa, Ministre de l'Énergie, une extension de 17 MW est prévue sur le site de Zagtouli, pour atteindre une production totale de 50 MW, et d'autres projets sont à l'étude, notamment deux centrales solaires, à Koudougou (20 MW) et à Kaya (10 MW). Preuve de l'engagement du gouvernement à poursuivre ses actions dans l'énergie solaire, le Ministre de l'Énergie a réuni le 2 janvier les entreprises attributaires des marchés dans ce domaine afin de faire le point sur les travaux et de mettre un coup d'accélérateur à leur exécution. ■



© AFP - 2017 ANADOLU AGENCY

#### En savoir +

Selon le P<sup>r</sup> Alfa Oumar Dissa, Ministre de l'Énergie, la loi votée en avril 2017 portant réglementation du secteur de l'énergie, qui autorise l'investissement privé, permettra d'améliorer la couverture du pays en énergie et de réduire la fracture énergétique entre les villes et les campagnes.

## Feuille de route

### P. 77 ADHÉSION

Le Sénégal, le Maroc et la Cedeao  
Je t'aime, moi non plus ?

### P. 80 GÉOSTRATÉGIE

Intégration – L'économie du  
Maghreb passe par la Cedeao

### P. 82 COOPÉRATION

Côte d'Ivoire - Ghana : vers de  
nouveaux accords pétroliers



## 76. Les voies du développement

Le développement de l'Afrique de l'Ouest ne se fera pas si chaque pays s'active seul dans son coin. Macky Sall l'a bien compris, qui associe le Maroc à nombre de ses projets structurants. De son côté, Rabat a désormais pour la Cedeao les yeux de Chimène et peaufine son entrée dans cet espace économique de première importance. La convergence des États est un des leviers de l'émergence.

## ► Adhésion

# Le Sénégal, le Maroc et la Cedeao

## Je t'aime, moi non plus ?

Par Dimitri Friedman, à Dakar.

Le Maroc frappe à la porte de la Cedeao. En dépit des réticences de certains milieux d'affaires d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal, membre influent de la communauté, pousse à la roue pour le bien commun et pour booster le Plan Sénégal émergent.

D'abord un rêve d'avenir radieux. Avec un PIB de 628 milliards de dollars, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), dans l'hypothèse de l'adhésion future du Maroc comme 16<sup>e</sup> membre, verrait sa population passer à 384 millions et se situerait à un rang économique juste devant la Turquie et derrière l'Indonésie. Mais la décision de valider la candidature du Maroc a été reportée à la tenue d'un sommet extraordinaire au début de cette année. Pourquoi ce report alors que l'adhésion était actée ?

En juin 2017 à Monrovia, les 15 chefs d'État ont donné leur accord de principe à l'agrandissement de cet espace qui irait du Nigéria au Maroc. Avec ce dernier, son PIB avoisinerait les 745 milliards de dollars. Ce qui ferait de la Communauté la



17<sup>e</sup> plus importante économie au monde. Dans cet ensemble, le Maroc atteindrait la 2<sup>e</sup> place (plus de 100 milliards de dollars), derrière le Nigéria (481 milliards en 2015), le Sénégal fermant le classement du top 5.

Or la Cedeao, dont le Sénégal est un membre influent, a décidé de reporter l'adhésion. Si quelques éléments sont venus perturber ce schéma idyllique, on est cependant loin des pures querelles

**UNE SEULE ET MÊME VOIX ?**  
Les chefs d'État de la Cedeao réunis au sommet d'Abuja en décembre 2017.

de préséances... D'abord, une étude d'impact, qui doit être présentée aux 15 chefs d'État, vient d'être lancée, ce qui montre l'inquiétude qu'engendre la venue d'un 16<sup>e</sup> membre des plus dynamiques. Une précédente étude a déjà été produite et communiquée en 2017, sans en-tête ni relecture, ce qu'il faut traduire par « bâclée ». Ce *draft* quasi furtif, copie à reprendre, pointe néanmoins du doigt les effets négatifs « existentiels » de l'adhésion marocaine.

Même si aucun État membre ne s'oppose officiellement à cette venue, à la lecture de ce rapport, des réticences se font jour. Le Nigéria ne voit pas la puissance marocaine d'un bon œil en ce qu'elle pourrait lui faire de l'ombre et concurrencer son rôle de première économie de la Cedeao. Dans la communauté d'affaires au Sénégal, mais aussi

## Adhésion



© AFP - SEYLOU

au Ghana et en Côte d'Ivoire, on redoute l'arrivée sur le marché de produits marocains compétitifs et plus élaborés. Quelques arrière-pensées politiques hantent également les têtes pensantes, comme la peur d'importer les différends à propos du Sahara occidental.

Autres dossiers qui semblent revenir sur la table : l'intégration, la libre circulation des personnes, les flux migratoires ou la monnaie unique. Ainsi, au Nigéria, le patron des patrons Frank Jacobs déclarait-il en décembre

## En savoir +

L'Observatoire pour l'émergence en Afrique (Obema), *think tank* africain, vient de rendre publique la 1<sup>re</sup> édition de son « Index de l'émergence en Afrique » ; le Sénégal s'y classe 15<sup>e</sup> sur 54 pays.

2017, en marge du sommet d'Abuja : « *L'adhésion du Maroc à la Cedeao va nuire au secteur manufacturier, dissiper nos avancées industrielles, aggraver le chômage et la pauvreté au Nigéria.* » Ambiance... Et de préciser : « *Le Maroc est membre de l'Union pour la Méditerranée, qui regroupe 28 pays de l'Union européenne. Accorder à ce même pays l'adhésion à la Cedeao permet à 28 pays de l'Union européenne d'accéder librement au marché régional, inondant ainsi le marché de produits européens.* »

## Et le Sénégal dans tout ça ?

Bref, entre étude furtive et étude à venir, l'adhésion marque le pas. Si les milieux d'affaires sénégalais partagent les inquiétudes de leurs homologues nigériens, les autorités gouvernementales, de leur côté, affichent une sérénité et une cordialité à toute épreuve. Exemple ? Le 19 janvier 2018, le Ministre marocain de la Coopération internationale Nasser Bourita et son alter-ego sénégalais Sidiki Kaba, en visite à Rabat, ont réitéré la volonté des deux pays de renforcer leur partenariat stratégique, notamment dans les domaines politique et économique.

En ce qui concerne le maintien de la paix, dans lequel Rabat et Dakar sont fortement impliqués, le Président Macky Sall a fait part, lors de la cérémonie d'ouverture à Diamniadio du 1<sup>er</sup> Sommet africain sur la paix et la sécurité, initié par la Fédération pour la paix universelle (FPU), de sa grande proximité sur ces sujets avec le Maroc. La délégation qui représentait le Royaume chérifien à ce sommet était composée de plusieurs conseillers de haut rang, parmi lesquels Ahmed Touzi, secrétaire de la chambre des conseillers, Abdelilah Hifdi, président du groupe parlementaire de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), et Larbi Laraichi, président de la Commission de l'agriculture et des secteurs productifs... La présence de représentants de l'économie marocaine dans un sommet consacré à la paix et à la sécurité éclaire sur les intentions de coopération économique entre les deux pays. Abdelilah Hifdi a d'ailleurs souligné les thèmes communs, comme le développement

inclusif, la sécurité alimentaire, et la singularité des relations qui lient le Royaume et le pays de la Teranga.

À juste titre. Depuis un an, les exemples de coopération économique abondent, et le Maroc a sa part dans les projets structurants initiés par le Président Macky Sall. On peut citer entre autres les travaux du nouveau quai de pêche de Soumbédioune à Dakar, qui devrait être prêt cette année. Financé par la Fondation Mohammed VI pour le développement durable, il est évalué à 20 millions de dirhams. Le site, dans le quartier populaire de Médina, abrite plus de 300 pirogues et 1 500 patrons de pêche y travaillent...

Cette coopération est allée crescendo : 13 accords bilatéraux avaient été signés lors de la visite du Roi du Maroc au Sénégal en novembre 2016, dont six orientés vers des programmes de développement humain. Outre le site nommé plus haut, ces accords concernent le renforcement du partenariat économique et l'émergence d'acteurs économiques régionaux, l'assistance administrative douanière, la coopération d'administration territoriale, l'artisanat et l'économie solidaire, la coopération industrielle et numérique, la logistique et le transport, la filière laitière et animale, le tourisme, l'assainissement, l'eau, l'électricité et la formation professionnelle.

## Partie remise ?

Faut-il en déduire que les jeux sont faits ? Le Maroc serait-il, à l'instar de la Turquie qui frappe à la porte de l'UE, un éternel candidat ? Oui et non... Le Président du Conseil national du patronat

du Sénégal (CNP) Baïdy Agne a déclaré lors de l'ouverture de l'édition 2018 des assises de l'entreprise de la confédération : « *Notre marché est déjà ouvert aux investissements marocains avec tous les avantages.* » Selon lui, le Maroc est donc déjà chez lui au Sénégal et dans les pays de la Cedeao, notamment dans les secteurs bancaire, de l'assurance et des BTP. Ce genre de propos semble confirmer que, comme d'habitude, l'économie précède largement la politique qui ne fait qu'acter la réalité installée. Mais à tout prendre, cela peut aussi être interprété comme le fait qu'il n'est nul besoin d'adhésion puisque l'ouverture est déjà d'actualité.

Un bémol cependant : le patron des patrons sénégalais a ajouté qu'il est temps de faire jouer dans la négociation la réciprocité entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union du Maghreb arabe (UMA) sur les questions concernant les mécanismes de protection implicite et les barrières tarifaires. « *L'entreprise partage notre très grande fraternité avec le Maghreb, mais les préalables sont là... Et ils sont nombreux, notamment la réalisation d'études d'impact approfondies sur le secteur productif, l'emploi et les recettes douanières.* »

Du côté des autorités politiques et gouvernementales on continue d'alimenter le feuilleton du qui est pour, qui est contre, et qui est neutre. Ainsi, Jean Antoine Diouf, directeur de l'Intégration régionale au sein du ministère sénégalais de l'Intégration régionale, du Nepad et de la Promotion de la bonne gouvernance, déclarait lors des mêmes assises sur le thème « Ouverture de la Cedeao – Défis et rôles

« **Le Président Macky Sall a fait part, lors de la cérémonie d'ouverture du 1<sup>er</sup> Sommet africain sur la paix et la sécurité, de sa grande proximité sur ces sujets avec le Maroc.** »

des organisations patronales en Afrique de l'Ouest » : « *[L'adhésion du Maroc est de nature à] relever le niveau d'influence de notre groupement à l'échelle internationale, tant dans les domaines politique que diplomatique et économique.* » Et de rappeler que le Royaume est premier investisseur étranger dans la région...

On le voit, l'intégration du Maroc dans la Cedeao alimente quelques peurs – cheval de Troie de l'UE, ou de l'UMA –, des attermoissements, et beaucoup d'espérances. ■

## Chantiers : le big one du Président Macky Sall



© AFP - LUDOVIC MARIN

Le plus emblématique chantier du Président Macky Sall est certainement le Train express régional (TER). Le Chef de l'État l'a lui-même qualifié de « *plus grand projet du Sénégal indépendant* », lors de son lancement en décembre 2016. Il a reçu l'aval du FMI. Le TER vise à relier d'ici fin 2019 Dakar au nouvel Aéroport international Blaise-Diagne (AIBD), et ainsi désengorger la capitale. Avec un trajet de trois quarts d'heure, sur 57 km et desservant 14 gares intermédiaires, dont Rufisque et Diamniadio, il est le *big one*, et certainement la vitrine du Sénégal émergent. Les travaux initiés fin 2016 sont réalisés par les groupes français Engie et Thales, et par un consortium associant Eiffage à des entreprises turques. Selon le Ministre en charge du Développement du réseau ferroviaire, Abdou Ndéné Sall, le projet coûte 568 milliards de francs CFA. Il a été financé grâce à des contributions de la BAD (120 milliards), de la BID (197 milliards) et de l'AFD (plus de 200 milliards).

# Intégration

## L'économie du Maghreb passe par la Cedeao

Par Oumar Baldé, à Casablanca.

Face à la léthargie de l'Union du Maghreb arabe (UMA), trois pays nord-africains se tournent désormais vers la Cedeao, l'une des communautés économiques régionales les plus intégrées du continent. Avec des approches différentes, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie font désormais de l'Afrique de l'Ouest un de leurs relais de croissance stratégiques.



© SHUTTERSTOCK - ANDOCEAN

### Le Cedeao, une alternative à l'UMA ?

En frappant aux portes de la Cedeao, les pays du Maghreb convoitent donc un marché aux perspectives de croissance prometteuses, d'autant plus que l'UMA – la Communauté économique régionale (CER) de l'Afrique du Nord – est en panne depuis des décennies. C'est ce qu'a explicitement affirmé le Roi du Maroc pour justifier la décision du Royaume de vouloir prendre sa carte de membre de l'organisation communautaire. « Aujourd'hui, nous constatons avec regret que l'UMA est la région la moins intégrée du continent africain, sinon de toute la planète : alors que le commerce intra-régional s'élève à 10 % entre les pays de la Cedeao, et à 19 % entre les pays de la SADC, il stagne à moins de 3 % entre les pays du Maghreb », a déclaré Mohammed VI dans un de ses messages à la nation en 2017.

Un choix rationnel au regard de la volonté d'expansion économique africaine du Maroc (que la Tunisie tend depuis peu à imiter), et surtout de la position géostratégique de ces nations dans le commerce mondial. « Les pays du Maghreb se situent dans une centralité géographique et économique entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient », note le consultant mauritanien en intégration régionale Abdoul Kane, pour qui ce positionnement constitue « un atout stratégique qui peut faire de la région un espace de convergence et de relais d'opportunités de commerce et d'investissement ».

Certains voient dans l'ambition des pays maghrébins de s'arrimer à la Cedeao un choix par défaut,

d'autant plus que l'Europe, principal partenaire commercial du Maroc et de la Tunisie, connaît ces derniers temps une croissance assez molle. La surprenante décision de Rabat d'intégrer l'organisation ouest-africaine est d'ailleurs sévèrement remise en question par le fait qu'elle contrevient aux dispositions de la révision du Traité de création de la Cedeao, le Maroc ne faisant pas partie de l'Afrique occidentale.

Un argument que rejette le chef de la diplomatie marocaine, Nasser Bourita, soutenu par le président sortant de la Commission de la Cedeao, Marcel De Souza. Lors de sa dernière visite au Maroc, durant l'été 2017, ce dernier a mis en avant « l'exception de non-étanchéité des frontières des communautés ». En somme, les cinq CER définies par l'UA dans sa charte ne seraient pas des « blocs étanches », donc lorsqu'un pays fait part de sa volonté d'avoir une coopération poussée avec une CER, « cela ne peut que renforcer et améliorer les relations en matière commerciale, dans la droite ligne de l'instauration de la zone de libre-échange continentale ».

### Opportunités et réticences

La demande des trois pays maghrébins est sur la table de la Cedeao depuis le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'organisation du 4 juin 2017, qui s'est tenu à Monrovia, au Libéria. À cette occasion, les leaders ouest-africains ont donné leur accord de principe à la Tunisie et au Maroc, et la Mauritanie a été invitée à reformuler sa demande – même si un accord de principe a par la suite été signé. La décision finale devait être connue lors du dernier Sommet à Abuja le 16 décembre dernier, mais, par pragmatisme et afin de mieux tenir compte des inquiétudes qui ont émergé, notamment au sein des opérateurs économiques, la Cedeao a décidé de prendre le temps de bien préparer sa réponse et reporté sa décision finale à 2018. Un comité de cinq États a été mis en place pour examiner les implications des demandes formulées par les pays maghrébins. Mais du côté du secteur privé ouest-africain, on ne se retient pas d'exprimer des inquiétudes face à l'arrivée de nouveaux membres. Pour la Fédération des organisations patronales de l'Afrique de l'Ouest (Fopao), si cette adhésion peut certes être « une source d'opportunités », elle peut aussi « constituer un frein pour le développement du secteur privé ouest-africain ». L'étude d'impact menée sur la question recense les opportunités,

mais également les menaces que pourrait apporter l'adhésion marocaine.

« Du point de vue économique, cette adhésion apporterait les avantages potentiels d'un marché régional structuré dans lequel les producteurs maghrébins pourraient se lancer dans une compétition à armes égales, si ce n'est avec plus d'avantages comparatifs, tout au moins pour certains segments de l'industrie manufacturière, notamment l'agroalimentaire, les textiles et l'habillement, la pharmacie ou les matériels électriques », pronostique Abdoul Kane. Or, le développement des exportations engendre celui des investissements, et par conséquent la croissance de l'économie. De quoi s'attendre à un processus d'intégration graduelle, le temps que la zone de la Cedeao soit mieux structurée et mieux préparée à la concurrence. C'est un défi pour la sous-région, qui pourra d'ici quelques années se hisser dans le top 20 de l'économie mondiale. ■

« Les pays du Maghreb se situent dans une centralité géographique et économique entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. »

## Jean-Claude Kassi Brou aux manettes de la Cedeao



Depuis le 1<sup>er</sup> mars, l'ivoirien Jean-Claude Brou est à la tête de la présidence de la Commission de la Cedeao, conformément à la décision prise par les chefs d'État de l'organisation lors de leur 52<sup>e</sup> session ordinaire du 16 décembre dernier à Abuja. L'actuel Ministre ivoirien de l'Industrie et des Mines succède ainsi au béninois Marcel De Souza.

Le nouveau président a la lourde tâche de relever les défis qui s'accumulent à la Cedeao, notamment l'adhésion

de nouveaux membres, la révision des textes et des institutions de l'organisation, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la politique de convergence économique et monétaire, avec, en ligne de mire, la monnaie unique à l'horizon 2020. Parallèlement, il devra maintenir le leadership de la Cedeao en matière de médiation et de résolution des crises politiques et sécuritaires qui affectent plusieurs pays de la sous-région.

### En savoir +

**2017** : Le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie frappent aux portes de la Cedeao, en raison de la paralysie de l'UMA.  
**2018** : La Cedeao devrait apporter sa réponse lors de son prochain sommet durant l'été 2018 à Lomé.

L'année 2017 a été marquée par un fait inédit : tour à tour, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie ont fait part de leur volonté d'adhérer à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Le Maroc, membre observateur de l'organisation depuis 2005, fort de ses relations historiques et de la présence importante de ses entreprises – particulièrement au sein des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Ueoma) –, veut accéder au statut de pays membre à part entière. La Tunisie souhaite de son côté devenir membre observateur « pour commencer ». Quant à la Mauritanie, elle compte négocier un accord d'association avec la Cedeao, dont elle a été un membre fondateur en 1975, avant de claquer la porte en 2000. Des approches différentes, donc, mais qui témoignent d'un intérêt manifeste de ces pays pour le dynamisme dont fait preuve le marché de l'organisation, grâce notamment aux progrès enregistrés par le processus d'intégration mis en place par les États membres depuis sa création.

## Coopération



© SHUTTERSTOCK - LUKASZ

# Côte d'Ivoire - Ghana

## Vers de nouveaux accords pétroliers

Par Pius Moulolo, à Yaoundé.

**Le différend transfrontalier du Ghana et de la Côte d'Ivoire a pendant longtemps envenimé les relations entre les deux géants ouest-africains. Quelques mois après le verdict du Tribunal international du droit de la mer (TIDM) de Hambourg, l'heure est à la coopération économique.**

**R**etour sur un feuilleton judiciaire aux fortes odeurs de pétrole. En 2007, la compagnie britannique Tullow Oil découvre « Jubilee », un méga-gisement pétrolier de près d'un milliard de barils au large des côtes ghanéennes. Deux ans plus tard, la société annonce d'autres

découvertes significatives à Tweneboa, Enyanra et Ntomme (TEN), près de la frontière ivoirienne. La nouvelle aiguise très vite les appétits du grand voisin qui ne manque pas de réclamer sa part du gâteau. Ainsi commence un long contentieux territorial au sujet de la délimitation de la frontière maritime commune.

**APAISEMENT**  
Le litige pétrolier entre les deux pays appartient désormais au passé

Les réserves prouvées de la zone objet de la discorde sont considérées comme les plus importantes de toute la sous-région, étant comprises entre 3 et 4 milliards de barils de brut. Les négociations entamées sous l'égide de l'ancien Président ghanéen, John Atta Mills, puis continuées sous son successeur, John

Dramani Mahama, ont pris un sérieux coup avec l'éclatement de la crise ivoirienne en 2011. Toutes les tentatives de création d'une Zone de développement conjoint (ZDC) ont échoué. Les négociations ont piétiné jusqu'à ce que le dossier atterrisse, le 3 décembre 2014, sur la table du TIDM pour arbitrage.

### En bon perdant...

Le 25 avril 2015, la Côte d'Ivoire réussit à obtenir de la Chambre spéciale du Tribunal de Hambourg une ordonnance prescrivant des mesures conservatoires sur toute opération d'exploration pétrolière dans la zone litigieuse. La décision est catastrophique pour Tullow Oil qui a obtenu du Ghana le permis d'exploiter les champs TEN depuis le 29 mai 2013. Le cours des actions de la junior londonienne vont immédiatement dégringoler en bourse. Il faudra attendre le 23 septembre 2017 pour que le TIDM rende un verdict sans appel : le Ghana n'a pas violé les droits souverains de la Côte d'Ivoire, selon le principe de l'équidistance des frontières maritimes entre les deux pays. Un « ouf » de soulagement pour le Ghana, qui a toujours caressé le rêve d'un grand boom pétrolier.

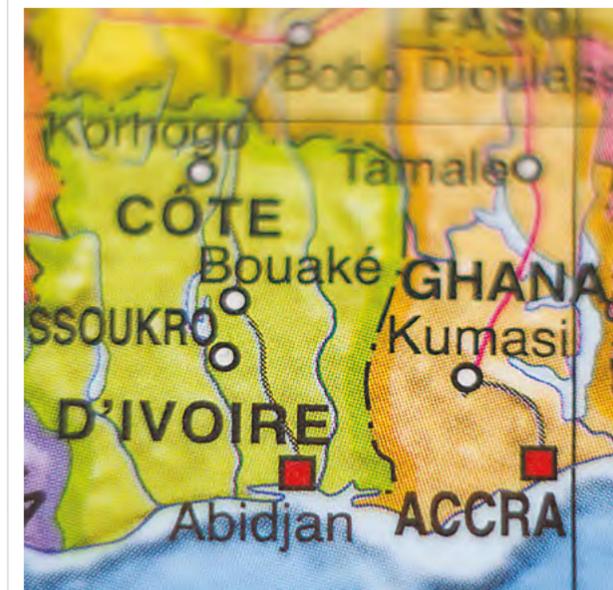
Le 18 janvier 2018, ExxonMobil signe une convention d'exploration sur le bloc en eaux profondes Cape Three Points, à 92 km au large des côtes ghanéennes. Tullow Oil, qui exploite plusieurs permis dans le bloc en eaux profondes Tano, peut également poursuivre ses activités après le coup subi en 2015. « Désormais, nous allons forer 13 nouveaux puits à TEN, en plus des 11 déjà en exploitation, et nous allons porter en deux ans

**« En mai 2017, les deux pays ont décidé de la signature d'un Accord de partenariat stratégique (APS) dans les domaines du cacao, des mines, de l'énergie, du commerce, de la sécurité et la défense. »**

### En savoir +

L'édition 2018 de l'Africa Oil Week se tiendra du 5 au 9 novembre au Cap, en Afrique du Sud. L'évènement rassemble les acteurs majeurs de l'industrie pétrolière et gazière de la planète.

la capacité de production du gisement de 50 000 barils/jour en fin 2017 à plus de 80 000 b/j », confiait son patron Tim O'Hanlon à l'issue de cette sentence. C'est cependant une grande déception pour la Côte d'Ivoire, qui a eu les yeux un peu plus gros que le ventre. L'éléphant ivoirien souhaitait en effet porter sa production de 45 000 b/j à plus de 200 000 b/j en 2020. Fait surprenant, le verdict du TIDM a contribué à renforcer les liens entre Accra et Yamoussoukro. La Côte d'Ivoire, qui a accueilli la nouvelle avec la plus grande sérénité, s'est notamment engagée à respecter le verdict de la Cour, privilégiant les relations de coopération et d'amitié qui l'unissent à son grand voisin.



© SHUTTERSTOCK - SUPRIAN VITAY

### Ensemble pour le développement

Lors de la visite de travail et d'amitié effectuée par le Président ghanéen Nana Akufo-Addo à Abidjan du 5 au 7 mai 2017, lui et son homologue ivoirien ont souligné la nécessité de rendre plus dynamiques leurs relations économiques bilatérales. Les pays frères ont notamment décidé de la signature d'un Accord de partenariat stratégique (APS) dans les domaines du cacao, des mines, de l'énergie, du commerce, de la sécurité et la défense. Ce fut fait le 13 avril 2017 entre le Conseil café-cacao ivoirien et le Ghana Cocoa Board. Les deux pays représentent à eux seuls 60 % de la production mondiale de cacao. Ils ont de ce fait décidé de mutualiser leurs efforts en vue de faire face à la chute drastique des prix sur le marché international.

Le 16 octobre 2017, Alassane Dramane Ouattara s'est à son tour rendu à Accra, un mois après le verdict de la Cour. Nana Akufo-Addo a profité de l'occasion pour saluer le sens politique de son homologue, qui a permis de « surmonter ce moment délicat et de l'utiliser comme base pour forger des relations encore plus fortes ». En signe de réconciliation, les autorités ivoiriennes ont procédé le 22 décembre à l'inauguration du pont Bettié, afin de favoriser les échanges socioéconomiques et commerciaux entre les deux pays. Quatre contrats de partage de production sont actuellement en cours avec Tullow Oil sur les blocs CI-518, CI-519, CI-301 et CI-302 côté ivoirien. L'avenir s'annonce désormais rose pour le Ghana et la Côte d'Ivoire, au vu du grand nombre de découvertes pétrolières effectuées de part et d'autre de leurs frontières. ■

## Culture & lifestyle

**P. 85 RÉSURRECTION**  
Saint-Louis du Sénégal  
sauvée des eaux ?

**P. 88 DIPLOMATIE**  
Olivier Poivre d'Arvor  
Les mille et une vies  
d'un ambassadeur atypique

**P. 90 SPORT**  
Football – Comment le  
Sénégal s'est offert une équipe  
de classe mondiale !

**P. 94 CINÉMA**  
Entretien avec Rokhaya Niang  
Actrice et comédienne  
sénégalaise

**P. 97 BILLET D'HUMEUR**  
« *Shithole countries* »



## 84. Patrimoine irremplaçable

Où l'on réalise, une fois de plus, que la France fait partie des gènes du Sénégal. La preuve par la visite du Président Macron, par Saint-Louis ou Gorée, ou encore par les liens footballistiques entre les deux pays.

## ► Résurrection

# Saint-Louis du Sénégal

## sauvée des eaux ?

Lors de son voyage au Sénégal, symbolique et chargé d'émotion, le 2 février 2018 (cf. article page 44), Emmanuel Macron s'est rendu en compagnie de Macky Sall dans la ville historique de Saint-Louis. Pour la bonne cause.

Par Dimitri Friedman, à Dakar.

**L**e samedi 3 février, à juger l'accueil enthousiaste qu'il a reçu à Saint-Louis du Sénégal, le Président de la République française a certainement conclu que le miracle de la fraternité entre anciens colonialistes et anciens colonisés existait bel et bien. Et que la page douloureuse d'une histoire vieille de plusieurs siècles, avec ses zones d'ombre et son métissage heureux, était désormais tournée. Mais une autre page tout aussi dangereuse se dévoile à Saint-Louis, qui menace, dans la ville, corps et âmes.

### Des passerelles séculaires

Il se pourrait que le miracle sénégalais – celui de l'émergence – soit aussi à l'œuvre sur le pont Faidherbe à Saint-Louis. D'abord parce que le fleuve Sénégal qui coule en dessous mêle ses eaux limoneuses à l'océan tout proche,



comme l'Afrique mêle ses enfants, avec lenteur parfois mais toujours avec majesté. Ensuite parce que des deux rives de Saint-Louis, l'île et le continent, le passé colonial et le futur frénétique se tendent la main dans ce décor Art déco et XVIII<sup>e</sup> siècle où s'apostrophent les façades surannées et les accents de la modernité. Sur ce pont, au petit matin ou en fin d'après-midi, les Maures sénégalais, descendants et fruits

**LE PONT FAIDHERBE**  
Il se pourrait que le miracle sénégalais - celui de l'émergence - soit aussi à l'œuvre sur le pont Faidherbe à Saint-Louis.

des razzias du désert mauritanien à quelques encablures de là, croisent les Toucouleurs, les Wolofs, les Mandingues, et des filles de toute beauté, au pas si lent, au port de tête si droit qu'elles évoquent par leur simple démarche les « signares » – le terme vient du portugais *senhoras*, « dames » –, ces concubines africaines de colons français de l'Ancien Régime qui donnèrent naissance à des dynasties de femmes de pouvoir. Oui, il se pourrait que dans la lumière de l'aube, le miracle sénégalais de la coexistence s'éveille au monde de la modernité, sur les 500 m que compte le pont Faidherbe, dans une ville qui pouvait revendiquer le titre de capitale du Sénégal et de la Mauritanie, et même de l'Afrique française, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Des générations sont passées sur ce pont depuis sa construction >>>

## Résurrection



en 1897, mais ont gardé de leurs origines, dialectes et costumes. Les Maures sont bergers, pirogiers sur le fleuve Sénégal, transporteurs ou parfois commerçants. Ils vendent et égorgent des troupeaux entiers de chèvres pour l'Aïd, ignorent les frontières, mais ont choisi comme patrie le Sénégal. Saint-Louis est riche de toutes ses ethnies : Toucouleurs ou Peuls, bergers originaires du Fouta, Bambaras du Burkina Faso venus à l'époque coloniale, anciens tirailleurs de l'armée française, Wolofs agriculteurs, pêcheurs et commerçants, qui forment l'ossature d'origine de la population, Français, Mandingues... « Il n'y a jamais eu d'esclavage au sens où on en voit les traces dans l'île de Gorée, avec traite vers les Amériques. C'était plutôt un passé colonial au sens classique du terme, avec séparation des communautés, mais pas un gap total. Comme le pont Faidherbe, il y avait des passerelles entre Blancs et Noirs. » Dixit un professeur de français originaire de la ville. Des passerelles. Heureux euphémisme dans la bouche de ce spécialiste des philosophes des Lumières, qui désigne ces ponts entre colons blancs et Africaines qui prirent la forme de relations sexuelles, puis de relations de

### En savoir +

Sur l'histoire de la ville : [www.saintlouisdusenegal.com/histoire-de-saint-louis-du-senegal/](http://www.saintlouisdusenegal.com/histoire-de-saint-louis-du-senegal/)  
Sur le Programme de gestion du littoral ouest-africain par la Banque mondiale : [www.banquemondiale.org/fr/programs/west-africa-coastal-areas-management-program](http://www.banquemondiale.org/fr/programs/west-africa-coastal-areas-management-program)

pouvoir dans la société assujettie. « L'alliance avec les Français les caressait dans le sens du poil en privé, mais les maintenait à distance en public. Pour parer à la révolution qui habite chaque homme, il fallait donner le pouvoir domestique aux femmes. Celles-ci s'en saisirent pour régner en société », résume-t-il.

### Une ville vouée à la beauté du métissage

On pourrait parler de métissages si le mot n'était galvaudé, et ne recouvrait que pauvrement la réalité. Cas de figure le plus classique : « Ces femmes Wolofs étaient choisies par les coloniaux français pour leur grande beauté. Elles s'installaient chez le maître de maison, directeur d'un comptoir ou autre, car sa femme légitime, française, s'en était retournée en France à cause du climat. Elles pouvaient parfois être cuisinières ou intendantes. Souvent, en venant dans l'île de Saint-Louis, ces femmes s'affranchissaient. Et ce avant l'abolition de l'esclavage. » Beautés sauvages, objets de fantasmes, qui à leur tour prenaient de l'ascendant sur leurs maîtres blancs, tout en rejetant la domination masculine de leurs frères africains. « La solitude aidant, plus le soleil d'Afrique qui chauffe les méninges et les

cervelles, les maîtres blancs finissaient par préférer ces femmes à leur épouse en robe à volants, mains gantées jusqu'en haut du bras, agitant un éventail. Le même soleil leur fit entrevoir que la beauté était noire », ajoute-t-il.

Serait-ce un phénomène exotique commun à toutes les villes coloniales, de La Havane à Carthagène en passant par la Nouvelle-Orléans ? La ville porte encore la marque de ses habits de métropole française, jusque dans ses pierres, avec ses façades baroques et ses balcons en dentelle. Il suffit de se promener le soir, dans ces rues qui se coupent à angles droits, pour entrevoir les fantômes de ces femmes du passé. L'abbé Boilat, au XIX<sup>e</sup> siècle, nous a laissé dans ses *Esquisses sénégalaises* quelques portraits de ces signares en costume, nez droit et regard brillant.

Ces « mariages mixtes » suggèrent d'autres rapports que ceux de la spoliation, de la brutalité et du massacre. Blaise Estoupan de Saint-Jean, gouverneur, à Saint-Louis en 1740, commandant de Gorée de 1747 à 1758, tomba amoureux de la signare Marie-Thérèse Rossignol qui lui donna un fils, Jean-François de Saint-Jean, lequel construisit une maison sur l'île, l'actuel Théâtre de plein-air de Gorée ; ce fut le début d'une dynastie. D'autres commis de l'État lui emboîtèrent le pas, cherchant dans ces femmes africaines, dont la beauté inspira dans les années 1960 à Léopold Sédar Senghor quelques-uns de ses plus beaux poèmes, un réconfort à l'éloignement du pays. La France y gagna des enfants et un nouveau modèle de femmes de pouvoir. Il y eut Porquet de Longchamp, qui eut une fille, une signare du nom de Charlotte Porquet ; puis Charles Roussin, et sa fille Anne ; Aussenac, gouverneur de Galam (1756), qui avec

Caty Louet, la signare la plus riche de Gorée, eut deux filles. Vinrent ensuite des filles de médecins, de botanistes, de capitaines, d'aventuriers, de commerçants... Anne Pépin sera la signare du chevalier de Boufflers (gouverneur de Saint-Louis et de Gorée). Les propriétaires des belles maisons de Saint-Louis et de Gorée qui s'enrichirent le plus vite furent les signares, « superbes gueuses qui passent des journées entières couchées sur des nattes », dira d'elles, avec une condescendance non dénuée d'admiration, le commandant Jacques Doumet de Siblas. Ainsi, les femmes issues de pères français et de mères africaines faisaient-elles la loi « d'une manière baudelairienne avant la lettre », ajoute notre professeur de français.

Faidherbe, gouverneur de la ville (et qui laissa son nom à une place et au pont), eut aussi un fils (Louis Léon César) avec l'une d'entre elles. Le foncier, l'immobilier, c'était elles. La tenue de la maison, les esclaves de case et serviteurs, c'était elles. Les jeux amoureux, c'était encore elles. Leur pouvoir perdurait au-delà du départ de leur « mari » blanc quand celui-ci s'en retournait en France. Leur richesse aussi.

### Un avenir lourd de menaces

Comme partout sur la côte africaine, l'avenir de Saint-Louis risque de s'écrire sous les eaux. Comme au Bénin, ou à Pointe-Noire au Congo-Brazzaville. Souvent sous l'action conjuguée du réchauffement climatique et de l'activité de l'homme par l'élargissement des zones portuaires. L'un des joyaux du patrimoine écologique de Saint-Louis, la Langue de Barbarie, bande de terre, île coincée entre le fleuve Sénégal et l'océan, est en train de fondre comme neige au soleil. Les quartiers de pêcheurs

situés au bout de cette terre sont en sursis et risquent bien de disparaître dans le siècle à venir. D'après l'Unesco, 20 % des constructions sont menacées de ruine et plus de 30 % nécessitent de grosses réparations... Des maisons, des écoles et des hôtels se sont déjà écroulés et les habitants sont à la recherche de lieux plus cléments, de l'autre côté du pont ou à Dakar.

La ville, qui fut la capitale de l'aéropostale de Jean Mermoz au début des années 1930, a été classée en 2000 au patrimoine de l'Unesco. Mais elle attend toujours sa réfection. Saint-Louis et son cimetière des sables – cimetière marin sur la Langue de Barbarie, reflet de la société sénégalaise où le pêcheur parti sur les mers célestes côtoie le ministre ou le maire, sans ostentation – a donc accueilli le Président Macron comme un sauveur. Et pour cause.

### La France vient en aide à la ville

Entre deux eaux, la ville tanguait. L'autre menace vient du fleuve Sénégal. Après des pluies torrentielles en 2003, les autorités ont aménagé un canal d'évacuation

« La ville porte encore la marque de ses habits de métropole française, jusque dans ses pierres, avec ses façades baroques et ses balcons en dentelle. »

dans la Langue de Barbarie ; 15 ans plus tard, ce qui n'était qu'un chenal atteint une vingtaine de kilomètres, avec des conséquences incalculables : disparition de plusieurs villages, modification de l'écosystème par la salinisation des eaux du fleuve et diminution des sites de nidification des oiseaux migrateurs. Deux cents familles (2 000 personnes) de Saint-Louis ont dû déménager. À court terme, 10 000 devront partir, selon la Banque mondiale. Et ce n'est pas tout : la ville elle-même est désormais en tête d'estuaire et inondable... Le Président français a annoncé une aide de l'AFD de 15 millions d'euros pour lutter contre l'érosion côtière, qui menace la ville, et construire en 2018 – chantier confié à Eiffage – une digue de rochers le long de la partie sud de la Langue de Barbarie. La Banque mondiale, présente aux côtés d'Emmanuel Macron en la personne de son directeur Jim Yong Kim, devrait pour sa part allouer 30 millions d'euros. Assez pour sauver Saint-Louis, superbe métisse étendue comme une signare le long du fleuve Sénégal ? ■

## Les réalisations d'Amadou Mansour Faye, maire de Saint-Louis

Élu en 2014, le maire de Saint-Louis, par ailleurs Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, peut se targuer d'un bilan positif à la tête de sa ville menacée par les eaux. D'abord pour l'amélioration de l'éclairage public (2014-2015) par un investissement de 50 millions de francs CFA (l'État de son côté a financé l'acquisition de 2 500 luminaires). Pour la gestion des ordures, la France, pour sa part, a offert à la même époque cinq bennes tasseuses. En



ce qui concerne les infrastructures routières, les accès aux bâtiments administratifs (comme l'hôpital Ousmane-Ngom, les gares, etc.) ont été facilités – un investissement de 700 millions de francs CFA. La pêche n'a pas été oubliée avec la subvention – à hauteur de 5 milliards – pour l'acquisition de moteurs pour les pirogues. L'un des gros morceaux de cette politique reste la protection de la Langue de Barbarie, avec la construction d'une digue.

# Olivier Poivre d'Arvor

## Les mille et une vies d'un ambassadeur atypique

Olivier Poivre D'Arvor a été nommé ambassadeur de France en Tunisie en 2016. Cet homme de lettres au parcours atypique fait preuve de dynamisme et porte une parole rare dans le monde diplomatique.

Par Flore Thumm, à Paris.

### En savoir +

Olivier Poivre, tout comme son frère Patrick, a choisi dès le début de sa carrière de rendre hommage à son grand-père poète en accolant au sien son nom de plume, d'Arvor.

**T**our à tour président du musée national de la Marine, directeur de France Culture et ambassadeur de France en Tunisie, Olivier Poivre d'Arvor est un « touche-à-tout » au parcours professionnel bien rempli.

### Lettré et diplomate

Olivier Poivre d'Arvor, né à Reims le 30 juillet 1958, est connu pour être un homme de lettres. Ce passionné de philosophie, après avoir obtenu son DEA en la matière, a occupé plusieurs fonctions dans l'édition et la presse. En parallèle, il a publié divers romans et essais, activité qu'il n'a eu de cesse de poursuivre tout au long de sa carrière. Désireux de contribuer au partage de la culture, il a souhaité aller plus loin que la publication de ses productions. C'est pourquoi il a fondé sa propre compagnie de théâtre, puis créé un festival international de littérature à Toulouse, « Le Marathon des mots », dont la 14<sup>e</sup> édition aura lieu du 28 juin au 1<sup>er</sup> juillet prochains.

D'un naturel curieux, cet amoureux du patrimoine culturel national intègre le réseau culturel français à l'étranger, mettant un pied dans la sphère politique. Il exerce alors diverses missions de diplomatie culturelle à Alexandrie, puis à Prague, jusqu'à devenir conseiller culturel à l'ambassade de France à Londres. En 2007 il intègre le Quai d'Orsay comme ministre plénipotentiaire, et est nommé ambassadeur chargé de l'attractivité culturelle de France en 2015. L'année suivante, il

succède à François Gouette au poste d'ambassadeur de la République française auprès de la République tunisienne.

L'homme refuse d'être considéré uniquement comme un artiste, revendiquant sa légitimité à exercer en tant qu'homme politique. Il déclarait, dans un entretien accordé en février 2017 au *HuffPost Maghreb* : « Je suis totalement un diplomate. [...] Ça serait absurde, aujourd'hui, qu'un diplomate qui travaille avec les correspondances diplomatiques, des télégrammes diplomatiques ignore ce que représentent, dans un pays comme celui-ci, Facebook ou Twitter. Non, je suis complètement un homme politique ! »

### Un engagement fort

Dès sa nomination au poste d'ambassadeur de France en Tunisie, Olivier Poivre d'Arvor s'est fait remarquer par la multiplication de ses visites sur le territoire tunisien et ses nombreuses publications sur les réseaux sociaux. Si certains considèrent ce comportement comme un gage d'amitié envers Tunis, d'autres sont plus critiques, n'y voyant qu'un impact médiatique. Pour l'ambassadeur de France, comme le rapporte le *HuffPost Maghreb*, citant ses propos : « On ne peut pas pratiquer une diplomatie de distance, d'analyse et d'observation, mais une diplomatie qui est forcément une diplomatie de territoire, qui implique des collectivités territoriales et qui implique que l'ambassadeur de France aille au contact des citoyens tunisiens et franco-tunisiens. »



© AFP - ERIC FEFERBERG

Olivier Poivre d'Arvor use largement des médias sociaux pour s'exprimer. Cette liberté de communication, peu commune aux ambassadeurs, est pour certains imputable au fait que l'homme n'est pas issu du corps diplomatique. L'ancien ambassadeur Ezzeddine Zayani, dans une interview accordée à SputnikNews en décembre 2017, explique qu'Olivier Poivre d'Arvor « a apporté une touche très intéressante qui a bousculé la diplomatie classique ». L'ambassadeur prouve jour après jour son implication pour le renforcement des relations bilatérales entre la France et la Tunisie. Il fut l'un des artisans du bon déroulement du voyage d'Emmanuel Macron, pour sa première visite d'État dans le pays les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février derniers. Dans un message publié sur son compte Facebook, il affirmait que ce voyage officiel marquait « l'attention et le soutien indéfectible de la France à la Tunisie, dans tous les domaines, sécuritaire et de défense, économique et social, éducatif, culturel, à l'échelle bilatérale comme dans les grandes instances européennes et internationales ».

Olivier Poivre d'Arvor a également été l'initiateur de la réunion de compte-rendu qui s'est déroulée le 5 février à l'ambassade de France. Elle a permis de passer en revue les principales séquences de la visite, et de présenter le calendrier des prochaines étapes de la mise en œuvre des accords. À cette occasion, l'ambassadeur a pu présenter son nouveau projet, « La Saison bleue » : près de 200 événements, touristiques, balnéaires, nautiques, mais aussi économiques et scientifiques, seront organisés pour promouvoir le littoral tunisien. Ils auront lieu du 15 juin au 30 septembre, sur les côtes de Tabarka à Zarzis. Pour le diplomate, « "La Saison bleue" vise à développer le concept de l'économie bleue (sans déchets, ndr) et à dynamiser le commerce portuaire », et va permettre de redorer l'image du tourisme, nerf de l'économie du pays. Pour la Tunisie, Olivier Poivre d'Arvor ne ménage pas ses efforts. Il a œuvré pour que le pays accueille le sommet du cinquantenaire de la Francophonie en 2020, et poussé pour la conversion d'une partie des dettes françaises en projets de développement. ■

### DE LA CULTURE À LA DIPLOMATIE

Durant la visite du Président Macron à Tunis, l'ambassadeur Poivre d'Arvor présente au Chef de l'État une chanteuse tunisienne.

► Sport



© AFP - CHARLY TRIBALLEAU

# Football

## Comment le Sénégal s'est offert une équipe de classe mondiale !

Le football refait parler de lui sur les scènes continentale et mondiale. Ce retour remarqué devant les projecteurs est le fruit d'un travail de longue haleine mené par le gouvernement et la Fédération sénégalaise de football, qui ont favorisé l'émergence de talents de très haut niveau.

Par Oumar Baldé, à Casablanca.

Le football sénégalais est de retour ! Après plusieurs années de baisse de forme qui ont succédé à l'épopée du début des années 2000, les Lions de la Teranga recommencent à rugir très fort et font peur. L'équipe nationale du Sénégal non seulement est redevenue une des meilleures d'Afrique, mais surtout a

### En savoir +

**2002 :** 1<sup>re</sup> participation du Sénégal à une Coupe du monde. L'équipe va jusqu'en quart de finale.

impressionné par l'art et la manière dont elle s'est qualifiée à la Coupe du Monde de juin prochain, en Russie. Un parcours sans fautes lors des éliminatoires pour le Mondial 2018, avec à la clé de belles prestations, aussi bien à domicile que hors de ses bases, a permis aux poulains de l'entraîneur Aliou Cissé de susciter l'intérêt du monde

du sport, au-delà des frontières africaines. Ce beau retour sur la scène footballistique mondiale pousse aujourd'hui certains à s'interroger sur le secret de cette réussite de l'équipe nationale du Sénégal, qui avait perdu de son lustre depuis la retraite de la virevoltante et talentueuse équipe de la génération des El-Hadji Diouf et Khalilou Fadiga.

### Travail de longue haleine

Pour le journaliste sportif sénégalais Salif Diallo, la belle forme actuelle de l'équipe du Sénégal est le fruit d'un travail de longue haleine. « C'est un succès construit sur plusieurs années. La moitié de l'actuelle équipe nationale faisait partie des joueurs qui ont participé aux Jeux olympiques de Londres en 2012, donc ils se connaissaient déjà entre eux », précise-t-il. En un mot, ces joueurs ont grandi ensemble depuis plus de huit années. L'équipe est rodée car ses talents ont participé à plusieurs compétitions de jeunes. Des liens se sont construits entre eux, sans parler de la chance qu'ils ont eu de bénéficier de formations dans les centres et académies de football. Cette équipe sénégalaise n'est donc pas formée d'amateurs mais de vrais professionnels, qui abattent un travail considérable ; et aujourd'hui, l'effort finit par payer. Ceci sans parler de l'apport incontournable de joueurs expatriés, comme Keita Baldé (Italie, puis France) ou Kalidou Koulibaly (Italie). L'ensemble de ces ingrédients a contribué à faire renaître cette équipe constituée de jeunes stars. L'exemple de l'attaquant sénégalais de Liverpool Sadio Mané suffit à lui seul à confirmer que de vraies pépites enrichissent la tanière des Lions de la Teranga. Et, en dehors des joueurs, les institutionnels sénégalais ont également joué leur partition.

### Appui des autorités

Il n'est en effet pas possible de constituer une équipe qui gagne sans le soutien du gouvernement et des instances fédérales. Au Sénégal, les institutionnels ont pleinement tenu leur rôle dans la relance de l'équipe nationale, soutiennent les observateurs du ballon rond au pays de Jules-François Bocandé et

d'El-Hadji Diouf. « Le ministère des Sports a énormément financé l'équipe nationale. Jamais des problèmes d'intendance ne se sont posés. Les joueurs sont mis dans de bonnes conditions et ils se font payer leurs primes de matchs et compétitions sans aucun accroc. Cela est très important pour le moral des troupes, sachant que c'est une véritable source de tension dans les sélections africaines », témoigne Salif Diallo.

De plus, la Fédération sénégalaise de football (FSF) s'est aussi fortement impliquée en amont pour permettre l'émergence de talents. Des conditions favorables ont été

### En savoir +

**2018 :** 2<sup>e</sup> participation au Mondial. Le Sénégal n'a perdu aucun de ses matchs lors des éliminatoires et s'est hissé premier de son groupe.

créées afin de permettre la participation des jeunes sélections nationales aux compétitions africaines. Ce qui n'était pas le cas avant au Sénégal. Dans ce sens, la création du Centre de formation Jules-François-Bocandé a été décisive. La plupart des joueurs qui font aujourd'hui la fierté du pays et en portent haut les couleurs y sont passés. Pour la Fédération, c'est le fruit d'une stratégie de long terme. Au bout du compte, la patience et l'endurance ont fini par payer et une nouvelle génération de joueurs de classe mondiale rayonne, et fait rayonner le Sénégal dans le monde. ■



« C'est un succès construit sur plusieurs années. Aussi bien les joueurs que l'entraîneur et les autorités sportives y ont participé. »

© AFP - SEYLOU

# Succès

## Les hommes qui comptent

### Matar Bâ, le Ministre : un fin connaisseur du foot



C'est la bonne entente entre le ministère des Sports et la FSF qui a fait en partie le succès de la sélection nationale. Une commission mixte se réunit avant les matchs pour coordonner les activités et répartir les tâches. Cette belle entente est facilitée par la bonne compréhension du milieu sportif de l'actuel Ministre des Sports. En effet, Matar Bâ connaît très bien les rouages des fédérations sportives sénégalaises. Son passé à la tête de l'Organisme national de coordination des activités de vacances (Oncav) y est pour beaucoup. Finis les querelles et tiraillements entre ministère des Sports et FSF, pour le plus grand bonheur du football sénégalais qui recommence à voler très haut.

### Augustin Senghor, le président de la Fédération : un vrai gestionnaire

Les témoignages sont unanimes : la FSF et son président, Augustin Senghor, « ont été de grands acteurs de cette qualification ». Leur bonne gestion de la participation de l'équipe à la phase des éliminatoires du Mondial a été saluée par tous. Ce professionnalisme dans l'organisation a sûrement facilité les bons résultats de l'équipe nationale. « Sans oublier que la Fédé a été suffisamment perspicace pour faire rejouer le match perdu contre l'Afrique du Sud », rappelle le journaliste Khalifa Ndiaye (cf. interview).



### Aliou Cissé, le sélectionneur : le vieux Lion aux commandes

Après avoir été capitaine de l'équipe nationale sénégalaise qui s'est qualifiée pour la première fois au Mondial en 2002, il est désormais le premier coach africain à faire participer les Lions à une Coupe du monde. Au Sénégal, Aliou Cissé est une véritable fierté nationale. L'ancien joueur du PSG, qui a été appelé pour entraîner la sélection nationale, est en train de marquer à jamais le football sénégalais, et même africain, de son empreinte. Depuis son arrivée sur le banc des Lions, l'équipe fait trembler tous ses adversaires et il jouit d'un palmarès plus qu'honorable. À ce jour,



la seule défaite concédée par Aliou Cissé l'a été aux tirs au but face au Cameroun en quart de finale de la CAN 2017. Cette élimination prématurée par le futur vainqueur de la Coupe continentale lui avait d'ailleurs valu de nombreuses critiques. Mais Aliou Cissé a fait le dos rond et s'est concentré sur la qualification au Mondial 2018 en Russie, distançant largement les autres équipes du groupe parmi lesquelles figuraient les Bafana Bafana d'Afrique du Sud. À présent, son grand défi consiste à faire mieux que lorsqu'il était capitaine des Lions au Mondial 2002 : dépasser le cap des quarts de finale !

« Si le Sénégal passe le cap du premier tour au Mondial, tout deviendra possible. »

## Entretien avec

### Khalifa Ndiaye

Ancien journaliste sportif au quotidien *Le Soleil*

Pour le journaliste sportif sénégalais Khalifa Ndiaye, l'objectif de base des Lions de la Teranga est de passer le cap du premier tour. Si cette étape est franchie, alors tout deviendra possible. Pour le Sénégal, le grand défi sera de rééditer l'exploit de 2002, qui avait permis à sa sélection d'atteindre les quarts de finale.

Propos recueillis par Oumar Baldé.

**CAP ÉCO Africa : Quelles sont les chances du Sénégal au Mondial 2018 ?**

**Khalifa Ndiaye :** Je pense qu'il ne faut pas se voir plus beaux qu'on est. À mon avis, pour l'équipe nationale du Sénégal, passer le premier tour lors de cette Coupe du monde est l'objectif de base. Et même, cela paraît déjà assez compliqué dans un groupe H aux allures de bouteille à l'encre. En effet, tout est possible entre les quatre équipes de niveaux assez proches que sont le Sénégal, la Pologne, le Japon et la Colombie. Si le Sénégal passe ce cap du premier tour, tout deviendra alors possible dans cette compétition mondiale qui réunit 32 nations.

**Quel a été le rôle de la FSF et de son président dans la qualification au Mondial ?**

La FSF et son président ont été de grands acteurs de cette qualification.



oublier que la Fédé a été suffisamment perspicace pour faire rejouer le match perdu contre l'Afrique du Sud.

**La qualification du Sénégal au Mondial reflète-t-elle le développement du business du football au Sénégal ?**

Le foot, comme presque partout en Afrique, est devenu un véritable business. Des écoles et centres de foot foisonnent. L'engouement est tel que les jeunes en viennent même parfois à négliger les études pour le foot. Car tous trouvent que c'est plus rentable d'être footballeur professionnel que d'être même professeur d'université. Cela dit, on parle ici d'un foot local qui ne paie certes pas beaucoup, mais qui emploie des dizaines de jeunes. Pas de merchandising toutefois, même si certains clubs locaux comme Niary Tally et Génération Foot s'y essaient timidement. ■

« Je continue ma carrière à l'international en portant aussi des messages. »

## Entretien avec

**Rokhaya Niang**  
Actrice et comédienne sénégalaise

Née dans un quartier dakarois de Front de Terre, Rokhaya Niang s'est très vite passionnée pour l'art et le sport. Sa maîtrise d'elle-même et la dose de sincérité qu'elle parvient à insuffler dans ses rôles lui ont permis de se forger une place dans le monde du cinéma.

Propos recueillis par Flore Thumm, à Paris.

**CAP ÉCO Africa : Comment avez-vous réussi à vous faire connaître en tant qu'actrice ? Et avez-vous pu conjuguer cette carrière avec votre passion pour le sport ?**

**Rokhaya Niang :** Ça a commencé avec mon premier long-métrage, *Le Prix du pardon*, qui m'a permis de voyager, d'enrichir mon carnet d'adresses partout dans le monde, et de croiser des amis cinéastes. J'ai aussi développé mon réseau après *Madame Brouette*, je suis alors allée à beaucoup de festivals. J'ai été promue deux fois Meilleure actrice pour ce film-là, et à partir de ça, on a fait appel à moi pour des festivals du cinéma, pour lesquels j'ai été membre du jury ou présentatrice. J'ai continué de faire des entraînements sportifs pour garder la forme, mais j'ai dû arrêter les compétitions de taekwondo, sport que je pratiquais depuis mon plus jeune âge. Quand on a rempli un contrat, on ne peut pas prendre le risque de se blesser. Mais dans mon métier, être sportive m'a aidée à mieux me concentrer, à être sereine, et m'a été très utile pour certains rôles qui demandent beaucoup d'endurance.

**Avez-vous des projets concernant le cinéma ?**

On va tourner une série de 52 minutes au Maroc et partout en Afrique, c'est un

projet qui a été interrompu mais qui doit redémarrer en septembre. J'ai également déjà lu les scénarios de projets de longs-métrages qui sont en cours.

**Vous avez notamment été nommée ambassadrice pour la campagne « Stand Up for African Mothers ». Votre métier vous permet-il d'accroître la visibilité des causes que vous soutenez ?**

Quand j'ai été choisie pour être ambassadrice pour la lutte contre la mortalité maternelle, j'ai accepté car c'est une cause qu'on doit défendre en tant que femmes, que mères. Au Sénégal, le risque est surtout présent à l'intérieur du pays. Les femmes qui vivent à Dakar ne veulent pas y aller pour cette raison. Je me suis également engagée pour le projet de lutte contre les mines antipersonnel, et j'ai travaillé sur la drépanocytose. Ceux qui en étaient malades devaient à l'époque venir seuls à Dakar, parce qu'il n'y avait pas d'hôpital où on pouvait les soigner sur le reste du pays, mais aujourd'hui on peut dire qu'on a un petit peu atteint notre but. Notre action est ciblée sur l'intérieur du pays parce qu'il y a des gens au fin fond du Sénégal qui ne savent pas que là où ils vivent, il faut prendre des précautions



pour ne pas tomber malade. Mais en tant qu'ambassadeurs, on est aussi des porte-drapeaux. Quand vous allez par exemple présenter votre film en Inde, vous vous rendez compte que certains ne connaissent pas le Sénégal. Je continue ma carrière à l'international en portant aussi des messages, car quand on est ambassadrice, on sort et on défend le drapeau national. ■

# N°1 de la location de véhicules au Sénégal

## LOCATION DE VOITURES TRANSPORT TOURISTIQUE

Avec 30 ans d'expérience, SENECARTOURS dispose d'un parc de prestige très diversifié comptant près de 200 véhicules tous climatisés répartis en trois catégories :

### \*Catégorie 1 :

Berlines (Simple, Moyenne, Haut de Gamme), Toyota Yaris, Toyota Corolla, Toyota Avensis, Toyota Camry, Passat Volkswagen, Chevrolet Epica, Jaguar, Cadillac, Lincoln, Mercedes S350, BMW S7, Limousine Royale...

### \*Catégorie 2 :

4x4 et Véhicules Utilitaires, Pick-up double cabine, Ford Everest, Toyota Fortuner, Toyota Land Cruiser, Toyota Prado, Toyota V8 spécial VIP, Mitsubishi Pajero Sport, Lincoln Navigator L...

### \* Catégories 3 :

Autocars de 15, 30, 50 et 65 places



## Une autre vision du transport !



17, route de Ngor - Almadies  
Tél. : 33 589 77 77  
senecartours@senecartours.sn  
www.senecartours.sn



Le premier magazine économique consacré à l'Afrique francophone

## FORMULAIRE D'ABONNEMENT MAGAZINE CAP ÉCO Africa

www.capecoafrika.com

La vitrine médiatique de la dynamique économique de l'Afrique francophone

Prix kiosque : 4 €

1 an, 4 numéros : 16 € (frais de port inclus\*)

2 ans, 8 numéros : 28 € (frais de port inclus\*)

\*Hors France : + 12 € frais de port pour 1 an ou + 24 € frais de port pour 2 ans

### VOTRE ABONNEMENT

À retourner à PRESTIGE COMMUNICATION

140 boulevard Haussmann 75008 Paris - France

Tél. : +33 (0)1 58 36 43 43 - E-mail : contact@prestigecommunication.fr

Nom de la société : .....

Nom, prénom et fonction : .....

Adresse postale : .....

E-mail : ..... Téléphone : .....

Règlement en espèces  Règlement par chèque à l'ordre de Prestige Communication

## « Shithole countries »

La chronique de Marie-Roger Biloa

Dans le flot des envois reçus par WhatsApp, l'un des réseaux sociaux les plus actifs, une vidéo infâme m'a captivée comme on agrippe le bras d'un passant pour lui demander de l'aide. Juste quelques images filmées par un détenu, sur ses conditions de vie dans l'enceinte de la prison centrale de Kondengui à Yaoundé. On y voit des centaines de personnes entassées dans des espaces aussi étriqués que sordides, outrageusement sous-alimentées, pataugeant dans une crasse innommable, sans soins et sans égards. Des humains réduits à l'état de bêtes sauvages, dénués de toute dignité.

Oui, bien sûr, nous savons que les geôles africaines sont souvent des lieux inhospitaliers et que l'on y est particulièrement maltraité. Doit-on pour autant s'y résigner ? Qui en a vraiment cure ? Dans la rue, on règle le problème par des blagues un peu désespérées. « À Kondengui, les chanceux dorment assis, les autres debout », peut-on entendre. La compassion de quelques particuliers apportant sporadiquement vivres et vêtements mérite d'être soulignée. Mais que change-t-elle dans le fond si, dans les cercles du pouvoir, la question de la dignité des détenus n'en est même pas une – sauf peut-être lorsqu'il s'agit d'anciens officiels déchus ?

Au Forum de Bamako, consacré à la paix et la sécurité dans la zone sahélo-saharienne, la tirade d'un étudiant très remonté contre l'indifférence, voire le « mépris » des Occidentaux lorsque les victimes d'attaques terroristes ou même de catastrophes dites naturelles sont africaines, a



© DIMITRI FRIEDMAN

« Pourquoi voulez-vous que les autres aient plus de considération que nous-mêmes ? »

été stoppée net par un natif d'Afrique centrale vivant au Canada : « Pourquoi voulez-vous que les autres aient plus de considération pour nos vies que nous-mêmes ? » Et de citer la routine des crimes, voire des massacres impunis, la désinvolture quasi générale concernant les politiques de prévention et les attitudes sur les routes, avec leur cortège d'hécatombes non suivies de conséquences, les hôpitaux-mouroirs où sévissent des personnels impitoyables et, venant très à propos, le désintérêt manifeste des dirigeants face aux dizaines de milliers de leurs ressortissants qui se noient dans les mers de l'émigration illicite... Il a fallu un

Marie-Roger Biloa  
Éditorialiste

reportage de CNN pour que certains d'entre eux émettent enfin des protestations officielles contre la vente de migrants comme du bétail sur les marchés d'esclaves en Libye. Mais depuis ?

Ce changement d'orientation des projecteurs vers les responsabilités africaines m'a replongée dans l'épisode très médiatique des « shithole countries », et rappelé des réactions fort surprenantes aux érucations injurieuses de Donald Trump contre notre continent. Visiblement, cet homme ne recule devant aucune outrance raciste ou xénophobe, et ce n'est pas la première fois qu'il prend l'Afrique pour cible. On pouvait donc s'attendre à un déferlement de colère sur la toile et les réseaux sociaux, si prompts à s'enflammer. Savez-vous ce qui a plutôt fait fureur, partagées plus de deux millions de fois sur le fameux WhatsApp ? Les



© GLEZ

déclarations d'un jeune Nigérian donnant raison à l'énarrable Président américain ! Et d'énumérer à son tour quelques-unes des maladies chroniques qui minent tant de pays, à commencer par le sien : mauvaise gouvernance, chômage des jeunes diplômés, villes en panne d'électricité, dramatiques inégalités sociales... « *Le premier pas vers le progrès est l'acceptation de la vérité* », dit le surnommé Mc Chaz... Certes, mais tout de même !

Nous en sommes donc là. Les dénigrements collectifs émanant de tiers, ces affronts impardonnables qui jadis voyaient se dresser sur leurs ergots les peuples noirs, drapés dans une dignité que nul n'avait le droit d'égratigner, semblent désormais moins infamants, l'autodépréciation s'étant progressivement forgée. Comment est-on passé de la « fierté noire » à cette forme d'écrasement des ego ? L'on tend l'autre joue, approuve l'agression verbale dégradante et se roule dans la fange. Pourquoi reconnaître que sa patrie, ce lieu traditionnellement cher à tous les cœurs, est un « *pays de merde* » ?

Les réponses les plus mordantes à l'offense de Trump ne sont donc pas venues d'Afrique, mais des États-Unis où la vive désapprobation a pris des visages divers. Un pays où

les armes à feu prolifèrent avec le soutien du Président, transformant les écoles en lieux de massacres fréquents ; qui applique la peine de mort à tour de bras ; où la police abat des Noirs dans la rue sans motif réel ; qui pratique un racisme triomphant ; qui détruit l'environnement et en fait une politique officielle ; un pays ayant élu un homme qui mériterait, selon certains, d'être soit en prison, soit en soins psychiatriques... Un tel pays est bien un « *shithole country* », pouvait-on lire ou entendre. Cette défense indirecte est assez symptomatique, les malheurs du continent semblant apitoyer davantage des observateurs étrangers que les responsables de nos différentes communautés nationales.

Nul doute : l'opinion misérable que l'Afrique inspire aujourd'hui à tant d'Africains est due à 100 % à leur désaveu massif des pouvoirs autochtones, épinglés pour incompétence, incurie et indifférence. Quand les Africains en viennent à haïr l'Afrique, même s'il s'agit d'une certaine Afrique, celle confisquée par des régimes transformés en cliques parasites et souvent immuables, il devient urgent d'agir contre ce penchant mortifère, ce cheminement vers l'autodestruction. ■

# AIRFRANCE



## FRANCE IS IN THE AIR



AU DÉPART DE PARIS

# 29 DESTINATIONS VERS L'AFRIQUE

DAKAR, ABIDJAN, ACCRA...

AIRFRANCE\_KLM

France is in the air : La France est dans l'air. Renseignez-vous sur [airfrance.fr](http://airfrance.fr), au 36 54 10,35 € TTC/min à partir d'un poste fixe) ou dans votre agence de voyages.

AIRFRANCE.FR



# Sénégal, terre d'investissement

Faites le bon choix !



**APIX**

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS  
ET GRANDS TRAVAUX

[www.investinsenegal.com](http://www.investinsenegal.com)